



Roularta
Media Group

RAPPORT ANNUEL 2023

Colophon

ROULARTA MEDIA GROUP
RAPPORT ANNUEL 2023
Les gens font la différence

Concept Roularta Media Group

Barbara Spycckerelle (corporate marketing)

Art Directors Sven Vandamme, Cindy Mahieu

Coordination Evy Dermaut

Rédaction définitive Evy Alliet

Textes des interviews Bart Lombaerts

Photos Leyla Hesna, Kristof Pattyn

Imprimerie Roularta Printing

Éditeur responsable Rik De Nolf

DROITS Aucun élément de cette édition ne peut être copié et/ou publié par impression, photocopie, microfilm ou tout autre procédé que ce soit, sans l'autorisation préalable écrite de l'éditeur.



CE RAPPORT ANNUEL A ÉTÉ IMPRIMÉ SUR DU PAPIER
ISSU DE FORÊTS GÉRÉES DURABLEMENT ET DE
SOURCES CONTRÔLÉES



CONTENU

6 Vision du président

8 Mot du CEO

INTERVIEWS

LES GENS FONT LA DIFFÉRENCE

12 POUR NOS LECTEURS

16 POUR NOS ANNONCEURS

20 POUR NOTRE INNOVATION

24 POUR L'AVENIR

30 Mission, vision et valeurs

32 Création de valeur

34 Les résultats en 2023

36 Marques Roularta

48 ENTREPRENEURIAT DURABLE ET RESPONSABLE

59 ODD : OBJECTIFS + STATUT

68 L'action

70 Chiffres-clés consolidés

72 Executive Management Committee et conseil d'administration

74 Rapport annuel du conseil d'administration

85 Déclaration relative au gouvernement d'entreprise

100 Structure du Groupe

102 États financiers consolidés

109 Annexes aux états financiers consolidés

163 Comptes annuels statutaires

166 Rapport du commissaire

172 Établissements

173 Calendrier financier

Ce rapport annuel est disponible en français, en néerlandais et en anglais.
En cas de différence d'interprétation, seul le texte néerlandais fera foi.



RIK DE NOLF
Président exécutif de
Roularta Media Group

VISION DU PRÉSIDENT

«Les abonnements numériques sont une vraie chance»



Écoutez le podcast complet sur rapportannuel.roularta.be.

2023 a signifié une nouvelle accélération dans la transformation numérique de Roularta Media Group. Les différentes marques disposaient déjà d'une large audience en ligne, mais elles optent désormais pleinement pour les abonnements numériques. Rik De Nolf, président du conseil d'administration de Roularta Media Group, explique le rôle de l'application Mes Magazines dans cette évolution.

L'acquisition d'abonnements numériques devient tout doucement plus «facile» que celle d'abonnements print. Cela s'explique en partie par le fait que les lecteurs sont de plus en plus disposés à payer pour un abonnement numérique, mais aussi par le fait que le Groupe a développé une offre de lecture unique avec l'ensemble de ses marques.

De ce fait, Roularta est non seulement mieux capable d'acquérir des abonnés hybrides mais aussi de convaincre de nouveaux lecteurs (plus jeunes), qui sont alors 100% numériques.

Une part importante du succès provient de l'appli Mes Magazines, où les abonnés peuvent lire non seulement le contenu de leur magazine favori mais aussi celui de toutes les autres marques médias du portefeuille de Roularta. Le numérique contribue ainsi aussi à renforcer les abonnements classiques...

Écoutez cet épisode de podcast





XAVIER BOUCKAERT
CEO Roularta Media Group

Écoutez cet épisode de podcast



Écoutez le podcast complet sur rapportannuel.roularta.be

MOT DU CEO

«Le leadership du marché nous aide à répartir nos investissements»



Malgré le climat économique difficile, Roularta Media Group a résolument choisi en 2023 d'investir. Avec l'ambition clairement assumée d'obtenir le leadership du marché, que ce soit dans le secteur des magazines en Belgique ou aux Pays-Bas ou celui de l'imprimerie. Explications par son CEO Xavier Bouckaert.

C'est un choix stratégique que Roularta a déployé depuis que l'entreprise a vendu sa participation dans Mediaaan en 2017. Cette opération lui a en effet donné l'occasion de viser résolument la position de leader du marché dans les domaines clés du Groupe : les marques de magazines et l'impression de magazines.

En 2023, cette stratégie est passée à la vitesse supérieure : suite à la reprise d'un bon nombre de marques médias aux Pays-Bas, le Groupe est devenu le leader du marché dans le segment du contenu sur la pleine conscience. Aux Pays-Bas, il est même devenu entre-temps le plus gros éditeur de magazines en nombre de titres, ce qu'il était déjà en Belgique depuis un certain temps.

«Notre position de leader sur le marché de l'impression est le fruit de nos investissements constants au cours des 10 dernières années.»

L'imprimerie installée à Roulars a, elle aussi, fait de même en 2023, devenant la plus grande imprimerie de magazines dans le Benelux.



It's a people's business

C'est une affaire de personnes... Les médias, dans le monde entier, sont au cœur d'une profonde mutation. L'entreprise belge Roularta, cotée en Bourse, n'y fait pas exception. Nouveaux modèles d'entreprise, passage au numérique, mais aussi et plus que jamais l'accent sur les lecteurs, l'amélioration des processus et des synergies, et une collaboration en constante évolution avec les annonceurs.

Les gens font
la différence

POUR NOS LECTEURS



«En additionnant tous les contacts de Roularta, aux Pays-Bas et en Belgique, nous arrivons à 7,3 millions de profils uniques.» (Leonie Bakker)



UN ENTRETIEN AVEC : **EVA VAN DRIESSCHE**, Rédactrice en chef de Flair • **TAMARA DECA**, Head of Commerce & Events • **LEONIE BAKKER**, Program Manager Marketing Automation

«Les magazines passent de plus en plus au *digital first*»



Pour Roularta Media Group, le lecteur occupe plus que jamais la première place. En 2023, cela s'est traduit principalement par une connexion plus forte avec nos lecteurs en ligne grâce aux nouvelles technologies, à un journalisme *digital first* et à la progression des abonnements numériques. En cela, Flair joue un rôle de pionnier parmi les magazines féminins.

Ce n'est donc pas un hasard si Eva Van Driessche, Rédactrice en chef de Flair, Flair.be et De Zondag Magazine, s'entretient dans le présent podcast avec Tamara Deca, Head of Commerce & Events, et avec Leonie Bakker, Program Manager Marketing Automation.

Elles évoquent les 7,3 millions de profils uniques que l'on peut désormais trouver dans un seul logiciel, ce qui permet aux spécialistes du marketing, aux rédacteurs, mais aussi aux responsables d'e-commerce de communiquer de manière adéquate avec les lecteurs.

Le lien unique entre les marques de magazines et les lecteurs ne naît pas uniquement du contenu, mais se développe également par l'offre d'événements et de produits adaptés au lecteur. Le numérique joue un rôle de plus en plus important à cet égard, et avec beaucoup de succès. Les magazines Roularta ont par exemple vendu pas moins de 150.000 livres en 2023. Du côté de Flair, il y a lieu de pointer des actions comme la Caravane Flair et la collection de mariage en collaboration avec LolaLiza.



Les gens font
la différence

POUR NOS ANNONCEURS



Roularta
Media Group



«De plus en plus souvent, nous partons du numérique pour ensuite rédiger une suite au format print.» (Mireille De Braekeleer)



UN ENTRETIEN AVEC : **MIREILLE DE BRAEKELEER**, National Sales Director • **ELIEN HAEMERS**, Directrice d'agence Midden- & Zuid-West-Vlaanderen RLM • **OLIVIA DEVUYST**, Marketing & E-commerce Manager e5

«De nouveaux concepts et partenariats suscitent l'enthousiasme»

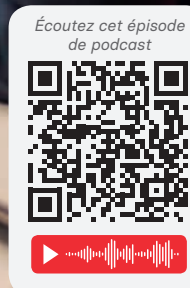


Le marché de la publicité est perpétuellement en mouvement. Roularta Media Group réussit à apporter les bonnes réponses en misant sur des concepts (multimarques) uniques tels que Renovatiezondag (Dimanche de la Rénovation), de nouveaux produits comme Mijn Stad TV et des partenariats étroits comme avec e5.

Dire que le marché de la publicité est en difficulté en raison de la situation économique, c'est un peu comme enfoncer une porte ouverte. Faisant de la nécessité une vertu, Roularta montre son côté le plus créatif. Le fil rouge que l'on retrouve dans ses nombreuses initiatives est l'étroite collaboration avec divers annonceurs. Le partenariat avec e5 en est un bel exemple.

Cette relation dure depuis plusieurs années. Outre les publicités, elle comprend également un accord de licence pour la collection Libelle chez e5, des imprimés ainsi qu'un brainstorming semestriel...

Ce n'est pas pour rien que Mireille De Braekeleer, National Sales Director chez Roularta Advertising, et Elien Haemers, Directrice d'agence Midden- & Zuid-West-Vlaanderen chez Roularta Local Media, discutent de ces évolutions avec Olivia Devuyt, Marketing & E-commerce Manager chez e5 Mode.



Les gens font
la différence

POUR NOTRE INNOVATION



«C'est une bonne chose de faire des expériences avec l'IA. Mais le but est qu'à terme, l'ensemble de l'entreprise utilise certains outils. Que nous procédions à une innovation structurelle.» (Bart Kerckx)



UN ENTRETIEN AVEC : **ELISA HULSTAERT**, Journaliste Knack • **PHILIPPE DE BRABANTER**, Program Executive • **BART KERCKX**, Head of PMO • **STEFAN DE WITTE**, Production Manager Prémédia

«Une entreprise parée pour l'avenir grâce aux nouvelles technologies»



Écoutez le podcast complet sur rapportannuel.roularta.be.

L'IA, un nouveau système éditorial, un système d'inscription unifié, une appli qui regroupe tous les contenus de magazines, l'automatisation du marketing, etc. Une fois de plus, 2023 a été une année riche en innovations. Des projets ont été lancés, d'autres sont passés à la vitesse supérieure.

Elisa Hulstaert (journaliste Knack), Bart Kerckx (Head of PMO), Stefaan De Witte (Production Manager) et Philippe De Brabanter (Program Executive)... Quatre experts des nouvelles technologies font le point sur l'évolution de leur métier.

Ces développements sont évidemment d'un grand intérêt pour un groupe de médias. Les médias se numérisent rapidement. Et les attentes des utilisateurs de ces médias évoluent elles aussi rapidement. Et puis, il y a l'efficacité que les nouvelles technologies apportent souvent.

Cela a donné lieu à une conversation au cours de laquelle les différents interlocuteurs soulignent les atouts mais approfondissent surtout l'état d'esprit que ces processus de changement requièrent, et la méthode de travail unique que les équipes ont élaborée.

Écoutez cet épisode de podcast



Les gens font
la différence

POUR
L'AVENIR



Roularta
Media Group



«Les acquisitions sont un élément important de la stratégie que nous avons définie pour les Pays-Bas. Heureusement, il se passe beaucoup de choses sur le marché néerlandais des magazines.» (Erwin van Luit)



UN ENTRETIEN AVEC : ERWIN VAN LUIT, CEO RMN • BART DECLERCQ, Sales Director Printing
• CHRISTELLE EL HAJJ ASSAF, Revenue Manager

«L'avenir ? Il est à la fois imprimé et numérique, belge et néerlandais»



2023 a été une année de préparation de l'avenir. À commencer par une stratégie qui a eu le mérite d'être claire tout en présentant pas mal de facettes différentes. Telle a été la base de l'entretien avec Erwin van Luit, CEO de Roularta Media Nederland, Bart Declercq, Export Sales Director chez Roularta Printing, et Christelle El Hajj Assaf, Revenue Manager.

Des modèles alternatifs de revenus, une numérisation poussée, les Pays-Bas comme deuxième marché domestique et une imprimerie ambitieuse. Telles sont les premières réalisations concrètes de la stratégie définie par Roularta Media Group en 2023.

Bien que très différentes, ces réalisations sont en même temps très liées. Les décisions basées sur les données sont désormais le point de départ de nouveaux développements tant en Belgique qu'aux Pays-Bas, tandis que les acquisitions effectuées aux Pays-Bas ont beaucoup appris au Groupe en matière de nouveaux modèles de revenus. Par exemple l'extension télévisuelle d'un magazine, le coaching en ligne ou les nouveaux modèles d'e-commerce.

Ces mêmes acquisitions ont eu pour effet de développer les activités d'impression à Roulers, et les nouveaux investissements ont permis à l'imprimerie d'attirer l'attention de clients anglais également. Tous ces éléments font en sorte que le Groupe envisage l'avenir avec confiance.





Visite importante chez Roularta Media Group

Le roi Philippe et la reine Mathilde ont visité notre entreprise le 4 mai 2023.



Mission, vision et valeurs

MISSION

En tant qu'entreprise multimédia, Roularta Media Group crée et diffuse du contenu de qualité, indépendant et pertinent, destiné au grand public et à des groupes cibles spécifiques. Il y relie des plateformes marketing et publicitaires avancées à l'intention de ses partenaires. Roularta Media Group entend créer une plus-value durable pour toutes ses parties prenantes et pour la société tout entière.

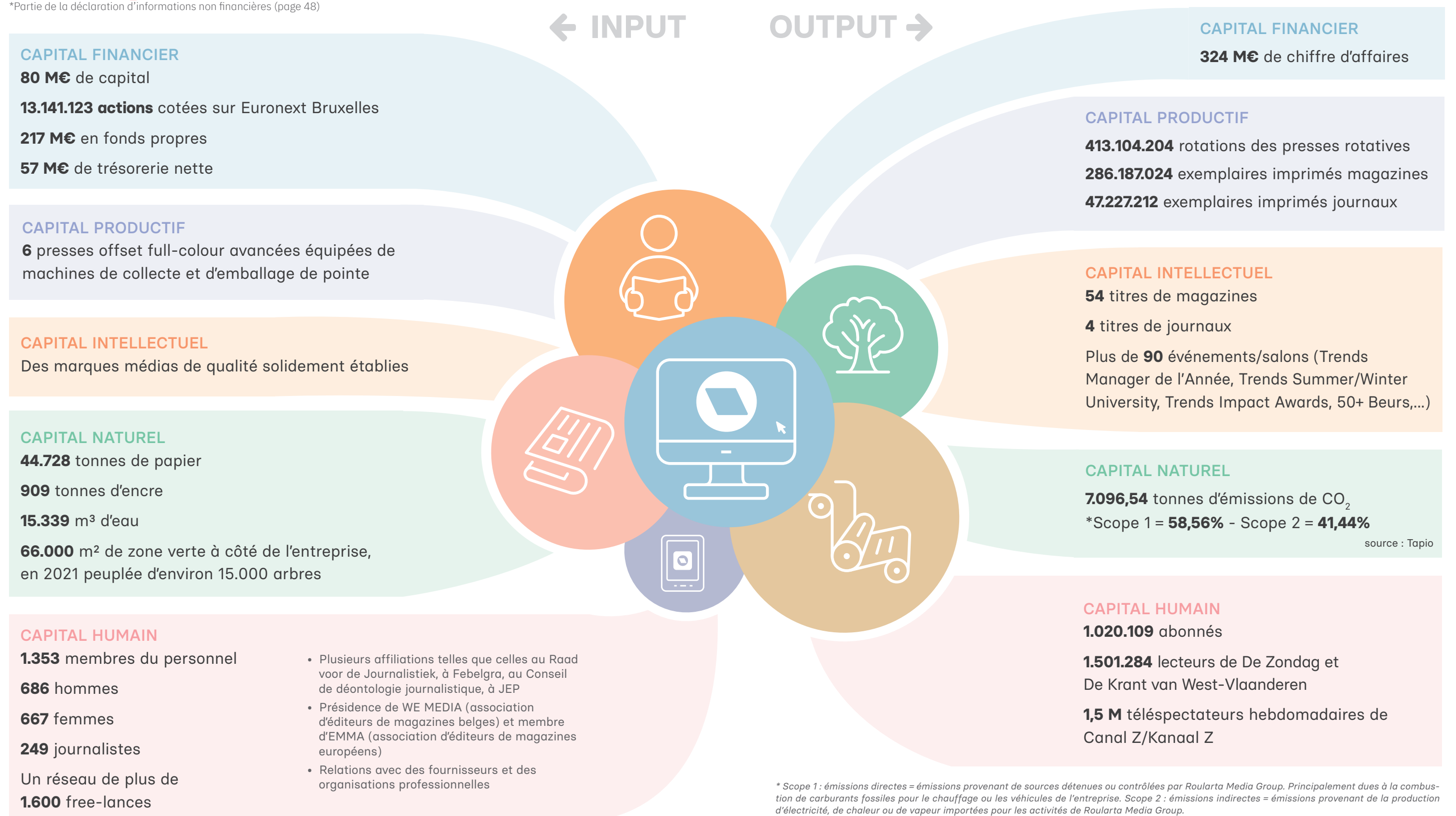
VISION

Roularta Media Group aspire à rester le partenaire médiatique le plus pertinent à long terme. Les marques médiatiques de Roularta Media Group sont des repères de confiance et de qualité. Nous sommes présents dans chaque foyer, en tout temps et partout.



Comment Roularta Media Group crée de la valeur*

*Partie de la déclaration d'informations non financières (page 48)



* Scope 1 : émissions directes = émissions provenant de sources détenues ou contrôlées par Roularta Media Group. Principalement dues à la combustion de carburants fossiles pour le chauffage ou les véhicules de l'entreprise. Scope 2 : émissions indirectes = émissions provenant de la production d'électricité, de chaleur ou de vapeur importées pour les activités de Roularta Media Group.

Les résultats en 2023

ROULARTA EN CHIFFRES

COMPTE DE RÉSULTATS EN MILLIONS D'EUROS

Chiffre d'affaires	323,5
EBITDA ⁽¹⁾	21,6
EBIT ⁽²⁾	3,2
RÉSULTAT NET	2,4
RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES	2,4

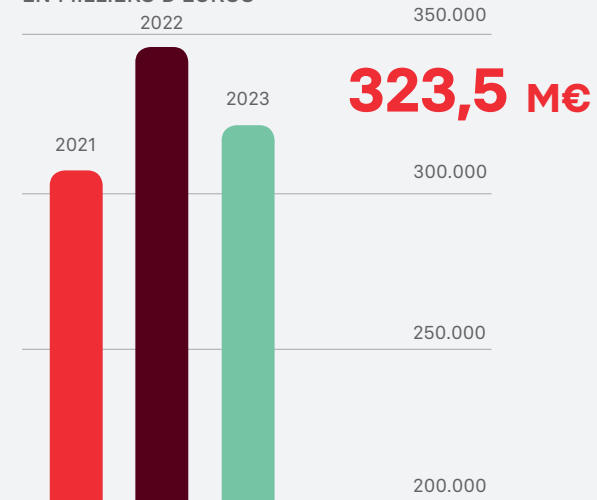
BILAN - 31/12/23 EN MILLIONS D'EUROS

Actifs non courants	223,3
Actifs courants	140,2
TOTAL DU BILAN	363,5
Capitaux propres - part du Groupe	217,0
Passifs	146,7
Liquidité ⁽³⁾	1,1
Solvabilité ⁽⁴⁾	59,6%
TRÉSORERIE FINANCIÈRE NETTE ⁽⁵⁾	56,8
Gearing ⁽⁶⁾	-26,2%

- (1) EBITDA = EBIT + dépréciations, amortissements et réductions de valeur exceptionnelles.
 (2) EBIT = résultat opérationnel (y compris la quote-part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises).
 (3) Liquidité = actifs courants / passifs courants.
 (4) Solvabilité = capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires) / total du bilan.
 (5) Trésorerie/(dette) financière nette = trésorerie circulante - dettes financières.
 (6) Gearing = - trésorerie/(dette) financière nette / capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires).

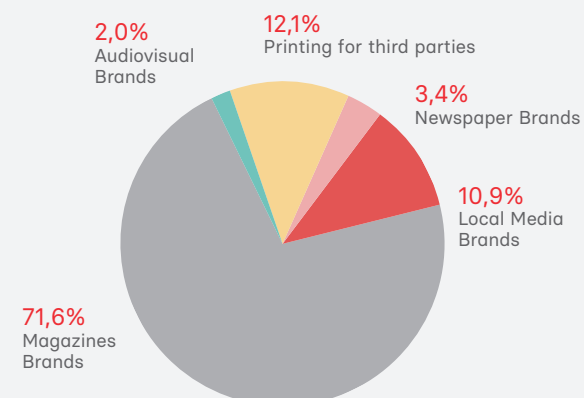
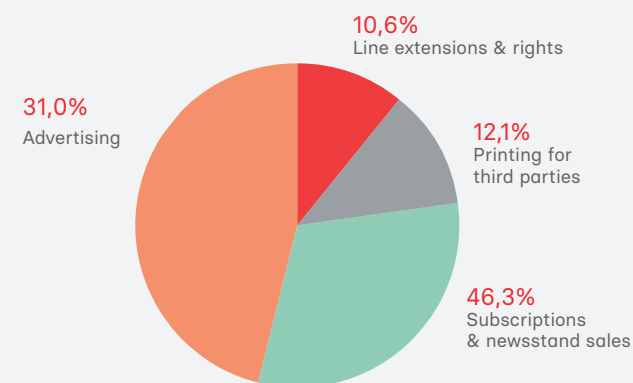
Pour plus d'informations sur les résultats consolidés de Roularta Media Group, voir : <https://www.roularta.be/fr/roularta-bourse>

CHIFFRE D'AFFAIRES EN MILLIERS D'EUROS

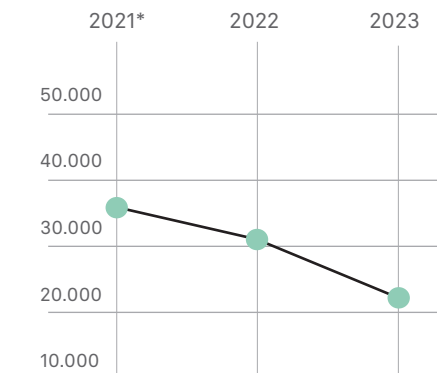


Le chiffre d'affaires baisse de 5,7% soit 19,6 M€.

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES



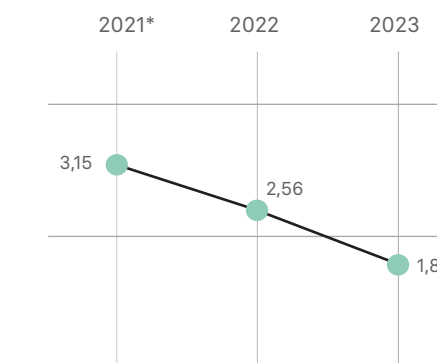
EBITDA EN MILLIERS D'EUROS



21,6 M€

L'EBITDA baisse de 28,2%.

CHIFFRES-CLÉS PAR ACTION



1,83 €

EBITDA par action

INVESTISSEMENTS

16,1 M€

ÉVOLUTION DES ABONNEMENTS

-0,6% ou -0,7 M€

(*) Retravaillé pour la nouvelle définition EBITDA - voir rapport annuel 2022 annexe 1.

MEDIAFIN EN CHIFFRES

CHIFFRE D'AFFAIRES

83,6 M€

INVESTISSEMENTS

3,8 M€

ÉVOLUTION DES ABONNEMENTS

**+12,4% ou
+4,4 M€**

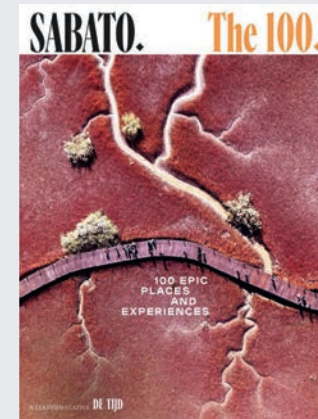
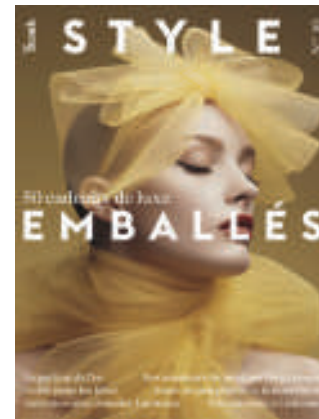
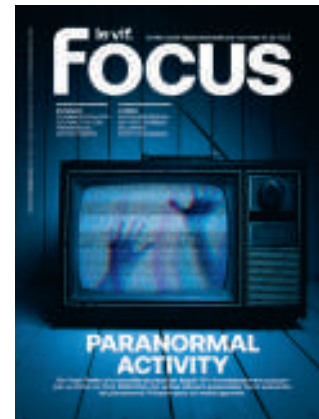
EBITDA

16,6 M€

La contribution de Mediafin à l'EBITDA de Roularta Media Group s'élève à 3,0 M€ pour 2023. Conformément aux règles IFRS, 50% du bénéfice net de Mediafin (50%, soit 4,0 M€) est porté en compte, moins l'amortissement annuel pour des marques telles que De Tijd et L'Echo (50% du total des ajustements, soit 1,0 M€).

Marques Belgique

News & Business

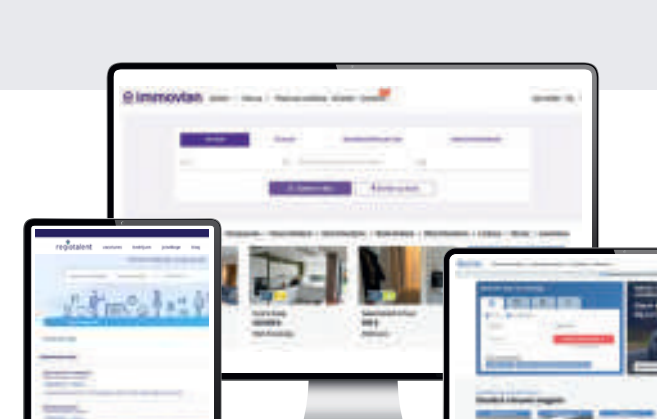
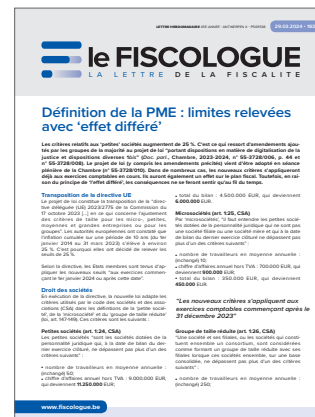


Marques Belgique Lifestyle & Women



Marques Belgique B2B

Médias locaux



Marques Pays-Bas

Marques Allemagne



Entrepreneuriat durable et responsable

DÉCLARATION D'INFORMATIONS NON FINANCIÈRES [*]

sur la base des directives GRI (Global Reporting Index) pour les rapports sur le développement durable.

Roularta Media Group mise depuis plus de deux décennies sur un entrepreneuriat durable et éco-efficace.

Cet entrepreneuriat durable et éco-efficace est également ancré dans la mission, la vision et les valeurs de l'entreprise (voir pages 30-31) sous le slogan **One team, one family, one planet.**

L'intention d'un entrepreneuriat durable et socialement responsable est de trouver un équilibre harmonieux entre trois piliers : *People, Planet & Profit.*

La manière dont notre entrepreneuriat durable et socialement responsable se traduit dans des indicateurs de performance non financiers est également inscrite dans notre modèle de création de valeur (voir pages 32-33), dans lequel Roularta Media Group explique de façon claire et concise comment, avec ses activités, le Groupe crée de la valeur pour ses parties prenantes.

Les clients et de façon plus générale nos **parties prenantes** accordent de plus en plus d'importance à la transparence sur l'origine de nos produits et services, ainsi qu'à la mesure dans laquelle une entreprise utilise les matières premières et l'énergie de manière éco-efficace et durable.

Focus sur un contenu qualitatif pour le lecteur

Roularta Media Group est réputé dans le paysage médiatique pour la qualité de ses contenus. Notre entreprise entend continuer de jouer cette carte et d'alimenter ses lecteurs (internauts, auditeurs de podcasts, etc.) en contenus de qualité, de manière à réaliser son ambition de renforcer son « empreinte intellectuelle ». Outre les efforts hebdomadaires ou mensuels déployés par l'ensemble de nos marques pour consolider « l'empreinte intellectuelle », nous soulignons ci-après quelques initiatives éditoriales remarquables de nos marques au cours de l'année 2023.

EN MAI, TONTE À L'ARRÊT

Je participe à
« En mai, tonte à l'arrêt »
Et vous ?

osez douter
le vif.

Pour la troisième année consécutive, Roularta, notamment par ses marques Le Vif/Knack et en collaboration avec plusieurs partenaires tels que HOGENT, KU Leuven, Uliège (Faculté Agro-Bio Tech de Gembloux), Adalia 2.0, My Garden Lab, Bond Beter Leefmilieu, Velt et Het Ministerie voor Natuur, a invité tous les citoyens et communes à **ne pas tondre leur gazon pendant le mois de mai.**

En 2023, la campagne « En mai, tonte à l'arrêt » a également été organisée pour la première fois aux Pays-Bas par le magazine d'opinion EW en collaboration avec la Fondation Steenbreek. Avec des actions telles que « En mai, tonte à l'arrêt », Roularta Media Group, par l'intermédiaire de ses marques médiatiques fortes, vise en premier lieu à sensibiliser les citoyens à l'impact qu'ils peuvent avoir avec leur propre jardin, quelle que soit sa taille, sur notre biodiversité. En outre, « En mai, tonte à l'arrêt » est un projet de science citoyenne accessible. En répétant la campagne chaque année, nous nous concentrons davantage sur ce qui pousse dans les jardins de nos lecteurs et sur l'impact d'une tonte réduite ou inexistante sur nos abeilles et autres insectes. En répétant la campagne chaque année, les données s'accroissent et l'effet de sensibilisation s'accroît.

En 2023, la marque Trends-Tendances/Trends en collaboration avec PwC Belgium et Antwerp Management School (AMS) a organisé la deuxième édition des Trends Impact Awards.

Cet événement prestigieux récompense les entreprises qui se sont engagées dans une gestion durable de leurs activités, au-delà des objectifs traditionnels tels que la neutralité climatique et l'efficacité énergétique. Avec les Trends Impact Awards, Trends-Tendances et ses partenaires souhaitent non seulement mettre en lumière les entreprises qui contribuent à une société plus durable, mais aussi celles qui jouent un rôle de premier plan dans



la transition énergétique. Plus de deux cents entreprises ont posé leur candidature pour les Trends Impact Awards. Les entreprises EnergyVision (installation de panneaux solaires) et Turbulent (turbines hydroélectriques résilientes et rentables) ont chacune reçu un Trends Global Impact Award pour leur rôle de pionnier en matière de durabilité.

En outre, en tant qu'acteur médiatique de qualité mettant l'accent sur un contenu de qualité, Roularta Media Group reste engagé, avec d'autres, dans la lutte contre les « fake news » et dans le partage d'informations correctes dans l'optique d'une information de qualité et durable pour nos lecteurs et nos internautes, etc.

Le projet « Eerste Hulp Bij Twijfel » (Premiers Secours en Cas de Doute), un projet de lutte contre la désinformation, est soutenu financièrement par le gouvernement flamand.

« Eerste Hulp Bij Twijfel » est une collaboration entre les journalistes et factcheckers de Knack et



[*] Partie du rapport annuel du conseil d'administration.

VRTNWS, la plateforme de factchecking deCheckers, l'acteur technologique TextGain et les universités UA, VUB, KUL.

Que pouvez-vous encore croire aujourd'hui ? Il devient de plus en plus difficile de distinguer les faits de la fiction. Freiner la propagation de la désinformation est l'un des grands défis des années à venir.

Les rédacteurs de Knack se sont investis dans la vérification des faits depuis 2012. La rubrique « Factcheck » de Knack a été développée pour devenir un point de référence journalistique à la fois en version imprimée et numérique. Knack fait également partie de l'International Fact-Checking Network (IFCN), l'autorité internationale en matière de vérification des faits.

Le projet « Eerste Hulp Bij Twijfel » vise à rendre les gens plus résilients numériquement et plus résistants à la désinformation. « Eerste Hulp Bij Twijfel » vise à lutter contre la désinformation de manière proactive, avant même qu'elle ne soit largement diffusée. Cette approche devrait fonctionner comme un vaccin contre la désinformation.



Le Vif et Knack ont organisé une grande enquête sur le sexe : quelle est l'opinion des Belges sur le sexe ? Dans la société actuelle le sexe et la sexualité sont de plus en plus discutés, mais aussi de plus en plus polarisés.

Les préférences sexuelles, le genre et les formes de relations qui s'écartent de la norme, suscitent des débats passionnés dans notre société. Prendre parti dans ce débat semble presque inévitable, mais c'est exactement ce que Le Vif et Knack ne font pas. Ils ne choisissent que le camp du doute. Car, surtout en ces temps de woke, il est important de remettre en question ses propres points de vue et d'être ouvert à de nouvelles perspectives. Des deux côtés du débat.

Au total, 82.628 Belges ont visité le site web avec le test en ligne et 36.486 ont effectué le test dans son intégralité – et ont douté (le plus grand nombre de participants jamais atteint pour une campagne du Vif et Knack).



En 2023, Kanaal Z a lancé deux nouvelles séries Z entièrement axées sur le thème de la durabilité.

Dans la série **Z-Water**, Kanaal Z se concentre sur les récents investissements visant à préparer notre société au changement climatique. Pour cette série, la chaîne de télévision collabore avec VLARIO, la plateforme de consultation et le centre de connaissances pour les travaux d'assainissement. Plusieurs experts interviendront également pour souligner la pertinence sociale – et l'urgence – d'une politique de l'eau préventive et durable.

Dans l'autre nouvelle série **Z-Agrifood**, Kanaal Z présente en détail le fonctionnement et les services de l'AgrifoodTEF pour les entreprises. Le téléspectateur découvre notamment les possibilités offertes par le premier tracteur à conduite électrique et autonome pour l'agriculture, les possibilités offertes par la robotique pour une agriculture avec moins de protection chimique des cultures et comment l'intelligence artificielle contribue à la lutte contre la malnutrition chez les personnes âgées nécessitant des soins.



En septembre 2023, le journal gratuit De Zondag a proposé une vente de boîtes à pain à grande échelle en collaboration avec le fabricant Amuse.

Les fonds collectés au titre de cette action ont été intégralement versés à Brooddoosnodig, un projet de l'ASBL Enchanté, qui vise à rendre accessibles à

chaque élève des repas nutritifs à l'école. Par cette action, les trois parties souhaitent briser le tabou qui entoure la question des boîtes à pain et lutter contre la faim dans les écoles.

Le partenaire média de choix pour l'annonceur

Depuis longtemps Roularta Media Group réussit à offrir des solutions multimédias sur mesure aux annonceurs. En même temps, le grand nombre de possibilités fait qu'il est parfois assez complexe pour les clients de faire les bons choix. L'ambition de Roularta Media Group est et reste de mettre l'annonceur au centre et d'offrir la solution média adéquate au client sur la base de ses souhaits et de ses aspirations.

Les annonceurs sont plus que jamais à la recherche de moyens créatifs pour communiquer de manière crédible et fiable avec leurs groupes cibles au sujet de leur marque, en particulier en cette époque de « fake news » et de fraude publicitaire (fausse publicité). Il est également important pour les annonceurs de faire passer leur message à leur groupe cible spécifique de manière précise et socialement responsable.

Grâce à son expertise accumulée en matière de publicité native, de créativité cross-média et de marketing de contenu, rassemblée au sein d'un seul et même centre de compétences qui peut ainsi élaborer des solutions globales, Roularta est le partenaire média désigné de l'annonceur.

En tant que partenaire média, Roularta joue également la carte de la durabilité. Ainsi, dès octobre 2022, Roularta offre à ses annonceurs et agences médias la possibilité de compenser leurs campagnes publicitaires. Roularta Media Group anticipe ainsi la coalition CommToZero, initiée notamment par UBA, ACC et la fédération des magazines We Media. Roularta utilise le Roularta Carbon Calculator pour calculer les émissions de CO₂ de la campagne imprimée ou en ligne de l'annonceur ou de l'agence média. Les émissions de CO₂ calculées pour la campagne médiatique sont compensées en soutenant des projets de plantation d'arbres au Kenya et en Europe.

Par la suite, l'emballage en papier a été lancé pour nos magazines en 2023. Grâce à cet emballage innovant, il est possible d'économiser jusqu'à 30 kilogrammes de film plastique pour 100.000 exemplaires. Le remplacement du plastique par du papier d'emballage nécessite un investissement important de

la part de Roularta Media Group. Pour accélérer le processus de remplacement, Roularta Advertising propose aux entreprises d'imprimer une publicité sur l'emballage en papier.



En 2023, AP Hogeschool et Roularta Media Group ont à nouveau uni leurs forces pour la deuxième édition des Masterclasses sur la communication durable.

Sous la devise « **Walk the talk, talk the walk** » (faites ce que vous dites, mais dites aussi ce que vous faites), les parties ont à nouveau organisé un cours de formation de deux jours pour les professionnels du marketing, des médias et de la communication qui sont actifs dans la communication sur le développement durable ou qui souhaitent s'y lancer. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un effort conjoint des deux organisations visant à sensibiliser et à activer la durabilité par le biais d'une « empreinte intellectuelle ».

Grâce à cette « empreinte intellectuelle », Roularta Media Group et AP Hogeschool souhaitent chacun à leur manière encourager un mode de vie plus durable : Roularta Media Group le fait auprès de plus de 3,8 millions de consommateurs de médias (source : CIM 2023), AP Hogeschool auprès de ses étudiants et de ses professeurs. Unis pour les Masterclasses sur la communication durable, ils étendent maintenant cette empreinte intellectuelle à tous les autres secteurs pour la deuxième année consécutive.

PERSONNEL

Roularta Media Group investit dans le capital humain, le personnel et les collaborateurs freelance.

Dans le contexte de la « guerre des talents », il est important en tant qu'employeur/client de mettre clairement en avant ses ambitions en matière d'entrepreneuriat responsable et durable, de façon à attirer et retenir de nouveaux collaborateurs. Ce n'est que grâce à l'engagement de nos travailleurs et collaborateurs indépendants que nous pourrons concrétiser nos ambitieux objectifs durables.

Roularta Media Group applique à cette fin une **politique de ressources humaines** inclusive qui vise à attirer des travailleurs et collaborateurs indépendants de talent, et à les garder à son service.

Roularta Media Group est convaincu que le fait de refléter la diversité de la société au sein de son personnel, est le meilleur moyen de relever les défis auxquels nous sommes confrontés dans le monde hautement concurrentiel des médias.

En outre, une attention particulière est accordée au principe d'inclusion pour faire en sorte que tous les membres de notre personnel et nos collaborateurs puissent travailler ensemble en toute efficacité

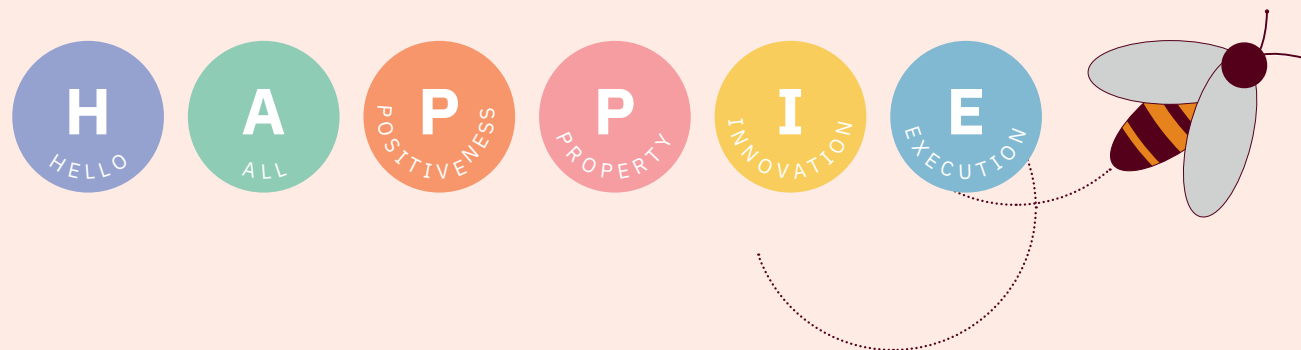
malgré leurs différences personnelles, et se soutenir mutuellement avec un esprit ouvert.

Cette philosophie de base, nous l'appliquons non seulement lors de l'accueil de nouveaux employés, mais aussi tout au long de l'évolution future, de la croissance et du développement des membres du personnel et collaborateurs actuels.

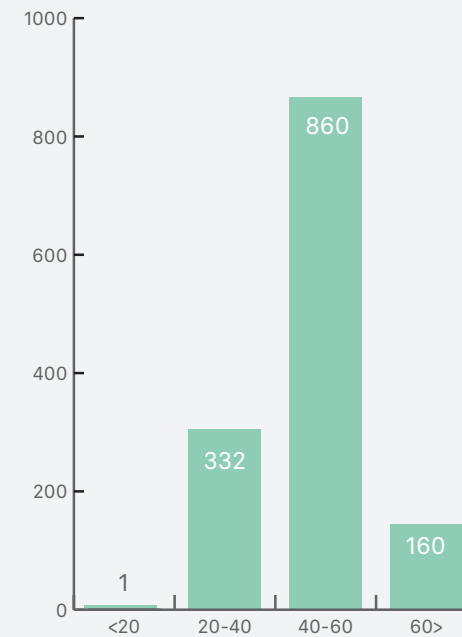
Dans le cadre du processus de sélection pour un poste vacant, une promotion, une formation ou toute autre question liée aux RH (par exemple une augmentation de salaire), nous appliquons une politique de justice, d'équité et d'inclusion à tous les collaborateurs, quels que soient leur âge, leur origine, leurs préférences ou leur sexe.

L'évaluation qui permet d'entrer en ligne de compte pour un poste vacant, une promotion, une formation ou toute autre décision liée aux RH se fait toujours en toute indépendance et transparence, sur la base des mérites propres du collaborateur (candidat), c'est-à-dire sur la base de ses aptitudes/compétences spécifiques et, le cas échéant, sur la base d'autres critères objectifs (tels que des entretiens d'évaluation, des documents sur son évolution, des entretiens concernant son plan de carrière, etc.).

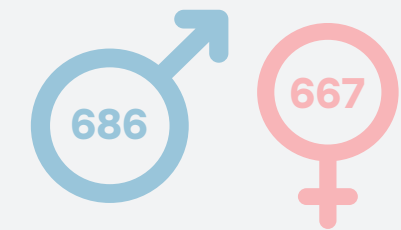
Indépendamment de sa politique du personnel, Roularta Media Group attache également, en tant que groupe, une grande importance au respect entre collègues. C'est à cette fin que le code de conduite Happie a été développé.



Ce code de conduite souligne l'importance de se traiter mutuellement avec respect, de travailler ensemble en toute harmonie, et de recevoir et donner confiance.



Pyramide des âges Belgique, Pays-Bas et Allemagne



L'effectif permanent de Roularta Media Group* au 31 décembre 2023 se compose de 1.353 personnes, dont 686 hommes et 667 femmes, réparties sur différentes catégories d'âge.

Roularta Media Group fait aussi appel à un vaste groupe de plus de 1.600 journalistes, graphistes et photographes free-lance pour fournir des contenus de haute qualité en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne.

L'image de marque de l'employeur (Employer Branding)

En ces temps de guerre des talents, il n'est pas facile pour les entreprises d'attirer de nouveaux collègues, de trouver les bonnes personnes pour le poste à pourvoir ou de trouver un bon profil pour l'équipe. C'est pourquoi Roularta Media Group a décidé de procéder à un exercice d'image de marque de l'employeur. De cette manière, nous pouvons définir notre EVP ou Employer Value Proposition (proposition de valeur de l'employeur). En d'autres termes, quelle est la promesse que nous, en tant que Roularta, pouvons faire aux employés nouveaux et existants ? Pourquoi quelqu'un devrait-il choisir Roularta ? En même temps, nous voulons être très

clairs sur les personnes qui ne s'intégreraient pas dans notre organisation.

Roularta accorde également une grande attention au bien-être émotionnel de ses employés et collaborateurs.

En 2023, les collaborateurs ont été interrogés dans le cadre d'une enquête de satisfaction (enquête Gallup), afin que l'entreprise sache ce qui donne de l'énergie à ses collaborateurs et à ses employés, mais aussi quels sont les consommateurs d'énergie.

L'enquête nous apprend que :

- 88% des collègues sont satisfaits de l'équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie privée ;
- 90% des collègues sont satisfaits de la coopération et des accords avec leurs collègues au sein du département ;
- 90% des collègues pensent que l'on accorde suffisamment d'attention au thème de la durabilité.

L'enquête a également révélé un certain nombre de points de croissance sur lesquels Roularta Media Group a l'intention de se concentrer davantage à l'avenir. L'un des points de travail identifiés concerne la reconnaissance ou l'éloge du travail bien fait.

* Ses filiales belges à 100%, la SA Studio Aperi Negotium, l'établissement permanent allemand et les filiales néerlandaises Roularta Media Nederland BV, Roularta Mindstyle BV et Pite Media BV.



RÔLE SOCIAL

Au-delà de l'interaction durable avec son personnel et ses collaborateurs, Roularta Media Group entend aussi jouer volontairement un rôle social et non corporatif en investissant dans le talent, la culture et les nouvelles initiatives.

Roularta Media Group est par exemple un des partenaires fondateurs du fonds régional « **Een Hart voor West-Vlaanderen** » (Un cœur pour la Flandre occidentale), qui œuvre en faveur de jeunes vulnérables jusqu'à 18 ans.

« Een Hart voor West-Vlaanderen » soutient diverses initiatives d'associations ou d'organisations (ASBL, bénévoles, comités de quartier ou de parents, etc.) qui s'engagent en faveur des enfants et des jeunes socialement vulnérables dans leur voisinage, leur quartier ou leur ville. Le fonds met l'accent sur les projets qui peuvent faire la différence, parfois très localement, et qui peuvent également servir de levier à des initiatives plus larges créatrices de nouvelles opportunités pour ce groupe cible vulnérable.

« Een Hart voor West-Vlaanderen » est une initiative du Streekfonds West-Vlaanderen en

coopération avec RMG, Focus & WTV, De Krant van West-Vlaanderen, De Zondag, et bénéficie du soutien de la province de Flandre occidentale. L'année écoulée, Roularta Media Group a soutenu « Een Hart voor West-Vlaanderen » à hauteur de 25.000 euros.

Roularta Media Group soutient également de nombreuses autres organisations sans but lucratif, telles que Vocatio, la Fondation Roi Baudouin, la Fondation contre le Cancer, l'Armée du Salut, etc. Au cours de l'exercice 2023, Roularta Media Group a consacré un montant total de 52.373,11 euros aux actions de ces organisations sans but lucratif.

RESPECT DES DROITS HUMAINS - LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES POTS-DE-VIN

Roularta veille à ce que son management, ses travailleurs, ses collaborateurs free-lance et ses partenaires commerciaux respectent les droits humains, en ce compris les normes fondamentales du travail. Afin d'éviter la corruption et les pots-de-vin, Roularta Media Group a élaboré un code de déontologie qui est souscrit par l'ensemble des membres du personnel et des collaborateurs free-lance.

Dans le cadre de ce code de déontologie, les collaborateurs (tant les salariés que les free-lances) s'engagent à ne pas négocier d'avantages personnels (remises, cadeaux, etc.) pour eux-mêmes et/ou leur famille lors de négociations avec des fournisseurs/clients tiers.

Tous les cadeaux (cadeaux de fin d'année et autres cadeaux d'affaires) et invitations reçus par un collaborateur ou un membre du personnel dans le cadre de la relation entre le fournisseur/client et Roularta Media Group et/ou sa société affiliée, doivent être signalés au chef de service et/ou au département RH, qui veilleront à ce que ces cadeaux et/ou avantages soient distribués de manière transparente et objective entre tous les collaborateurs.

QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

L'énergie, le papier, l'encre, les plaques d'impression et les additifs sont les principales matières premières utilisées dans le processus de production de nos journaux et magazines papier. Là encore, Roularta Media Group s'engage à réduire davantage son empreinte écologique, sur la base du principe *reduce, reuse, recycle*.

Pour réaliser cette ambition, Roularta Media Group continue d'investir dans (i) des presses d'imprimerie de pointe et d'autres machines écoresponsables telles que l'installation de mise sous papier. Roularta Media Group a investi en 2023 4,5 millions d'euros dans de nouveaux fours de séchage éco-efficaces de pointe pour trois presses à magazines Manroland. Grâce à l'achat de trois fours de séchage à haut rendement énergétique, Roularta réduit ses émissions de CO₂ de 14% et la consommation de gaz et d'électricité de l'imprimerie de 25% et 5% respectivement ; (ii) l'utilisation d'encre conformes à 100% à la certification Der Blaue Engel ; (iii) l'impression sur du papier certifié PEFC ou FSC et la mise en œuvre d'un système efficace de gestion de l'énergie.

Sur le plan de la mobilité aussi, Roularta Media Group a fait œuvre pionnière en 2021, avec la poursuite et l'intensification de l'électrification de son vaste parc automobile.

Cette électrification de la flotte se poursuit et est également reprise et mise en œuvre par nos collègues néerlandais et allemands.



TAXINOMIE VERTE DE L'UE

Dans l'accord de Paris sur le climat signé en 2015, 200 pays se sont engagés à travailler ensemble pour contrer le réchauffement climatique. L'Union européenne (UE) s'est fixé pour objectif d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.

Pour atteindre cet objectif, l'UE a introduit en mars 2018 le plan d'action pour le financement d'une croissance durable dans le cadre du « Green Deal » européen, qui vise à rendre plus verte l'économie européenne. L'introduction d'un système de classification uniforme des activités économiques durables, dénommé ci-après « Taxinomie verte de l'UE », est une étape cruciale pour atteindre ces objectifs.

La Taxinomie verte de l'UE (Règlement 2020/852) évalue la durabilité des activités économiques sur la base de critères objectifs. Ces critères ont été fixés par des experts techniques dans le cadre d'un processus de consultation. Au cours de ce processus, un accord a été trouvé sur six objectifs environnementaux :

- atténuation du changement climatique,
- adaptation au changement climatique,
- utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines,
- transition vers une économie circulaire,
- prévention et contrôle de la pollution, et
- protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Pour être considérée comme durable, une activité économique doit apporter une contribution significative à ces objectifs climatiques/environne-

mentaux, et elle ne peut pas causer préjudice de manière significative à d'autres objectifs. En outre, un certain nombre de garanties minimales doivent être respectées.

L'article 8, paragraphe 2 du Règlement 2020/852 impose aux entreprises de communiquer des informations sur la part de leur chiffre d'affaires, de leurs dépenses d'investissement et de leurs dépenses d'exploitation (« indicateurs clés de performance » - ICP) associée à des actifs ou à des processus liés à des activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental.

Comme en 2021 et 2022, Roularta Media Group a conformément à la réglementation taxinomique de l'UE (en particulier le Règlement délégué Climat 2021/2139, le Règlement du 27 juin 2023 [2023/2485] modifiant le Règlement délégué Climat et le Règlement délégué Environnement 2023/2486) étudié en 2023 ses activités et a considéré sur la base d'un examen des codes NACE qu'une part limitée de ses activités, et plus précisément l'exploitation de sa chaîne économique Canal Z/Kanaal Z, peut être identifiée comme une activité éligible à la taxinomie et plus précisément comme une activité économique pouvant contribuer de manière substantielle à l'adaptation au changement climatique (= le deuxième objectif environnemental).

Canal Z/Kanaal Z est une chaîne économique unique à Bruxelles, en Wallonie et en Flandre, et propose à ses téléspectateurs une offre d'informations spécialisées et variées sur les affaires, l'économie et l'argent.

Cette activité relève du code NACE 60 et est reprise sous Annexe II, point 8.3 dans le Règlement délégué 2021/2139 de la Commission du 4 juin 2021.

Pour l'année 2023, en ligne avec le rapportage sur les exercices précédents 2021 et 2022, les indicateurs de performance suivants concernant le chiffre d'affaires, les dépenses d'investissement (Capex) et les dépenses d'exploitation (Opex) sont communiqués.

Le chiffre d'affaires éligible à la taxinomie est lié à l'exploitation de la chaîne économique Canal Z/Kanaal Z.

Le Règlement délégué relatif à la taxinomie de juillet 2021 (Annexe I 1.1.2) mentionne trois catégories de dépenses Capex et Opex pour le rapportage

- de dépenses éligibles à/alignées sur la taxinomie :
- (a) dépenses associées à des actifs ou à des processus liés à des activités économiques éligibles à la taxinomie ;
 - (b) dépenses faisant partie d'un plan pour étendre les activités économiques éligibles à la taxinomie, ou visant à permettre à des activités économiques éligibles à la taxinomie de s'aligner sur celle-ci (« plan Capex ») ;
 - (c) dépenses liées à l'achat de la production d'activités économiques éligibles à la taxinomie, et à des mesures individuelles permettant aux activités ciblées de devenir sobres en carbone ou d'aboutir à des réductions des émissions de gaz à effet de serre.

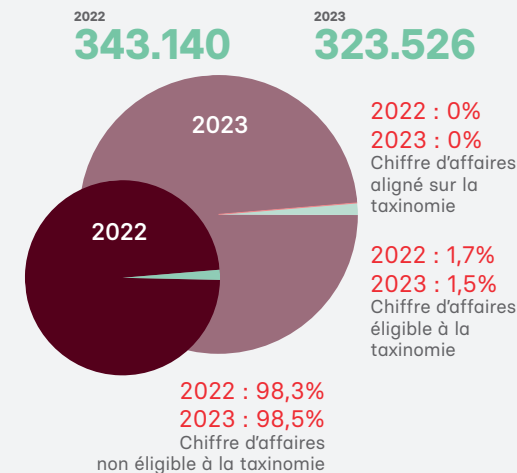
En 2022, nous n'avons pas identifié de dépenses Capex/Opex spécifiques notables pour notre activité éligible (émission de programmes radio et télévisés - catégorie a), et le Groupe n'a pas non plus à ce jour de plans Capex formels (catégorie b).

Pour 2022, nous avons identifié au sein de Roularta des dépenses Capex et Opex éligibles à la taxinomie uniquement pour la catégorie c, qui peuvent être énumérées comme suit :

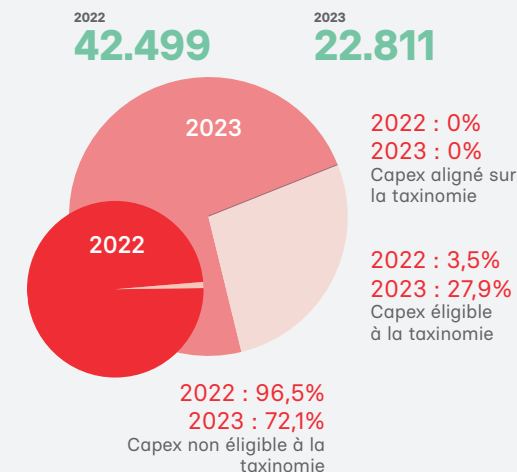
- achat de véhicules électriques (activité économique reprise dans l'Annexe I du Règlement délégué Climat sous le point 3.3 *Technologie de fabrication à faible intensité de carbone pour le transport*) ;
- dépenses effectuées dans le cadre de l'efficacité énergétique (activité économique reprise dans l'Annexe I du Règlement délégué Climat sous le point 7.3 *Installation, maintenance et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique*) ;
- installation de stations de recharge pour véhicules électriques (activité économique reprise dans l'Annexe I du Règlement délégué Climat sous le point 7.4 *Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments)*) ;
- achat et installation de panneaux solaires (activité économique reprise dans l'Annexe I du Règlement délégué Climat sous le point 7.6 *Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables*).

Ces investissements (en Capex et en Opex) apportent tous une contribution à l'objectif de la Taxinomie verte de l'UE en matière de protection du climat.

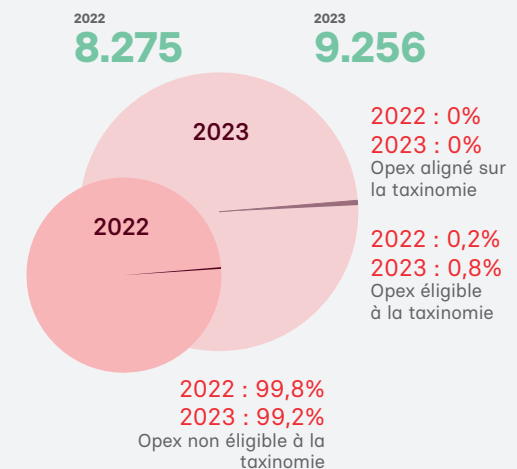
ICP CHIFFRE D'AFFAIRES* CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL EN K€



ICP CAPEX* CAPEX TOTAL EN K€



ICP OPEX* OPEX TOTAL EN K€



Les activités de Canal Z/Kanaal Z ne satisfont aujourd'hui pas encore (pleinement) aux critères d'examen technique imposés par le Règlement délégué. Par conséquent, fin 2023, les activités de Canal Z/Kanaal Z sont bel et bien éligibles à la taxinomie, mais elles ne sont pas encore à l'heure actuelle totalement alignées sur la taxinomie. Dans le cadre de la préparation des rapports à établir à partir du 1^{er} janvier 2025 en vertu de la directive CSRD, le Groupe élaborera également une carte routière afin de satisfaire dès que possible aux critères d'examen technique.

Comme en 2022, nous n'avons pas identifié en 2023 de dépenses Capex/Opex spécifiques notables pour notre activité éligible (émission de programmes radio et télévisés - catégorie a), et le Groupe n'a pas non plus à ce jour de plans Capex formels (catégorie b).

Pour 2023, nous avons identifié des dépenses Capex et Opex éligibles à la taxinomie uniquement pour la catégorie c, qui peuvent être énumérées comme suit :

- achat de véhicules électriques (activité économique reprise dans l'Annexe I du Règlement délégué Climat sous le point 3.3 *Technologie de fabrication à faible intensité de carbone pour le transport*) ;
- dépenses effectuées dans le cadre de l'efficacité énergétique (activité économique reprise dans l'Annexe I du Règlement délégué Climat sous le point 7.3 *Installation, maintenance et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique*) ;
- installation de stations de recharge pour véhicules électriques (activité économique reprise dans l'Annexe I du Règlement délégué Climat sous le point 7.4 *Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments)*).

L'augmentation de l'ICP du Capex éligible à la taxinomie en 2023 peut s'expliquer comme suit : en 2023, le Groupe a investi dans l'acquisition de nouveaux fours de séchage éco-efficaces de pointe pour les trois presses à magazines Manroland. D'autre part, le total des dépenses d'investissement (Capex) en 2022 était beaucoup plus élevé en raison de l'acquisition de New Skool Media BV aux Pays-Bas.

Nous n'avons pas de confirmation formelle concernant l'alignement possible sur la taxinomie de cette production de nos fournisseurs, ni concernant les mesures individuelles prises. Nous ne sommes donc pas en mesure de conclure que les dépenses Capex et Opex sont alignées sur la taxinomie. Ces dépenses sont dès lors reprises dans les tableaux* (établis conformément à l'Annexe II du Règlement délégué 2021/2178 - templates d'ICP pour les entreprises non

* Scannez le code QR en page suivante pour les définitions des ICP et les tableaux.

financières) dans les annexes, comme des « dépenses éligibles à la taxinomie mais non durables ».

Roularta prendra les mesures nécessaires au cours de 2024 pour réaliser dans la mesure du possible l'alignement taxinomie pour les dépenses de Capex et d'Opex.

Roularta va continuer à surveiller et évaluer de façon stricte les développements de la législation européenne en matière de taxinomie.



Scannez ce code QR pour accéder aux tableaux et définitions des ICP concernés, ou consultez les annexes à la fin de la version en ligne du présent rapport annuel, sur www.roularta.be/fr/roularta-bourse

CSRD

Avec le Green Deal, l'Europe vise à transformer l'économie pour qu'elle soit climatiquement neutre d'ici 2050. Pour réaliser cette ambition, l'Europe a lancé, entre autres, le Plan d'action pour la finance durable, avec une législation pour les entreprises financières et non financières. Une partie de ce plan est la directive sur les rapports de durabilité des entreprises (CSRD), qui remplace l'actuelle directive sur les rapports non financiers (NFRD). La directive exige des entreprises qu'elles rendent compte de leurs performances en matière de développement durable (conforme l'ESRS), en fournissant des informations sur la manière dont elles gèrent et influencent leurs activités commer-

ciales sur l'environnement, la société et la bonne gouvernance (« environnement, social et gouvernance » ou « ESG » en abrégé).

En tant que société cotée en Bourse, Roularta Media Group sera tenu de rendre compte de ses performances en matière de développement durable pour l'exercice 2024 à partir de 2025.

Pour se préparer à ce rapport obligatoire conformément au CSRD, un exercice de double matérialité a été réalisé par Roularta Media Group en 2023. La double matérialité est le concept central qui permet de déterminer quelles informations sont considérées comme importantes par l'entreprise et son conseil d'administration pour être incluses dans le rapport de développement durable.

La double matérialité combine la matérialité financière, c'est-à-dire la manière dont les questions de développement durable affectent une entreprise (extérieur-intérieur), et la matérialité d'impact, c'est-à-dire la manière dont une entreprise a un impact sur les personnes et l'environnement (intérieur-extérieur). Les résultats de l'analyse de double matérialité déterminent les thèmes sur lesquels une entreprise doit rapporter dans le cadre du CSRD. Il ne s'agit pas seulement des thèmes standard indiqués dans l'ESRS, mais aussi d'autres thèmes qui sont « matériels » spécifiquement pour cette entreprise (thèmes spécifiques à l'entité).

Roularta Media Group contribue à la construction d'un monde meilleur pour demain

QUATRE AMBITIONS SPÉCIFIQUES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

Une bonne communication sur les efforts et les réalisations de notre entreprise dans le domaine de l'entrepreneuriat durable et socialement responsable est un must dans un marché concurrentiel.

Pour chaque projet et chaque investissement, Roularta tient compte du facteur de durabilité et s'efforce de réduire autant que possible l'empreinte écologique de son organisation et de ses produits, et d'accroître son empreinte intellectuelle.

Convaincu que les 17 ODD des Nations Unies peuvent effectivement contribuer à un avenir meilleur, Roularta Media Group a choisi ces objectifs comme fondements de ses ambitions en matière de durabilité. En tant qu'entreprise de médias, il a bien conscience de sa position unique dans le contexte du développement durable. L'empreinte écologique (footprint) de Roularta Media Group est au final moins déterminante que son empreinte intellectuelle (brainprint), c'est-à-dire son impact potentiel sur le comportement des autres. Grâce à ses différents médias, Roularta Media Group peut toucher des millions de lecteurs, d'internautes et de téléspectateurs, et donc les informer sur tous les aspects de la durabilité et, par conséquent, sur les 17 ODD.

L'exercice de double matérialité réalisé par Roularta Media Group a révélé pour le moment les sujets matériels préliminaires suivants dans le domaine de la durabilité :

Climat	Social	Spécifique à l'entité
<p>E1 Atténuation du changement climatique</p> <p>E1 Énergie</p> <p>E2 Pollution de l'air</p> <p>E5 Déchets</p> <p><i>E2 Pollution de l'eau*</i></p> <p><i>E2 Contamination des sols*</i></p> <p><i>E2 Substances préoccupantes*</i></p> <p><i>E3 Ressources hydriques et marines*</i></p> <p><i>E4 Biodiversité et écosystèmes*</i></p> <p><i>E5 Apports de matières*</i></p>	<p>S1 Diversité</p> <p>S4 Accès à une information de qualité</p> <p>S4 Vie privée</p> <p><i>S2 Santé et sécurité*</i></p> <p><i>S4 Marketing socialement responsable*</i></p>	<p>Responsabilité du contenu/ Journalisme indépendant</p> <p>Empreinte intellectuelle/ Construction d'une communauté</p> <p>Innovation numérique/ Défaillances des systèmes informatiques</p> <p>Attirer et retenir les employés</p>

* Seulement une importance matérielle dans la chaîne de valeur.

Roularta Media Group a associé à ces quatre ODD des objectifs ou buts à réaliser concrètement.



Pour mesurer objectivement la progression de notre entreprise dans la réalisation de ses ambitions en matière de durabilité, les pages suivantes fournissent de plus amples informations sur la situation actuelle en ce qui concerne les objectifs à atteindre sur le plan des ODD.

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



OBJECTIF DE L'ODD :

Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

AMBITION DE ROULARTA :

Roularta contribue à former des générations plus intelligentes et plus conscientes grâce à des informations fiables et pertinentes et à des activités ciblées qui encouragent les comportements durables.

PERTINENCE :

Investir dans la formation et sensibiliser toutes les parties prenantes (internes et externes) grâce à un contenu fiable et indépendant, et inciter à un comportement plus durable.

IMPACT :

Capital humain / Empreinte intellectuelle / Développement individuel / Bien-être / Rôle sociétal des médias

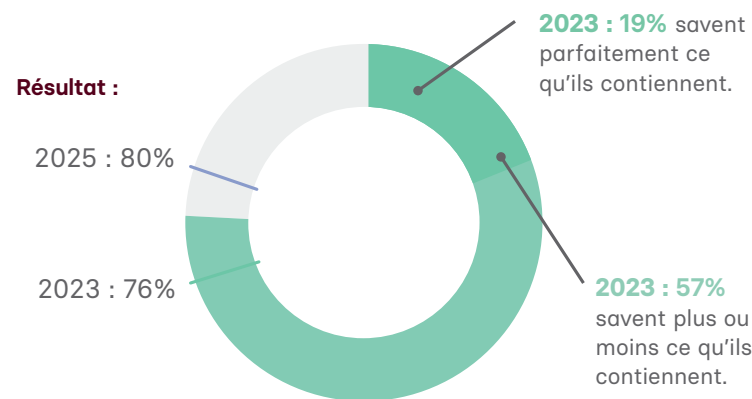
- Objectif atteint
- Objectif en bonne voie
- Objectif non atteint
- L Encore à commencer

CONNAISSANCE DES ODD CHEZ LES COLLABORATEURS



Objectif : fin 2023, 70% des collaborateurs connaîtront les ODD. Fin 2025, plus de 80% des collaborateurs connaîtront les ODD.

Indicateur : nombre sur la base du sondage par rapport au personnel total.



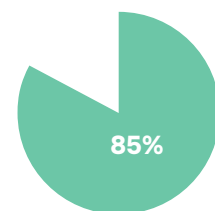
ENGAGEMENT DES COLLABORATEURS



Objectif : fin 2023, au moins 75% des collaborateurs auront signé l'engagement en matière de durabilité et l'engagement Happie*.

Résultat : 2023 : 85%

Indicateur : % des collaborateurs (numérique + annexe contrat de travail).



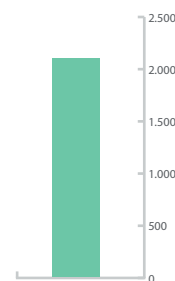
LECTEURS/INTERNAUTES - BRAINPRINT



Objectif : en 2023, au moins 2.000 articles d'activation positive sur les ODD.

Indicateur : comptage du nombre d'articles.

Résultat : 2023 : 2.110 articles d'activation.



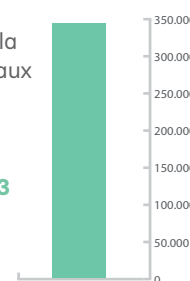
LECTEURS/INTERNAUTES - BRAINPRINT



Objectif : en 2023, au moins 200.000 participants à des activations encourageant à changer de comportement dans le contexte des ODD.

Indicateur : comptage de la participation aux activations.

Résultat : 2023 : 344.393 participations aux activations.



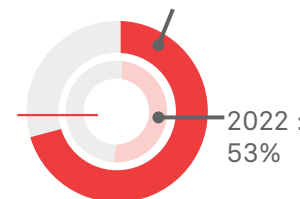
ENGAGEMENT DES COLLABORATEURS



Objectif : fin 2023, 75% des collaborateurs connaîtront l'abréviation Happie*.

Indicateur : sondage des collaborateurs.

Résultat : 2023 : 71%

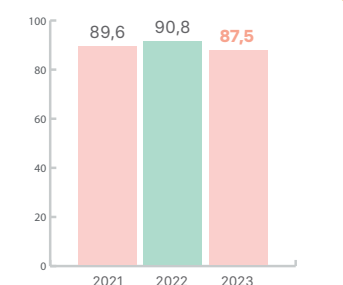


SATISFACTION DES NOUVEAUX COLLABORATEURS

Objectif : les nouveaux collaborateurs attribuent un score de satisfaction de 90% au processus d'intégration.

Indicateur : % des collaborateurs satisfaits/très satisfaits.

Résultat :



SATISFACTION DES COLLABORATEURS ACTUELS

Objectif : les collaborateurs actuels attribuent un score de satisfaction de 80%.

Indicateur : % des collaborateurs satisfaits/très satisfaits.

Résultat :

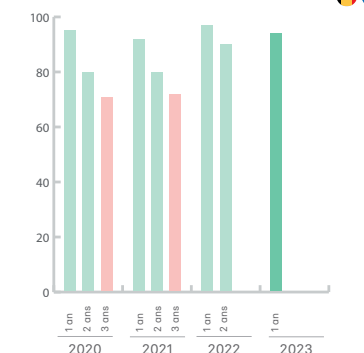


RÉTENTION DES NOUVEAUX COLLABORATEURS

Objectif : 90% toujours en service 1 an après le recrutement. 80% toujours en service 2 ans après le recrutement. 75% toujours en service 3 ans après le recrutement.

Indicateur : recrutement par année et sortie de service.

Résultat :



1 an, 2 ans, 3 ans, 2020, 2021, 2022, 2023

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



OBJECTIF DE L'ODD :

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

AMBITION DE ROULARTA :

Roularta vise une croissance économique durable dans le cadre d'une organisation stratégiquement agile et axée sur l'innovation. Attirer de nouveaux talents et encourager les collaborateurs à se développer davantage dans un environnement agréable et familial, avec comme priorités une attention particulière pour le bien-être, la formation continue et le respect de l'individualité de chacun.

PERTINENCE :

Investir dans la croissance économique et l'innovation en mettant l'accent sur la durabilité. Traduire concrètement la dignité de travail et le bien-être dans l'environnement de travail pour tous les collaborateurs.

IMPACT :

Capital humain / Sécurité et santé / Droits humains / Diversité et inclusion / Formation

- Objectif atteint
- Objectif en bonne voie
- Objectif non atteint
- L Encore à commencer

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



OBJECTIF DE L'ODD :

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

AMBITION DE ROULARTA :

Roularta vise une croissance économique durable dans le cadre d'une organisation stratégiquement agile et axée sur l'innovation. Attirer de nouveaux talents et encourager les collaborateurs à se développer davantage dans un environnement agréable et familial, avec comme priorités une attention particulière pour le bien-être, la formation continue et le respect de l'individualité de chacun.

PERTINENCE :

Investir dans la croissance économique et l'innovation en mettant l'accent sur la durabilité. Traduire concrètement la dignité de travail et le bien-être dans l'environnement de travail pour tous les collaborateurs.

IMPACT :

Capital humain / Sécurité et santé / Droits humains / Diversité et inclusion / Formation

- Objectif atteint
- Objectif en bonne voie
- Objectif non atteint
- ⌚ Encore à commencer

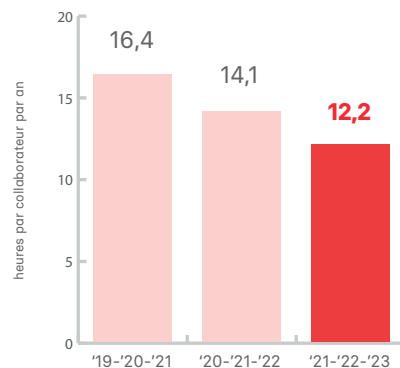
DÉVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS



Objectif : que le nombre moyen d'heures de formation par collaborateur sur une période de 3 ans soit au moins égal à 18 heures.

Indicateur : enregistrement des heures.

Résultat :



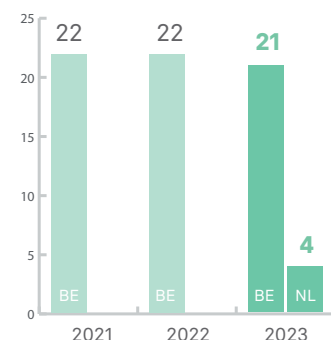
DÉVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS



Objectif : organisation annuelle d'au moins 20 Academies en Belgique et 4 aux Pays-Bas.

Indicateur : comptage du nombre de moments d'info.

Résultat :



DÉVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS



Objectif : organisation annuelle de 2 projets de développement managérial.

Indicateur : comptage du nombre de projets.

Résultat :



DÉVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS



Objectif : lancement Roularta Media Nederland Academy.

Résultat : lancé



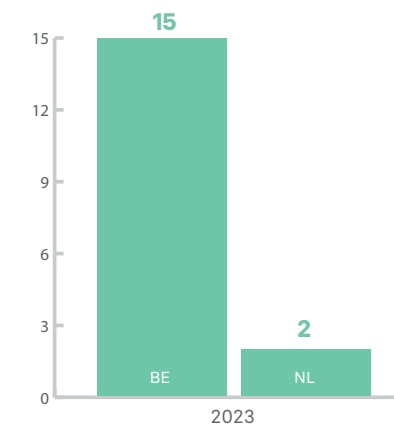
DÉVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS



Objectif : au moins 10 sessions/initiatives Fun@Work par an en Belgique et 2 aux Pays-Bas pour promouvoir le développement spirituel et mental et/ou l'information à propos des ODD.

Indicateur : comptage du nombre de sessions.

Résultat :



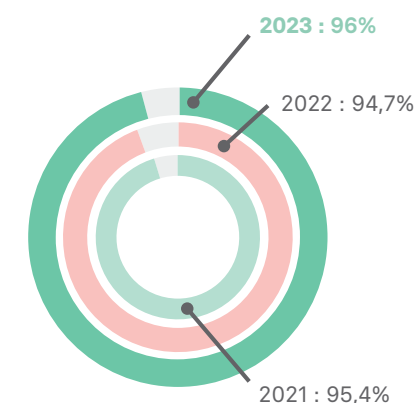
SANTÉ DES COLLABORATEURS

Résultat :



Objectif : au moins 95% d'heures de travail sans être malade.

Indicateur : 100 – le taux d'absence pour maladie.



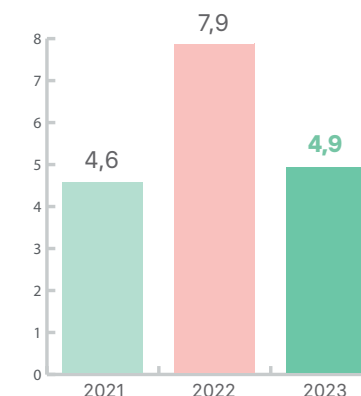
SÉCURITÉ DES COLLABORATEURS

Résultat :



Objectif : nombre d'accidents du travail inférieur à 5 par million d'heures prestées.

Indicateur : nombre d'accidents du travail et nombre d'heures prestées.



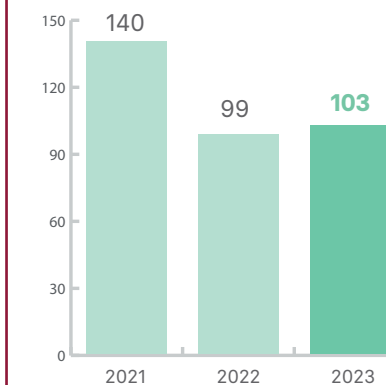
SÉCURITÉ DES COLLABORATEURS



Objectif : nombre de jours perdus pour cause d'accident du travail inférieur à 150 par million d'heures prestées.

Indicateur : nombre de jours perdus pour cause d'accident du travail et nombre d'heures prestées.

Résultat :



12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



OBJECTIF DE L'ODD :

Établir des modes de consommation et de production durables.

AMBITION DE ROULARTA :

Roularta s'engage pour une production et une consommation durables et opte pour des partenaires qui partagent cette vision.

PERTINENCE :

Un choix clair et explicite en ce qui concerne l'utilisation efficace de matières premières, la réduction des déchets, les achats durables et la collaboration avec les fournisseurs.

IMPACT :

Achats / Production / Consommation / Consommation d'énergie / Innovation

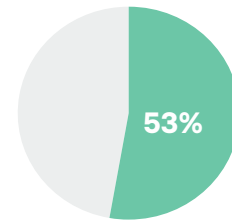
- Objectif atteint
- Objectif en bonne voie
- Objectif non atteint
- L Encore à commencer

FOURNISSEURS



Objectif : d'ici 2023, 30% de la valeur d'achat est effectuée auprès de fournisseurs qui ont signé la charte pour des achats durables. D'ici 2025, 50% de la valeur d'achat est effectuée auprès de fournisseurs qui ont signé la charte pour des achats durables.

Résultat :



Indicateur : comptage/enregistrement.

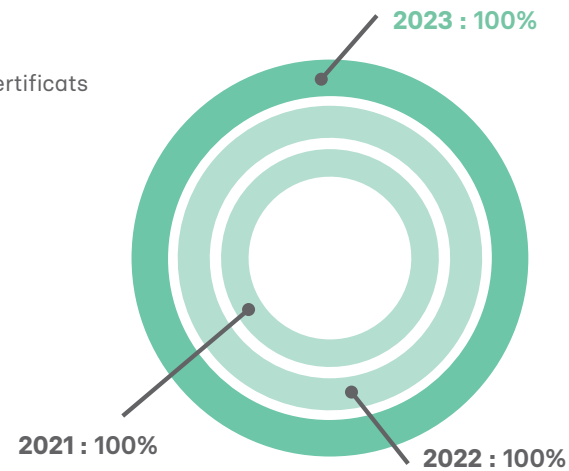
PAPIER



Résultat :

Objectif : tout le papier utilisé pour nos propres travaux est certifié PEFC.

Indicateur : certificats



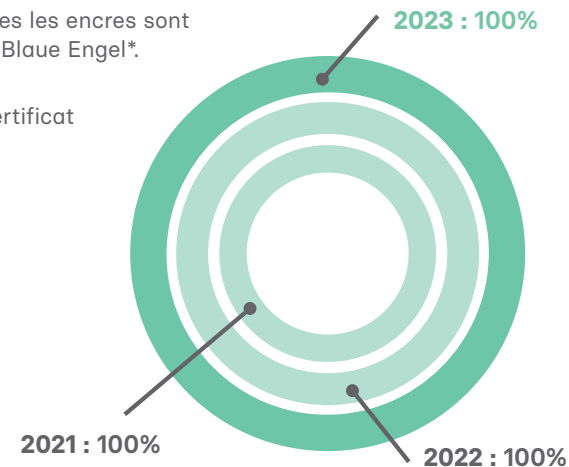
ENCRES



Résultat :

Objectif : toutes les encres sont certifiées Der Blaue Engel*.

Indicateur : certificat



* Der Blaue Engel : écolabel allemand pour des produits respectueux de l'environnement.

EMBALLAGE

Résultat :



Objectif : d'ici 2026, remplacement des emballages en plastique envoyés aux abonnés par des emballages papier.

Indicateur : % de mise sous papier par rapport au total.

Résultat : en 2023 la mise sous papier a été testée avec succès sur certains titres (Journal du médecin, Trends-Tendances).



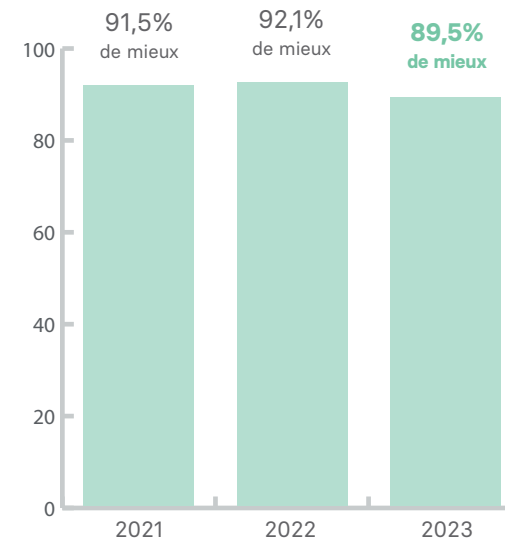
ÉMISSIONS



Objectif : faire chaque année 50% de mieux que la norme imposée par la législation VLAREM II** en ce qui concerne les émissions totales liées à la consommation d'encre.

Indicateur : comptabilité pour les solvants.

Résultat :



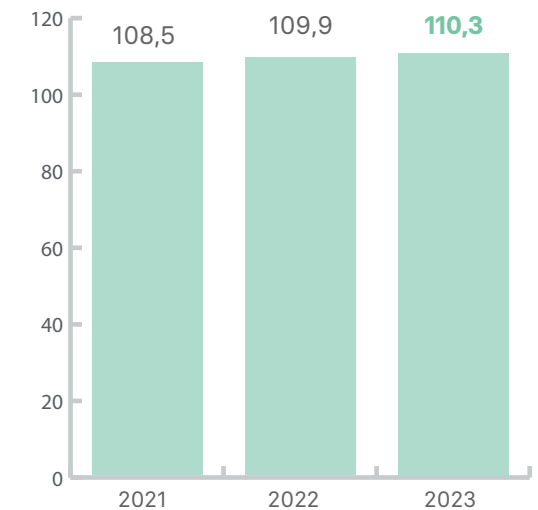
ISO 50001***



Objectif : obtenir chaque année de meilleurs résultats en termes de performance énergétique.

Indicateur : l'IPE (indicateur de performance énergétique) doit être « plus élevé » chaque année ; c'est-à-dire que nous faisons davantage avec la même unité d'énergie.

Résultat :



ISO 50001***

Résultat :



Objectif : conserver le certificat chaque année.

Indicateur : certification par DNV.



2021



2022



2023

** VLAREM : réglementation flamande relative au permis d'environnement.

*** ISO 50001 : norme internationale pour la conception, la mise en œuvre, la gestion et l'amélioration d'un système de management de l'énergie.

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



OBJECTIF DE L'ODD :

Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.

AMBITION DE ROULARTA :

Roularta opte résolument pour une politique plus durable en matière d'énergie et de matières premières, et vise une réduction significative de son empreinte écologique, plus particulièrement la neutralité CO₂ d'ici 2040.

PERTINENCE :

Un engagement à faire des efforts concrets pour lutter contre le changement climatique, réduire l'empreinte écologique et élaborer un plan d'action pour neutraliser les émissions de CO₂.

IMPACT :

Émissions de CO₂ / Gaz à effet de serre / Réduire-Réutiliser-Recycler / Biodiversité

- Objectif atteint
- Objectif en bonne voie
- Objectif non atteint
- Encore à commencer

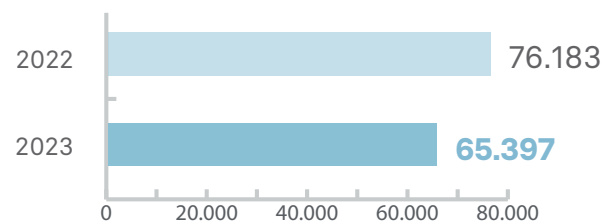
ÉVOLUTION EN MATIÈRE DE CO₂



Objectif : neutralité CO₂ d'ici 2040 calculée et communiquée chaque année.

Résultat : en 2023 une réduction de 14%* a été réalisée (comparé à 2022).

Indicateur : mesurer/calculer le CO₂ et suivre l'évolution.



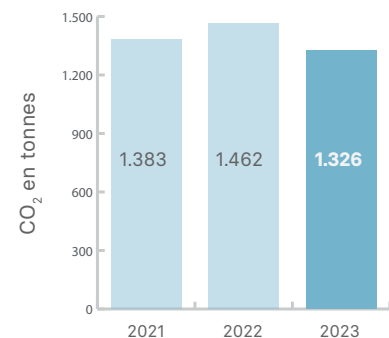
VÉHICULES DE SOCIÉTÉ



Objectif : réduire les émissions totales du parc automobile de 80% d'ici 2028 par rapport à 2019 (2.512 tonnes).

Indicateur : km diesel et km essence et émissions moyennes respectives de CO₂.

Résultat :



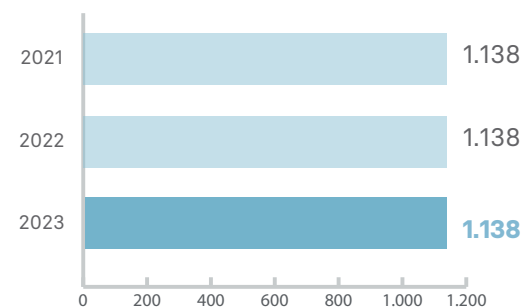
ÉNERGIES RENOUVELABLES



Objectif : doublement du nombre de panneaux solaires à Roulers d'ici fin 2025 par rapport à 2020.

Indicateur : comptage

Résultat :



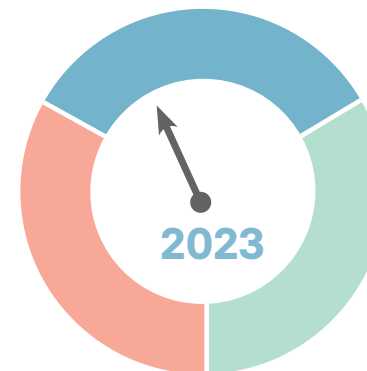
BIODIVERSITÉ



Objectif : d'ici 2026, avoir une population stable des espèces cibles suivantes : hérisson, faucon crécerelle, pic-vert, mésange à longue queue, grenouille verte, triton ponctué, orthétrum réticulé, chardonneret élégant, rousserolle effarvatte, populage des marais.

Indicateur : comptage

Résultat :



PROJET PLANTATION D'ARBRES



Objectif : lancement du projet plantation d'arbres aux Pays-Bas.

Résultat : pas encore commencé.



BÂTIMENTS/LOGEMENT



Objectif : bâtiments neutres sur le plan climatique aux Pays-Bas d'ici 2030.

Résultat : pas encore commencé.



L'action Roularta Media Group

CAPITAL ET ACTIONS

Le capital social de la SA Roularta Media Group s'élève à 80.000.000,00 d'euros. Il est représenté par 13.141.123 actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une même fraction du capital.

Toutes les actions qui représentent le capital social jouissent des mêmes droits sociaux.

Conformément à l'article 7:53 du Code des sociétés et des associations et à l'article 34 des statuts de Roularta Media Group, les actions entièrement libérées qui sont inscrites sans interruption au registre des actions nominatives depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire, bénéficient d'un droit de vote double.

RACHAT D'ACTIONS PROPRES

Au cours de l'exercice 2023, aucune action propre n'a été rachetée sur la base de l'autorisation statutaire du conseil d'administration.

Le 31 décembre 2023 la société a 1.356.619 actions propres en portefeuille qui représentent 10,32% du capital social.

ACTIONNARIAT

L'actionnariat est réparti de la manière suivante :

	Nombre d'actions	%
Koinon SA ⁽¹⁾	9.352.977	71,17%
SA West Investment Holding ⁽¹⁾	522.136	3,97%
Capfi Delen Asset Management SA	394.201	3,00%
Actions propres ⁽²⁾	1.356.619	10,32%
Investisseurs individuels et institutionnels	1.515.190	11,53%

(1) La SA Koinon et la SA West Investment Holding en leur capacité de personnes agissant de concert qui ont conclu un accord relatif à la possession, l'acquisition et la cession d'actions, ont fait une notification définitive.

(2) Situation au 31/12/2023.

Sur le nombre total d'actions en circulation, 9.878.188 actions sont nominatives.

LOI RELATIVE AUX OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION

Dans le cadre de la loi du 1^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition, la SA Koinon a effectué le 30/08/2018, en tant que détenteur direct de plus de 30% des actions de Roularta Media Group, une actualisation de la notification à la FSMA, conformément à l'article 74 § 6 de la loi précitée.

ÉVOLUTION BOURSIÈRE

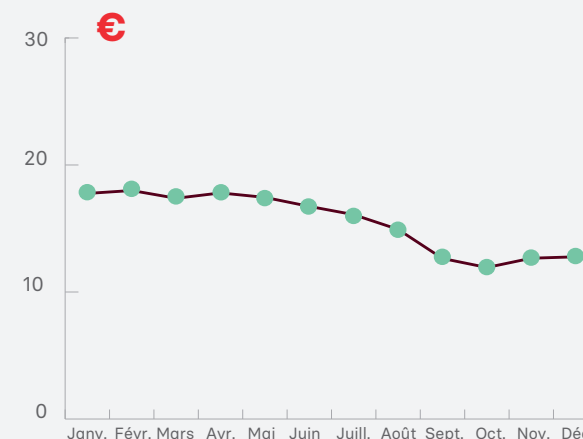
L'action Roularta Media Group est cotée sur NYSE Euronext Bruxelles, sous la rubrique Media - Publishing, avec code ISIN BE0003741551 et Mnemo ROU.

L'action Roularta est reprise dans l'indice BEL Small Cap (BE0389857146).

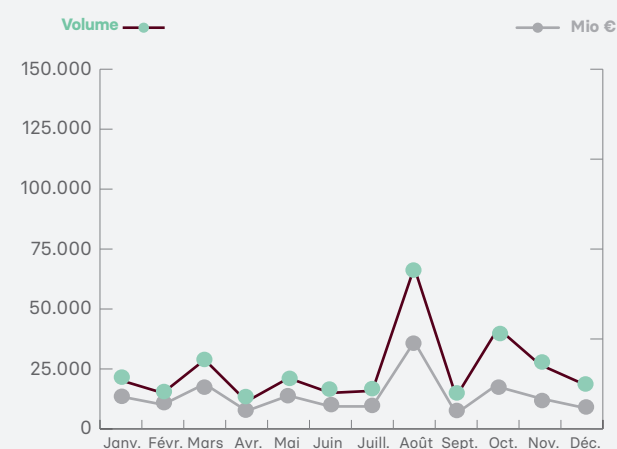
COURS DE CLÔTURE ET VOLUMES EN 2023

Mois	Cours de clôture moyen	Volumes	en mio €
Janv. 23	17,76	20.243	0,36
Févr. 23	17,99	14.979	0,27
Mars 23	17,38	28.856	0,50
Avr. 23	17,80	11.472	0,20
Mai 23	17,45	21.187	0,37
Juin 23	16,74	15.018	0,25
Juill. 23	16,09	15.878	0,25
Août 23	14,93	67.316	0,97
Sept. 23	12,64	13.477	0,17
Oct. 23	11,93	41.948	0,50
Nov. 23	12,66	26.780	0,34
Déc. 23	12,77	18.996	0,24
		296.150	4,42

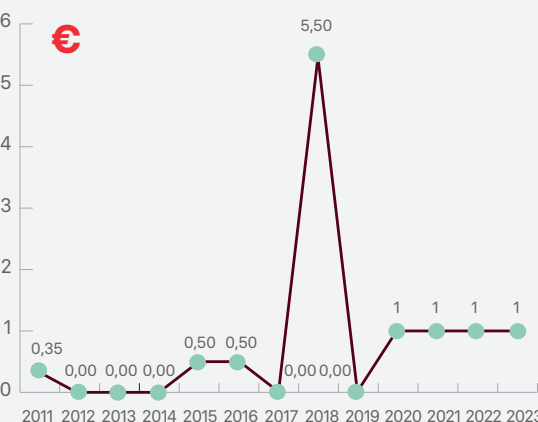
COURS DE CLÔTURE MOYEN - 2023



VOLUMES ET MONTANTS EN MILLIONS D'EUROS - 2023



DIVIDENDE BRUT



Le 8 février 2023, l'action a atteint son cours de clôture le plus élevé de l'année écoulée, soit 18,50 euros. Le cours le plus bas de 11,70 euros a été enregistré le 12 octobre 2023. Le 18 août 2023, on a relevé le plus important volume journalier, avec 25.649 pièces.

LIQUIDITÉ DE L'ACTION

Roularta Media Group mène une politique proactive de relations avec les investisseurs dans le but de mettre l'action en point de mire et de soutenir ainsi la liquidité de l'action.

POLITIQUE SUR LE PLAN DES DIVIDENDES

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale suit en matière d'affectation du résultat une politique qui consiste à distribuer, si possible, un dividende, tout en veillant à garder un sain équilibre entre cette distribution de dividendes et le maintien d'une capacité d'investissement suffisante.

Sur recommandation du conseil d'administration, il sera proposé à la prochaine assemblée générale de verser un dividende brut de 1 euro par action, ceci sous forme de dividende optionnel.

LES ANALYSTES QUI SUIVENT L'ACTION ROULARTA :

Bank Degroof Petercam
Kris Kippers
k.kippers@degroofpetercam.com

KBC Securities
Guy Sips
guy.sips@kbcsecurities.be

Chiffres-clés consolidés

Chiffres-clés par action ⁽¹⁾

COMPTE DE RÉSULTATS EN MILLIERS D'EUROS	Évolution 2023-2022	2023	2022	2021*	2020*	2019*
Chiffre d'affaires	-5,7%	323.526	343.140	300.205	256.269	295.798
EBITDA ⁽¹⁾	-28,2%	21.595	30.081	36.895	18.911	23.134
	<i>EBITDA - marge</i>	6,7%	8,8%	12,3%	7,4%	7,8%
EBIT ⁽²⁾	-41,1%	3.236	5.495	12.754	6.056	9.978
	<i>EBIT - marge</i>	1,0%	1,6%	4,2%	2,4%	3,4%
Charges financières nettes		392	-315	-183	-276	-75
Résultat opérationnel après charges financières nettes	-30,0%	3.628	5.180	12.571	5.781	9.903
Impôts sur le résultat		-1.261	-4.625	3.465	8	429
Net résultat	326,7%	2.368	555	16.036	5.789	10.332
Attribuable aux intérêts minoritaires	100,3%	18	-7.065	-557	-195	-521
Attribuable aux actionnaires de RMG	-69,2%	2.350	7.620	16.593	5.984	10.854
Attribuable aux actionnaires de RMG - marge	0,7%	0,7%	2,2%	5,5%	2,3%	3,7%

BILAN EN MILLIERS D'EUROS	Évolution 2023-2022	2023	2022	2021*	2020*	2019*
Actifs non courants	0,6%	223.272	221.865	208.214	187.928	182.720
Actifs courants	-11,9%	140.184	159.189	174.476	149.644	170.695
Total du bilan	-4,6%	363.456	381.054	382.690	337.572	353.414
Capitaux propres - part du Groupe	-4,0%	217.003	226.039	229.564	223.481	227.846
Capitaux propres - intérêts minoritaires	7,7%	-228	-247	13.027	383	578
Passifs	-5,5%	146.681	155.262	140.099	113.708	124.990
Liquidité ⁽³⁾	-10,2%	1,1	1,3	1,5	1,5	1,6
Solvabilité ⁽⁴⁾	0,7%	59,6%	59,3%	63,4%	66,3%	64,6%
Dette financière nette ⁽⁵⁾	-22,2%	56.794	73.015	100.994	85.920	95.937
Gearing ⁽⁶⁾	19,0%	-26,2%	-32,3%	-41,6%	-38,4%	-42,0%

(*) Retravaillé pour la nouvelle définition EBITDA - voir rapport annuel 2022 note 1.

(1) EBITDA = EBIT + dépréciations, amortissements et réductions de valeur exceptionnelles.

(2) EBIT = résultat opérationnel (y compris la quote-part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises).

(3) Liquidité = actifs courants / passifs courants.

(4) Solvabilité = capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires) / total du bilan.

(5) Trésorerie/(dette) financière nette = trésorerie circulante - dettes financières.

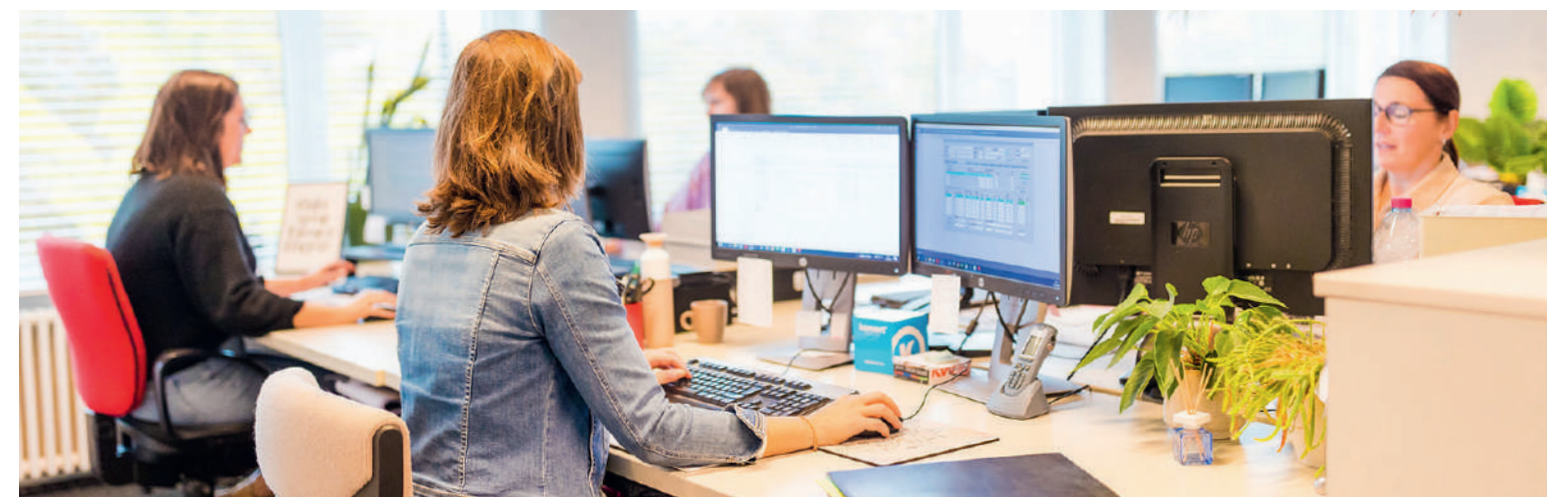
(6) Gearing = - trésorerie/(dette) financière nette / capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires).

DESCRIPTION EN EUROS	2023	2022	2021*	2020*	2019*
Capitaux propres - part du Groupe	18,42	19,21	19,59	18,02	18,16
EBITDA	1,83	2,56	3,15	1,53	1,84
EBIT	0,27	0,47	1,09	0,49	0,80
Net résultat attribuable aux actionnaires de RMG	0,20	0,65	1,42	0,48	0,87
Net résultat attribuable aux actionnaires de RMG après dilution	0,20	0,65	1,41	0,48	0,86
Dividende brut	1,00	1,00	1,00	-	0,50
Cours/bénéfice (P/E) ⁽²⁾	63,67	27,41	13,42	29,32	16,24
Nombre d'actions au 31/12	13.141.123	13.141.123	13.141.123	13.141.123	13.141.123
Nombre moyen pondéré d'actions	11.781.577	11.766.209	11.719.515	12.399.598	12.545.621
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	11.794.665	11.797.911	11.736.202	12.409.631	12.560.022
Cours maximal	18,50	21,50	19,10	17,00	15,50
Cours fin décembre	12,70	17,75	19,00	14,15	14,05
Capitalisation boursière en millions d'euros au 31/12	166,9	233,3	249,7	186,0	184,6
Volume annuel en millions d'euros	4,4	8,2	9,6	19,1	11,1
Volume annuel en nombre	296.150	434.611	628.872	1.491.456	845.340

(*) Retravaillé pour la nouvelle définition EBITDA - voir rapport annuel 2022 note 1.

(1) À base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

(2) Sur la base du cours au 31 décembre et le net résultat attribuable aux actionnaires de RMG.



Executive Management Committee



1. XAVIER BOUCKAERT | CEO | Représentant permanent de Koinon SA
2. RIK DE NOLF | Président
3. KATRIEN DE NOLF | Directeur ressources humaines | Représentant permanent d'Eridanus SA
4. STEVEN VANDENBOGAERDE | CFO | Représentant permanent de VMCo SRL

Conseil d'administration RMG



1. RIK DE NOLF | Président exécutif du conseil d'administration (2026)
2. XAVIER BOUCKAERT | Représentant permanent de Koinon SA | Administrateur exécutif | Administrateur délégué (2026)
3. LIEVE CLAEYS | Administrateur non exécutif (2026)
4. CORALIE CLAEYS | Représentant permanent de Verana SA | Administrateur non exécutif (2024)
5. FRANCIS DE NOLF | Représentant permanent d'Alauda SA | Administrateur non exécutif (2027)
6. KOEN DEJONCKHEERE | Représentant permanent d'Invest at Value SA | Administrateur indépendant (2026) | Membre du Comité d'audit | Membre du Comité de nomination et de rémunération
7. PASCALE SIOEN | Représentant permanent de P. Company SRL | Administrateur indépendant (2026)
8. RIK VANPETEGHEM | Administrateur indépendant (2026) | Président du Comité d'audit | Membre du Comité de nomination et de rémunération
9. WILLIAM DE NOLF | Représentant permanent de Cella SA | Administrateur non exécutif (2027)

Déclaration relative aux informations fournies dans ce rapport annuel 2023

LES SOUSSIGNÉS DÉCLARENT, QU'À LEUR CONNAISSANCE :

- les états financiers, établis conformément aux normes comptables applicables, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la SA Roularta Media Group et des entreprises reprises dans la consolidation ;
- le rapport annuel donne une image fidèle du développement, des résultats et de la position de la SA Roularta Media Group et des entreprises reprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

XAVIER BOUCKAERT, CEO / STEVEN VANDENBOGAERDE, CFO



ÉVÉNEMENTS ET CHANGEMENTS IMPORTANTS DANS LE GROUPE EN 2023

Rapport annuel du conseil d'administration

à l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 21 mai 2024 et relatif aux états financiers consolidés clôturés le 31 décembre 2023.

Chers actionnaires,

Ce rapport annuel doit être lu avec les états financiers audités de Roularta Media Group SA, dénommée ci-après le Groupe, et les annexes correspondantes. Ces états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration du 29 mars 2024. Roularta Media Group, dont le siège social est établi à 8800 Roeselare, Meiboomlaan 33, est coté à l'Euronext Brussels depuis 1998. Roularta Media Group était en 2023 actif dans le secteur des médias et plus particulièrement dans l'édition de magazines, de journaux, de local media, télévision, Internet, extensions de ligne, salons et production graphique.

COMMENTAIRE DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés ont été rédigés en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), édités par l'International Accounting Standards Board (IASB) et avec les interprétations éditées par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC) de l'IASB qui ont été approuvées par la Commission européenne. Les états financiers consolidés donnent un aperçu général des activités du Groupe, ainsi que des résultats obtenus. Ils offrent une image fidèle de la situation financière, des prestations financières et des flux de trésorerie de l'entité, et ont été rédigés dans l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

- Dans le cadre d'une simplification de la structure néerlandaise du Groupe, toutes les filiales néerlandaises à 100%, en particulier New Skool Exploitatie BV, One Business BV, New Skool Media BV et 50+ Beurs & Festival BV, ont été fusionnées avec Roularta Media Nederland BV avec pour date d'entrée en vigueur juridique le 20 janvier 2023. Les fusions ont un effet comptable rétroactif jusqu'au 1^{er} janvier 2023.
- Fin mai 2023, Motor NL BV (une coentreprise entre Roularta Media Nederland BV et Pite Media BV) a repris toutes les activités de Motive Media et d'Interbike Events.
- Distribution du dividende d'un euro par action sur l'exercice 2022 le 1^{er} juin 2023.
- L'assemblée générale extraordinaire du 16 août 2023 a décidé de nommer la SA Cella, représentée par son représentant permanent Monsieur William De Nolf, administrateur non exécutif pour une période de quatre ans.
- À la mi-octobre, le Groupe a repris le titre Helden Magazine, un magazine du segment sport, via sa filiale néerlandaise (à 100%) Roularta Media Nederland BV.
- Début novembre, le Groupe a repris, via sa filiale néerlandaise (à 100%) Roularta Media Nederland BV, toutes les actions de WPG Media, la division magazines (et filiale à 100%) de WPG Uitgevers BV. Le Groupe est ainsi entré en possession de trois marques de magazines de premier plan (Happinez, Yoga et Psychologie) dans le segment de la pleine conscience aux Pays-Bas. L'entité a ensuite été rebaptisée RMN Mindstyle BV.
- Fin décembre, Roularta Media Nederland BV a également repris de DPG Media le magazine Flow, également actif dans le segment de la pleine conscience.

Chiffres-clés consolidés

COMPTE DE RÉSULTATS EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2023	31/12/2022	Évolution (%)
Chiffre d'affaires	323.526	343.140	-5,7%
<i>Chiffre d'affaires corrigé ⁽¹⁾</i>	<i>318.535</i>	<i>343.140</i>	<i>-7,2%</i>
EBITDA ⁽²⁾	21.595	30.081	-28,2%
<i>EBITDA - marge</i>	<i>6,7%</i>	<i>8,8%</i>	<i>-23,9%</i>
EBIT ⁽³⁾	3.236	5.495	-41,1%
<i>EBIT - marge</i>	<i>1,0%</i>	<i>1,6%</i>	<i>-37,5%</i>
Charges financières nettes	392	-315	224,4%
Impôts sur le résultat	-1.261	-4.625	72,7%
Résultat net	2.368	555	326,7%
Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires	18	-7.065	100,3%
Résultat net attribuable aux actionnaires de RMG	2.350	7.620	-69,2%
BILAN EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2023	31/12/2022	Évolution (%)
Actifs non courants	223.272	221.865	0,6%
Actifs courants	140.184	159.189	-11,9%
Total du bilan	363.456	381.054	-4,6%
Capitaux propres - part du Groupe	217.003	226.039	-4,0%
Capitaux propres - intérêts minoritaires	-228	-247	7,7%
Passifs	146.681	155.262	-5,5%
Liquidité ⁽⁴⁾	1,1	1,3	-10,2%
Solvabilité ⁽⁵⁾	59,6%	59,3%	0,7%
Dette financière nette ⁽⁶⁾	56.794	73.015	-22,2%
Gearing ⁽⁷⁾	-26,20%	-32,34%	19,0%

(1) Chiffre d'affaires corrigé = chiffre d'affaires comparable, hors modifications intervenues dans le périmètre de consolidation.

(2) EBITDA = EBIT + dépréciations, amortissements et réductions de valeur exceptionnelles.

(3) EBIT = résultat opérationnel (y compris la quote-part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises).

(4) Liquidité = actifs courants / passifs courants.

(5) Solvabilité = capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires) / total du bilan.

(6) Trésorerie/(dette) financière nette = trésorerie circulante - dettes financières.

(7) Gearing = - trésorerie/(dette) financière nette / capitaux propres (part du Groupe + intérêts minoritaires).

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Roularta Media Group a réalisé en 2023 un **chiffre d'affaires** de 323,5 millions €. Comparé à 2022, ceci représente une baisse de 19,6 millions €. Cette baisse s'explique essentiellement par une chute du chiffre d'affaires publicitaire. Par ailleurs, le chiffre d'affaires du segment Printing Services s'est replié également, ainsi que, dans une moindre mesure, celui du marché des lecteurs.

Le **chiffre d'affaires consolidé corrigé**, comparable au chiffre d'affaires consolidé de 2022, a terminé l'exercice à 318,5 millions €, ce qui représente une baisse absolue de 24,6 millions € (soit -7,2%). Les chiffres d'affaires consolidés à fin 2023 comprennent le chiffre d'affaires annuel intégral de l'entité New Skool Media BV, reprise en février 2022. Par ailleurs, le chiffre d'affaires de l'entité Immovlan SRL n'est plus repris dans le chiffre d'affaires consolidé à fin 2023 en raison de la déconsolidation de cette entité à partir du 30 septembre 2022. Enfin, la reprise de RMN Mindstyle BV ayant été finalisée début novembre 2023, le chiffre d'affaires des trois nouvelles marques pleine conscience (Happinez, Yoga et Psychologie) est repris dans les chiffres d'affaires consolidés à partir du 1^{er} novembre 2023.

En 2023, plus de 70% du chiffre d'affaires total du Groupe a été généré par les marques des magazines et ce, compte tenu notamment de l'investissement incessant du Groupe dans l'expansion de son portefeuille de magazines. L'acquisition de New Skool Media en 2022, qui comprenait EW (le « Knack des Pays-Bas ») et une série d'autres marques de magazines de premier plan, est bien intégrée dans le Groupe. Les reprises en 2023 des titres pleine conscience Happinez, Yoga et Psychologie, complétées par celle du titre Flow, confirment la vision à long terme de Roularta Media Group consistant à générer un cash-flow stable via un vaste portefeuille de magazines en Belgique et à l'étranger et à réaliser la transition d'un environnement B2B vers un environnement essentiellement B2C.

La **marge brute**, de 81,3%, a progressé de 0,3 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent à la suite d'une légère baisse des prix du papier – de 2% seulement, mais il s'agit d'un retournement de tendance après une hausse incessante de ces prix au premier semestre 2023. Toutefois, les prix du papier demeurent très élevés, après la hausse exponentielle (+76%) enregistrée en 2022.

L'**EBITDA** affiche 21,6 millions € au 31/12/2023, soit 6,7% du chiffre d'affaires, contre 30,1 millions € ou 8,8% du chiffre d'affaires à fin 2022.

Côté coûts, le Groupe a subi en 2023 d'importantes hausses des coûts salariaux (indexation >11% début 2023), de l'énergie, ainsi que de l'inflation générale, ce qui l'a poussé à poursuivre une politique de contrôle strict des coûts. Les coûts des services et biens divers ont dès lors baissé de 7,9 millions €.

À fin 2023, l'EBITDA comprend quelques effets exceptionnels : (1) la reprise de la provision sur le litige – à l'issue enfin positive – avec Infobase pour un montant de 3,4 millions € ; (2) une plus-value sur la vente d'un bâtiment pour 1,1 million € et (3) une réduction de valeur de 0,7 million € sur une créance client. Fin 2022, dans les autres produits d'exploitation : (1) une plus-value exceptionnelle de 1,5 million € a été comptabilisée à la suite de la déconsolidation d'Immovlan SRL, ainsi que (2) un impact positif exceptionnel a été constaté sur la reprise de 50+ Beurs & Festival, d'une valeur de 0,9 million €.

La coentreprise à 50% **Mediafin** (L'Echo/De Tijd) a enregistré une jolie hausse de son chiffre d'affaires en 2023. Ce chiffre d'affaires (à 100%) a augmenté de 6,4% par rapport à l'année précédente, à 83,6 millions €. L'EBITDA a terminé l'exercice à 16,6 millions € (-0,3 million € par rapport à l'année précédente) et Mediafin a réalisé un résultat net de 5,9 millions € (+5,5% par rapport à l'année précédente) après l'amortissement des marques L'Echo/De Tijd. Ceci a donné lieu, pour la participation de 50%, à une contribution pour Roularta de 3,0 millions € (+ 0,2 million € par rapport à l'année précédente) selon la méthode de mise en équivalence. Comme le Groupe, Mediafin a été confrontée à des hausses de coûts, mais grâce à l'augmentation de son chiffre d'affaires, elle a su maintenir sa rentabilité, et même la renforcer légèrement.

Au total, l'EBITDA réalisé par les entreprises entièrement consolidées du Groupe affiche 18,9 millions €, contre 27,6 millions € en 2022, tandis que 2,7 millions € ont été réalisés par les entreprises liées et les coentreprises (leur résultat via la mise en équivalence), contre 2,5 millions € l'année précédente.

L'**EBIT** a évolué de 5,5 millions € en 2022 à 3,2 millions € en 2023, soit 1,0% du chiffre d'affaires, contre 1,6% en 2022. L'exercice 2022 comprenait une réduction de valeur spéciale sur le portefeuille de clients historique d'Immovlan SRL d'une valeur d'impact de -5,0 millions €.

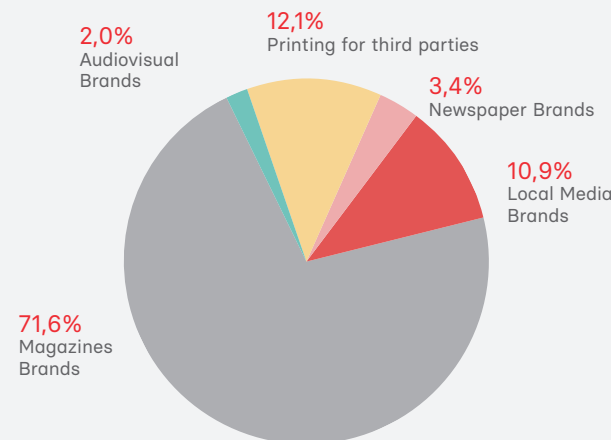
En 2023, les **impôts** (-1,3 million €) comprennent principalement des charges fiscales actuelles. En 2022, outre des charges fiscales courantes de 0,9 million €, il y avait également une charge fiscale latente de 3,7 millions € résultant (1) d'une baisse d'une créance fiscale différée sur les pertes fiscales reportées en raison des incertitudes de la législation fiscale et des évolutions futures des coûts et (2) d'une charge fiscale latente enregistrée suite à la déconsolidation d'Immovlan SRL.

La **participation minoritaire** est nulle en 2023. En 2022, elle était cependant de -7,1 millions € à cause

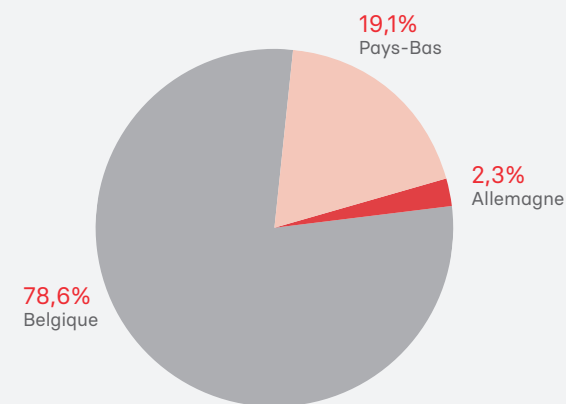
d'Immovlan SRL. De janvier à septembre 2022, Immovlan SRL était encore entièrement consolidée. Les amortissements élevés sur la marque et le portefeuille de clients avec, en outre, une réduction de valeur spéciale du portefeuille de clients se sont traduits par un résultat net négatif.

Le **résultat net consolidé** du Groupe termine l'exercice à 2,4 millions € (contre +0,6 million € l'année précédente), dont un même montant (contre 7,6 millions € l'année précédente) attribuable aux actionnaires de Roularta Media Group.

Chiffre d'affaires consolidé au 31/12/2023 selon les différentes catégories d'activités d'exploitation



Chiffre d'affaires consolidé régional au 31/12/2023



RÉSULTATS CONSOLIDÉS 2023 PAR SEGMENT

Les deux segments de Roularta Media Group sont, d'une part, « Media Brands » et, d'autre part, « Printing Services ». Le segment Media Brands représente toutes les marques exploitées par le Groupe et ses participations. Il inclut toutes les ventes de publicité, les abonnements, les ventes au numéro et les extensions de gamme des marques. Le segment « Printing Services » représente les activités de prémédia et d'imprimerie effectuées pour les marques internes et pour compte de tiers. Dans les chiffres consolidés, les deux segments sont présentés au niveau de la marge brute. En effet, il existe une forte interdépendance

entre les deux segments et les services de soutien sont intensément partagés.

Chiffre d'affaires consolidé par segment

en milliers d'euros	31/12/2023	31/12/2022	Évolution (%)
Media Brands	290.158	304.785	-4,8%
Printing Services	72.650	78.724	-7,7%
Chiffre d'affaires intersectoriel	-39.282	-40.369	2,7%
Chiffre d'affaires consolidé	323.526	343.140	-5,7%

Media Brands

en milliers d'euros	31/12/2023	31/12/2022	Évolution	Évolution (%)
Chiffre d'affaires	290.158	304.785	-14.627	-4,8%
Chiffre d'affaires corrigé ⁽¹⁾	285.167	304.785	-19.618	-6,4%
Marge brute	226.748	240.651	-13.903	-5,8%
Marge brute sur le chiffre d'affaires	78,1%	79,0%		

(1) Chiffre d'affaires corrigé = chiffre d'affaires comparable à l'année précédente, sans modification du cercle de consolidation.

Le **chiffre d'affaires** du segment Media Brands baisse de 14,6 millions €, à 290,2 millions €. Le chiffre d'affaires comparable à celui de l'année précédente baisse de 19,6 millions €.

La baisse la plus sévère provient du **marché publicitaire** (-10,4%, ou -8,5% à périmètre constant), une tendance perceptible pour quasi toutes les marques. Comme l'ensemble du secteur des médias, le Groupe a relevé ses tarifs publicitaires, mais cette mesure n'a pas permis de compenser suffisamment la baisse des volumes due au ralentissement du marché publicitaire.

Le chiffre d'affaires du **marché des lecteurs** (abonnements et ventes au numéro) baisse légèrement de 2,1% (ou -6,2% à périmètre constant et -5,2% si l'on tient compte de la cessation de Sport/Voetbalmagazine/Foot Magazine). Grâce à de nouveaux développements numériques, l'acquisition de clients évolue positivement. La prospection traditionnelle par e-mail et par téléphone est remplacée progressivement par la voie numérique, avec succès.

Le chiffre d'affaires des **autres activités** progresse légèrement, de 1,3% (-0,9% à périmètre constant).

La **marge brute** revient de 79,0% à 78,1%. Bien que les prix du papier aient baissé, les coûts du personnel et d'énergie ont augmenté ; ils ont été affectés sous forme de coûts techniques supérieurs à Media Brands. Suite essentiellement à la baisse du chiffre d'affaires, la marge brute baisse en valeur absolue de 13,9 millions €, à 226,7 millions €.

Printing Services

en milliers d'euros	31/12/2023	31/12/2022	Évolution	Évolution (%)
Chiffre d'affaires	72.650	78.724	-6.074	-7,7%
Chiffre d'affaires corrigé ⁽¹⁾	72.650	78.724	-6.074	-7,7%
Marge brute	37.403	38.952	-1.549	-4,0%
Marge brute sur le chiffre d'affaires	51,5%	49,5%		

(1) Chiffre d'affaires corrigé = chiffre d'affaires comparable à l'année précédente, sans modification du cercle de consolidation.

Le **chiffre d'affaires** de ce segment baisse de 6,1 millions à 72,7 millions €. La baisse s'explique surtout par celle du volume d'impression de magazines, de dépliants et de catalogues pour les clients étrangers.

En pour cent du chiffre d'affaires, la **marge brute** progresse de 2 points de pourcentage grâce à la baisse des coûts de papier.

BILAN CONSOLIDÉ

Au 31 décembre 2023, les **fonds propres – part du Groupe** affichent 217,0 millions €, contre 226,0 millions € au 31 décembre 2022. La variation des fonds propres se compose essentiellement du résultat 2023 (+2,4 millions €) et de la distribution du dividende de 11,8 millions €. Les fonds propres – participations minoritaires restent stables à 0,2 million €.

Au 31 décembre 2023, la position de **trésorerie financière nette consolidée** (= trésorerie circulante moins dettes financières) se chiffre à 56,8 millions €, contre 73,0 millions € l'année précédente. Le Groupe demeure exempt de dettes bancaires.

Au 31 décembre 2023, Roularta détenait encore 1 356 619 actions propres. Le Groupe a l'intention de les proposer en temps utile au marché afin d'augmenter tout à la fois le flottant, ses fonds propres et sa trésorerie.

INVESTISSEMENTS (CAPEX)

En 2023, les investissements consolidés ont totalisé 16,1 millions €, contre 9,6 millions € en 2022. Parmi les immobilisations incorporelles (7,6 millions €), les investissements concernaient surtout le logiciel (4,9 millions €), outre quelques nouvelles marques (2,6 millions €). L'appli Mes Magazines et les systèmes de rédaction multimédias ont été optimisés, et un nouveau système ERP pour l'imprimerie est en cours de développement.

Les immobilisations corporelles (8,5 millions €) ont nettement augmenté, une hausse qui s'explique surtout par : (1) l'investissement durable dans les nouveaux fours de séchage éco-efficaces (4,2 millions €) ; (2) l'aménagement du nouveau studio télé de pointe pour Canal Z/Kanaal Z au Brussels Media Centre (0,9 million €), opérationnel depuis le 2^e trimestre 2023 et équipé des dernières technologies vidéo et podcast ; (3) le remplacement de tous les PC et écrans d'ordinateurs des collabora-

teurs (0,9 million €) ; (4) les travaux de rénovation au Brussels Media Centre (0,5 million €) ; (5) l'aménagement du nouveau restaurant d'entreprise « Happie » à Roulers (0,4 million €).

Fin mai 2023, Motor NL BV (une coentreprise entre Roularta Media Nederland BV et Pite Media BV) a repris toutes les activités de Motive Media et d'Interbike Events. Ces activités comprennent Bigtwin Magazine, le Bigtwin Bikeshow et Expo. À la suite de cette reprise, une marque d'une valeur de 243 k€ a été comptabilisée. Celle-ci ne figure pas parmi les immobilisations incorporelles sur le bilan consolidé du Groupe puisque Motor NL BV est une coentreprise.

Au cours de l'exercice 2022, les investissements ont essentiellement concerné le logiciel (5,1 millions €) – en vue surtout d'optimiser l'expérience de lecture numérique –, et les immobilisations corporelles (4,3 millions €) – en particulier la rénovation de bâtiments et la construction d'un nouveau studio télé pour Canal Z/Kanaal Z.

FAITS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Il n'y a pas eu d'événements importants ayant un impact significatif sur les résultats et la situation financière de la société.

INDICATIONS SUR LES CIRCONSTANCES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INFLUENCE NOTABLE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Sur la base de la tendance perceptible au cours des deux premiers mois de 2024, le Groupe se dit prudemment positif quant aux revenus publicitaires pour 2024. Il tient néanmoins compte du comportement volatil et relativement imprévisible des annonceurs. Une évolution négative du climat économique peut affecter les dépenses de nos annonceurs.

La stratégie numérique du Groupe commence à produire des fruits, grâce à quoi on observe une hausse du nombre d'abonnements souscrits par voie numérique. Roularta continue en 2024 à miser sur les ventes d'abonnements numériques et familiaux, susceptibles d'étayer une croissance stable et durable du chiffre d'affaires. Les abonnés du Vif et de Trends-Tendances, de Knack et de Trends (formule print et numérique ou « digital only ») peuvent lire tous les magazines (30) du Groupe via le kiosque

numérique Mes Magazines. Ils ont également accès à tous les contenus (24/7) de toutes les rédactions via l'appli Mes Magazines ou via le web. L'appli Mes Magazines va également être lancée aux Pays-Bas en 2024.

Les ventes au numéro évoluent en ligne avec la tendance du marché.

En ce qui concerne le chiffre d'affaires des événements, des voyages et de l'e-commerce (livres et autres produits) en ligne de ses marques de qualité, le Groupe prévoit une évolution positive en 2024.

Dans le segment Printing Services, le Groupe prévoit un impact négatif sur le chiffre d'affaires commercial externe pour l'imprimerie du fait de la disparition d'ordres d'impression de dépliants, de la réduction des tirages et du nombre de parutions. Aussi l'imprimerie mise-t-elle pleinement sur la prospection de nouveaux clients belges et étrangers et prévoit également de pouvoir anticiper sur une nouvelle consolidation du marché de l'imprimerie.

Le Groupe prévoit de subir en 2024 de nouvelles pressions suite à la hausse des coûts, notamment salariaux et énergétiques. Pour contrer la hausse de ces coûts, le Groupe continue de miser sur un contrôle des coûts strict et vise à réaliser des efficacités.

En ce qui concerne la distribution des magazines, Roularta Media Group étudie toutes les pistes pos-

sibles pour maintenir des tarifs concurrentiels à partir du 1/7/2024.

Sur la base des estimations actuelles, le Groupe table sur des prix du papier qui resteront stables ou en baisse en 2024. Le Groupe continuera à investir dans le leadership du marché, les marques multimédias, la technologie et le talent.

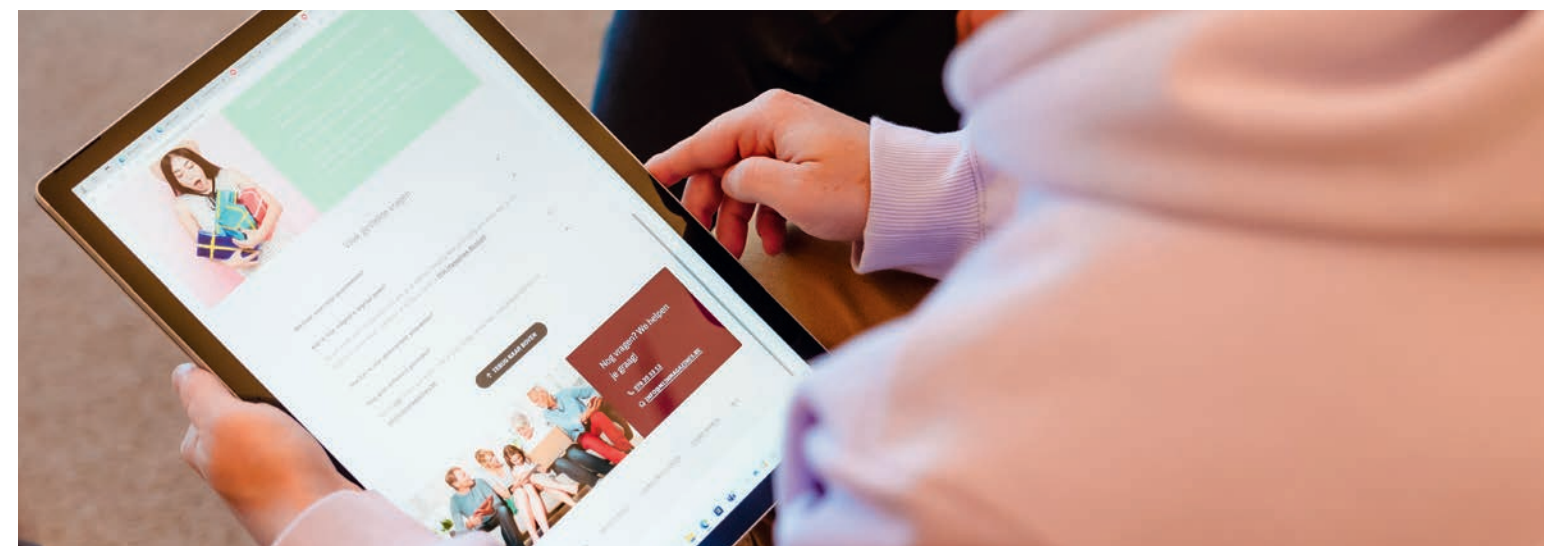
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

En tant qu'entreprise multimédia, Roularta Media Group est actif dans plusieurs secteurs de haute technologie. Au sein de ces secteurs, le Groupe étudie en permanence de nouvelles possibilités, une approche qui lui vaut la réputation d'être un innovateur important.

Roularta Media Group accorde une très grande importance à la recherche et au développement. Si ces efforts profitent bien entendu à ses propres processus de travail, il n'est pas rare qu'ils servent également de moteur à des évolutions de marché majeures.

COMMUNICATION CONCERNANT L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR LA SOCIÉTÉ, LORSQUE CELA EST PERTINENT POUR L'ÉVALUATION DE SON ACTIF, DE SON PASSIF, DE SA SITUATION FINANCIÈRE ET DE SES PERTES OU PROFITS

Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe n'a pas utilisé d'instruments financiers tels que visés à l'article 3:6, 8^o du Code des sociétés et des associations.





QUESTIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

Au 31 décembre 2023, le Groupe occupe en équivalents temps plein, hors coentreprises, 1 214 salariés, contre 1 293 salariés en 2022.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Circonstances économiques et géopolitiques

Des changements dans les circonstances générales, mondiales ou régionales et/ou géopolitiques ou dans les circonstances susmentionnées dans les zones où le Groupe opère, qui peuvent avoir une incidence sur les habitudes de consommation des consommateurs, peuvent affecter les résultats d'exploitation du Groupe. Le Groupe et en particulier ses résultats commerciaux peuvent également subir l'incidence négative de mesures gouvernementales imposées (telles que, sans s'y limiter, les confinements obligatoires dans le contexte d'une pandémie).

Risques liés à l'évolution du marché

Le marché médiatique est en permanente évolution. Les résultats du Groupe sont déterminés en grande partie par le marché publicitaire, le marché des lecteurs et les chiffres d'audience télé.

Le Groupe suit de près l'évolution du marché dans le monde des médias afin de pouvoir répondre à tout moment aux changements et aux nouvelles tendances au sein de l'environnement dans lequel il opère. L'offre multimédia du Groupe lui permet de

répondre de manière appropriée aux déplacements de l'attention du monde de la publicité et du lectorat d'une forme de média à une autre.

Risque stratégique lié au marché et à la croissance

Le Groupe peut être confronté à une situation de marché défavorable ou à une concurrence qui évolue défavorablement.

Risques liés aux fournisseurs

Les coûts qui déterminent en grande partie le prix de revient total de la division Printing Services, tels que les coûts d'impression, de distribution et de personnel, peuvent fluctuer en fonction de la conjoncture économique. L'évolution des prix internationaux du papier et de l'énergie est incertaine et peut avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière du Groupe si les augmentations de prix ne peuvent être répercutées à temps sur ses clients. Pour gérer le risque lié au prix du papier, des contrats périodiques sont conclus pour le papier journal et le papier magazine. Afin d'atténuer le risque d'augmentation des prix de l'énergie et d'éviter les pics de consommation, le Groupe a recours, pour une partie de l'achat d'énergie, à des « contrats à cliquet », dont le prix est fixé à l'avance, indépendamment des conditions du marché.

Défaillances ou interruptions du système informatique

Le Groupe est exposé à d'éventuelles défaillances ou interruptions de ses systèmes informatiques.

Les systèmes informatiques sont un élément central des opérations commerciales du Groupe. Une panne de ces systèmes, qu'elle soit due à un dysfonctionnement, à des attaques malveillantes, à des virus ou à d'autres facteurs, pourrait affecter sérieusement divers aspects de l'activité du Groupe, y compris, mais sans s'y limiter, les ventes, le service à la clientèle et l'administration. Des dysfonctionnements des systèmes informatiques pourraient avoir un effet négatif sur l'activité ou les résultats d'exploitation du Groupe. À ce jour, le Groupe n'a pas connu de problèmes informatiques importants.

Année après année, le Groupe mobilise des ressources substantielles afin d'optimiser ses systèmes informatiques et de réduire les risques de défaillance. Le Groupe est également conscient du danger grandissant de la cybercriminalité et est donc fortement engagé dans la « cybersecurity ».

Risques liés à la propriété intellectuelle

La protection des droits de propriété intellectuelle est coûteuse et incertaine. Le Groupe ne peut pas garantir qu'il réussira à empêcher l'utilisation abusive de ses droits de propriété intellectuelle.

Risque d'une moindre reconnaissance de marque ou d'une image de marque négative

La position du Groupe pourrait être sérieusement affectée si la reconnaissance de la marque devait diminuer de manière significative ou si la réputation des marques, publications et produits phares du Groupe était mise à mal.

Risque de non-renouvellement des licences pour les activités de télévision

Le Groupe dispose des agréments nécessaires pour exercer ses activités de télévision sur le territoire belge. Si le Groupe ne parvient pas à les renouveler, cela pourrait potentiellement avoir un impact négatif sur la position financière et/ou les résultats d'exploitation du Groupe.

Risques liés aux reprises actuelles et futures

La reprise d'entités expose le Groupe aux risques liés à leur intégration.

Risque d'innovation

Il est important que le Groupe développe continuellement de nouvelles applications. S'il n'y parvenait

pas, il courrait le risque de subir un retard permanent sur ses concurrents, ce qui pourrait affecter sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Risque de change

L'exposition du Groupe au risque de change est minimale puisque ses achats et ses ventes se font principalement en euro.

Risque de taux

L'endettement du Groupe et les charges d'intérêts associées peuvent avoir une incidence significative sur les résultats ou la situation financière du Groupe. Pour couvrir les risques liés aux fluctuations défavorables des taux d'intérêt, le Groupe peut utiliser des instruments financiers. Depuis fin 2018, ce risque est minimal.

Risque de crédit

Le Groupe est exposé au risque de crédit sur ses clients, ce qui pourrait entraîner des pertes de crédit. Afin de gérer le risque de crédit, des analyses de solvabilité sont effectuées à l'égard des clients qui sollicitent des facilités de crédit importantes et, si ces analyses sont négatives, l'octroi de crédit est refusé ou restreint.

Le Groupe utilise par ailleurs des instruments de crédit, tels que des lettres de change, pour couvrir une partie du risque de crédit et une assurance-crédit est souscrite pour un pourcentage limité des clients étrangers de l'imprimerie.

Il n'y a pas de concentration de risques de crédit importants.

Malgré l'intention du Groupe de limiter son risque de crédit, il peut être confronté à une détérioration de la solvabilité de ses clients. L'incapacité potentielle d'obtenir des polices d'assurance-crédit à l'égard de certains clients pourrait avoir un effet négatif important sur l'activité, la situation financière ou les résultats d'exploitation du Groupe.

Risque de liquidité et de trésorerie

La dette du Groupe et les restrictions convenues dans les accords de financement peuvent avoir un effet négatif sur la position de liquidité du Groupe. Celui-ci prévoit d'être en mesure de faire face à ses engagements avec ses flux de trésorerie

opérationnelle et les valeurs disponibles actuelles. Roularta n'est pas endetté et possède fin 2023 une trésorerie de 68 millions €.

Structure du capital

Le Groupe cherche constamment à optimiser la structure de son capital (combinaison de dettes et de fonds propres). L'objectif principal de la structure du capital est de maximiser la valeur d'actionnaire tout en conservant la flexibilité financière souhaitée pour réaliser des projets stratégiques.

Risques liés à l'évaluation de la durée d'utilité des marques et portefeuilles de clients

Jusqu'au 30 juin 2018, plusieurs marques en portefeuille affichaient une durée d'utilité indéterminée. Au 1^{er} juillet 2018, il a été décidé de la changer en une durée d'utilité déterminée. Depuis le 1^{er} juillet 2018, la valeur des marques est amortie en fonction de la durée d'utilisation estimée. Sur la base d'une évaluation individuelle par marque et des estimations faites par la direction, chaque marque est logée dans un groupe de marques : parmi les « super » marques, les marques « de croissance », les marques « matures » ou les « jeunes »/« petites » marques. Cette répartition des marques en fonction de leur durée de vie utile est une ligne directrice générale élaborée par la direction sur la base de ses connaissances du secteur des médias, d'une part, et de la confrontation de ces connaissances avec la réalité, d'autre part.

Toutefois, ces estimations de la direction peuvent être influencées négativement par, d'une part, des évolutions générales défavorables du marché, des mesures gouvernementales imposées (y compris, mais sans s'y limiter, des mesures prises dans le contexte d'une pandémie) ou, d'autre part, des performances décevantes d'une ou de plusieurs marques. En conséquence, la direction peut être contrainte d'ajuster ses estimations concernant la durée de vie/d'utilité d'une marque ou d'un portefeuille de clients, et de transférer la marque dans un autre groupe de marques.

À la fin de la période de référence, rien n'indique que des ajustements doivent être apportés à l'affectation des marques aux différents groupes de marques, ni

que la durée de vie/d'utilité d'une marque ou d'un portefeuille de clients a diminué plus qu'estimé initialement.

Risques liés à la dépréciation du goodwill, des actifs incorporels ou des immobilisations corporelles

Une réduction de valeur spéciale est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient est supérieure à sa valeur réalisable.

Cette valeur réalisable est déterminée à l'aide de business plans établis par le management et validés par le conseil d'administration. Le Groupe souligne la sensibilité de ces business plans. Dans l'hypothèse où les prémices incluses dans les business plans évoqués ne peuvent pas être réalisées suite aux circonstances du marché, des réductions de valeur spéciales ou *impairments* sont actés dans le compte de résultat et impactent le résultat net et les fonds propres du Groupe.

Risques liés à la réglementation

Le Groupe s'efforce d'agir à tout moment dans le cadre légal. L'introduction d'une nouvelle législation ou la modification d'une législation existante, y compris une législation fiscale ou une décision des autorités administratives, pourrait avoir pour conséquence que le Groupe soit limité dans sa croissance ou soit confronté à des coûts ou des taxes supplémentaires.

Dans le domaine de la réglementation fiscale, le Groupe utilise les possibilités offertes par la législation et la réglementation fiscales, sans prendre de risques inutiles. Il est soutenu dans cette démarche par des conseillers fiscaux externes.

Risques liés aux procédures judiciaires et d'arbitrage

Le Groupe est impliqué dans plusieurs litiges en cours pour lesquels des provisions ont été constituées. Il ne peut pas garantir qu'à l'avenir, il n'y aura pas de litiges importants intentés par des tiers concernant des articles publiés, des violations de droits d'auteur et, plus généralement, ses activités médiatiques.

*Fait à Roulars, le 29 mars 2024.
Le conseil d'administration*

Déclaration relative au gouvernement d'entreprise [*]

DÉSIGNATION DU CODE EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

En tant qu'entreprise multimédia, Roularta Media Group crée et diffuse du contenu de qualité, indépendant et pertinent, destiné au grand public et à des groupes cibles spécifiques. Il y relie des plateformes marketing et publicitaires avancées à l'intention de ses partenaires. Roularta Media Group entend créer une plus-value durable pour toutes ses parties prenantes et pour la société tout entière.

La politique de gouvernance d'entreprise de Roularta Media Group est exposée dans la Charte de gouvernance d'entreprise, qui peut être consultée sur le site web de l'entreprise (www.roularta.be sous Roularta en Bourse - la gouvernance).

La Charte de gouvernance d'entreprise, qui expose de manière exhaustive et transparente la manière dont Roularta Media Group est géré et dont elle rend compte de cette gestion, complète les dispositions de gouvernance d'entreprise du Code des sociétés et des associations de la SA Roularta Media Group.

Le conseil d'administration estime que le respect des principes énoncés dans la Charte de gouvernance d'entreprise permet une gestion plus efficace et plus transparente et une meilleure gestion des risques et des contrôles de l'entreprise. Ce faisant, Roularta Media Group cherche à maximiser la valeur pour ses actionnaires, ses parties prenantes et ses investisseurs institutionnels.

Conformément à l'article 3:6 § 2 du Code des sociétés et des associations, Roularta Media Group utilise le Code de gouvernance d'entreprise 2020 pour les sociétés cotées (voir <https://www.corporategovernance-committee.be/fr/over-de-code-2020/code-belge-de-gouvernance-dentreprise-2020>) comme code de référence.

Roularta Media Group SA déroge toutefois aux principes 4.3, 4.4, 7.6, 7.9, 7.12 et 9.1 tels que définis dans ce code de référence.

- Principe 4.3 : le comité d'audit et le comité de nomination et de rémunération sont composés d'au moins trois administrateurs.
- Principe 4.4 : le conseil d'administration doit veiller à ce qu'un président soit nommé pour chaque comité.
- Principe 7.6 : le conseil d'administration a décidé de ne pas accorder d'actions aux administrateurs non exécutifs dans le cadre de leur rémunération.
- Principe 7.9 : aucun seuil minimum d'actions à détenir par les membres du management exécutif n'a été fixé non plus.
- Principe 7.12 : les contrats avec le CEO et les autres membres du management exécutif ne contiennent pas de dispositions permettant à la société de récupérer les rémunérations variables versées.
- Principe 9.1 : le conseil d'administration évalue au moins tous les trois ans ses propres performances et son interaction avec la direction générale, ainsi que sa taille, sa composition et son fonctionnement, de même que ceux de ses comités. L'évaluation est réalisée dans le cadre d'une procédure formelle, avec ou sans aide extérieure, conformément à une méthodologie approuvée par le conseil d'administration.

DESCRIPTION DES CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU CONTRÔLE INTERNE ET DES SYSTÈMES DE MAÎTRISE DES RISQUES

Général

Roularta Media Group a mis sur pied un système de contrôle interne et de gestion des risques en ligne avec les prescriptions du Code de gouvernance d'entreprise 2020.

Le système de contrôle interne et de gestion des risques de Roularta Media Group est basé sur le modèle COSO et vise à fournir une certitude raisonnable relativement à l'atteinte des objectifs de l'entreprise. Il implique notamment le dépistage et la maîtrise des risques tant opérationnels que financiers, le respect des lois et règles, l'efficacité et l'efficience des processus d'entreprise et la surveillance du reporting.

[*] Partie du rapport annuel du conseil d'administration.



Contrôle et gestion des risques Environnement de gestion

Dans la culture d'entreprise de Roularta Media Group, il y a de la place pour un fonctionnement décentralisé. Les membres de la direction et les managers sont responsabilisés afin d'assurer une conduite opérationnelle. La conduite décentralisée implique notamment de veiller en permanence à la gestion des risques.

L'environnement de gestion comprend les éléments suivants :

- la mission, la vision et les valeurs, qui sont fréquemment communiquées et constituent les principaux piliers de notre culture d'entreprise ;
- organigrammes et lignes hiérarchiques ;
- les procédures et les directives qui sont communiquées via l'intranet ;
- exemple de fonction du management ;
- l'expertise et le bon état d'esprit de nos collaborateurs. Ceux-ci sont assurés, entre autres, par des descriptions de poste clairement formulées, le processus de sélection et la gestion des compétences (y compris la formation continue et les actions d'amélioration).

Processus de gestion des risques

Le système de gestion des risques de Roularta Media Group est basé sur le cadre COSO ERM. Les principaux objectifs sont d'identifier et de gérer les risques auxquels Roularta Media Group est exposé.

Le processus de gestion des risques comprend les étapes suivantes :

- Identification des risques
- Analyse des risques

- Évaluation des risques
- Réponse aux risques
- Suivi et ajustement

Les risques sont identifiés par les audits réalisés et les entretiens annuels avec la direction. Les résultats des audits et des entretiens sont consolidés et discutés avec les membres du comité de direction (Executive Management Committee).

Les risques sont répartis en quatre catégories :

- Risques opérationnels
- Risques financiers
- Risques de conformité
- Risques stratégiques

Chaque risque est évalué sur la base de la probabilité de son occurrence et de son impact :

PROBABILITÉ	Très grande					
	Grande					
	Moyenne					
	Faible					
	Très faible					
		Très faible	Faible	Moyen	Grand	Très grand
		IMPACT				

Sur la base de l'évaluation des risques, la direction décide des actions appropriées.

Activités de contrôle

De nombreux processus au sein de Roularta Media Group sont automatisés. Une partie importante de l'automatisation est la gestion des risques, avec une attention particulière à l'exactitude, l'exhaustivité, la

cohérence, l'actualité et la valorisation/autorisation des informations.

La surveillance continue, principalement par le biais de contrôles intégrés dans un environnement opérationnel hautement automatisé, permet de prévenir ou de détecter à temps d'éventuelles déviations. La sécurité des systèmes informatiques est ici cruciale. Une attention particulière est accordée à :

- la déduplication des systèmes ;
- la sécurité d'accès ;
- la séparation des environnements de test et de production ;
- les alimentations électriques ;
- les procédures de sauvegarde ;
- la cybersécurité.

Information et communication

Grâce à l'étendue des flux de communication et de rapports internes, tant les collaborateurs que la direction ont accès aux informations qui les concernent : les collaborateurs aux informations dont ils ont besoin pour accomplir leurs tâches, la direction aux informations nécessaires pour piloter leur unité commerciale. Ce dernier se compose principalement des principaux indicateurs clés de performance financiers et opérationnels.

Surveillance

Le conseil d'administration surveille le système de gestion des risques par l'intermédiaire du comité d'audit. À cette fin, le comité d'audit s'appuie sur les informations qu'il reçoit des auditeurs externes.

Roularta Media Group n'emploie à ce jour plus d'auditeur interne. Par manque de candidats appropriés, le poste vacant d'auditeur interne ne sera pas pourvu. En concertation avec le comité d'audit, il a donc été décidé de suspendre pour l'instant le recrutement au poste vacant d'auditeur interne. En consultation avec la direction, le comité d'audit a décidé de faire appel à des parties externes pour effectuer certains audits internes ou pour auditer, adapter ou optimiser certaines procédures commerciales internes lorsque le besoin s'en fait sentir. Le comité d'audit évaluera chaque année s'il convient ou non de réinstaller (de manière permanente) une fonction d'audit interne.

Contrôle et gestion des risques en matière d'information financière

La gestion des risques liés à l'information financière est principalement caractérisée par :

- les règles comptables qui s'appliquent au quotidien ;
- l'uniformité recherchée au sein des différentes sociétés du Groupe tant en ce qui concerne l'application des règles IFRS que le reporting standardisé ;
- la vérification des chiffres déclarés par les entreprises affiliées par le service central de contrôle ;
- l'examen et le suivi de l'information financière par le comité d'audit.

PUBLICATION DES PARTICIPATIONS IMPORTANTES ET COMMENTAIRE DES ÉLÉMENTS ÉNUMÉRÉS À L'ARTICLE 34 DE L'A.R. DU 14/11/2007, POUR AUTANT QU'ILS SOIENT DE NATURE À PORTER À CONSÉQUENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION

Le capital de la société est de 80.000.000,00 d'euros et est représenté par 13.141.123 actions, qui représentent chacune une part égale du capital de la société.

Au 31 décembre 2023, l'actionnariat se répartit de la manière suivante :

	Nombre d'actions	%
Koinon SA ⁽¹⁾	9.352.977	71,17%
SA West Investment Holding ⁽¹⁾	522.136	3,97%
Capfi Delen Asset Management SA	394.201	3,00%
Actions propres ⁽²⁾	1.356.619	10,32%
Investisseurs individuels et institutionnels	1.515.190	11,53%
TOTAL	13.141.123	100,00%

(1) La SA Koinon et la SA West Investment Holding en leur capacité de personnes agissant de concert qui ont conclu un accord relatif à la possession, l'acquisition et la cession d'actions, ont fait une notification définitive.

(2) Situation au 31/12/2023.

Toutes les actions propres détenues par la société sont dénuées de droit de vote aussi longtemps qu'elles figurent dans le portefeuille de la société.

Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, conformément à l'article 7:53 du Code des sociétés et des associations et à l'article 34 des statuts de Roularta Media Group, les actions entièrement libérées qui sont inscrites sans interruption au registre des actions nominatives depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire, bénéficient d'un droit de vote double.



Une convention d'actionnaires donnant lieu à une restriction de la cession des titres a été conclue entre les actionnaires, Koinon SA et SA West Investment Holding.

Il n'existe pas de « convention de relation » (relationship agreement) entre la société et ses actionnaires de référence. Après évaluation, le conseil d'administration a décidé que l'entreprise ne bénéficie pas d'une telle convention.

Les statuts et la Charte de gouvernance d'entreprise de Roularta Media Group contiennent des dispositions spécifiques relatives à la (re)nomination, à la formation et à l'évaluation des administrateurs. Ceux-ci sont nommés pour une durée maximale de quatre ans par l'assemblée générale des actionnaires, laquelle peut aussi les démettre à tout moment de leurs fonctions. Une décision de nomination ou de révocation nécessite une majorité ordinaire des droits de vote. Lorsqu'un poste d'administrateur se libère prématurément, les administrateurs restants peuvent nommer (coopter) eux-mêmes un nouvel administrateur. Dans ce cas, l'assemblée générale suivante procédera à la nomination définitive.

Les statuts de Roularta Media Group SA prévoient un droit de proposition obligatoire au bénéfice de Koinon SA. Sur la base de ce droit de proposition, la majorité

des administrateurs sont nommés parmi les candidats proposés par Koinon SA aussi longtemps que cette dernière détient, directement ou indirectement, au moins trente-cinq pour cent (35%) des actions de la société.

Les décisions de modification des statuts sont soumises à un quorum de présence spécial et à la majorité. Chaque décision de modification des statuts nécessite d'une part la présence, en personne ou par procuration, d'actionnaires représentant ensemble au moins la moitié du capital social, et d'autre part l'approbation d'au moins trois quarts du capital social présent ou représenté à l'assemblée. Si le quorum des présences n'est pas atteint, une nouvelle assemblée doit être convoquée. Au cours de cette deuxième assemblée, le quorum des présences n'est pas requis. L'exigence d'une majorité spéciale est cependant maintenue.

Le conseil d'administration est mandaté expressément pour augmenter, en cas d'offre publique d'acquisition sur des titres de la société, le capital social dans les limites prévues à l'article 7:202 du Code des sociétés et des associations en émettant des parts qui ne représentent pas plus de 10% des actions existantes au moment où une telle offre publique d'acquisition est lancée. Ce mandat lui est conféré par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2023 pour une durée de trois ans.

La société peut acquérir, aliéner ou donner en gage ses propres actions, parts bénéficiaires ou autres certificats dans le respect des dispositions légales en la matière. Le conseil d'administration est expressément mandaté pour acquérir et détenir, sans décision de l'assemblée générale, les actions propres de la société si cette acquisition ou détention est nécessaire pour éviter à la société un désavantage sérieux. Ce mandat lui est conféré par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2023 pour un délai de trois ans.

Dans le cadre de la loi du 1^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition, la SA Koinon a effectué le 30/08/2018, en tant que détenteur direct de plus de 30% des actions de Roularta Media Group, une actualisation de la notification à la FSMA, conformément à l'article 74 § 6 de la loi précitée. Koinon SA est une filiale de la Stichting Administratiekantoor Cerveteri, contrôlée par Monsieur Rik De Nolf et Madame Lieve Claeys.

COMPOSITION ET RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITÉS AINSI QUE LE TAUX DE PRÉSENCE DE LEURS MEMBRES

Suite à l'entrée en vigueur des dispositions du nouveau Code des sociétés et des associations, la société a clairement opté pour une structure moniste.

Conseil d'administration

Pendant l'exercice 2023, le conseil d'administration de Roularta Media Group SA se composait de neuf membres :

- Monsieur Rik De Nolf, administrateur exécutif et président du conseil d'administration (mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2026).
- Cinq administrateurs qui représentent l'actionnaire de référence et ce, conformément au droit de présentation statutaire : Monsieur Xavier Bouckaert, représentant permanent de Koinon SA (mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2026), Madame Coralie Claeys, représentant permanent de la SA Verana (mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2024), Madame Lieve Claeys (mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2026), Monsieur Francis De Nolf, représentant permanent d'Alauda SA (mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2027) et Monsieur William De Nolf, représentant permanent de Cella SA (mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2027).
- Trois administrateurs indépendants qui occupent

tous une fonction dirigeante au sein de la société :

» *Monsieur Koen Dejonckheere, représentant permanent de la SA Invest at Value (mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2026) :*

Monsieur Koen Dejonckheere a été nommé CEO de Gimv en 2008. Auparavant, il était Managing Director et Head of Corporate Finance chez KBC Securities. Précédemment, il a travaillé pour Nesbic, Halder, Price Waterhouse Corporate Finance Europe et l'ex-BBL. Monsieur Koen Dejonckheere a une expérience importante de négociations en banque d'investissement et en private equity en Belgique et à l'étranger.

» *Monsieur Rik Vanpeteghem (mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2026) :*

M. Rik Vanpeteghem a étudié le droit et la gestion d'entreprise à la KU Leuven et le droit fiscal à la Fiscale Hogeschool. Il a commencé sa carrière chez Deloitte Belgique en 1985. Il est spécialisé dans la planification fiscale internationale. Avant de devenir CEO de Deloitte Belgique (2008-2016), il a été managing partner Tax & Legal (2004-2008). De 2015 jusqu'à sa retraite en tant qu'associé en 2021, il a été le directeur général régional de l'EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) et membre du comité exécutif mondial de Deloitte. Au fil des années, M. Rik Vanpeteghem a été un membre actif et un administrateur de fédérations d'entreprises telles que VBO, Voka et AmCham. Il a été membre du conseil de soutien de la Fondation Roi Baudouin Flandre occidentale et membre du comité de gestion du Kulak.

» *Mme Pascale Sioen, représentant permanent de P. Company SRL (mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2026) :*

Pascale Sioen est PDG de la division Chimie du Groupe Sioen Industries, qui transforme des matières premières de base en produits semi-finis de haute qualité, destinés à de nombreuses applications. Elle est titulaire d'une maîtrise en économie et a suivi plusieurs cours postgrades et stages à l'étranger. Pascale Sioen est directrice exécutive de Sioen Industries (depuis 1990) mais possède également une expérience considérable en tant que directrice et gestionnaire dans de nombreuses autres entreprises actives dans divers secteurs. Elle conseille également un certain nombre de jeunes entreprises prometteuses.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale de :

- renouveler le mandat de la SA Verana, représentée par son représentant permanent, Madame



Coralie Claeys, pour une période de quatre ans, jusqu'à l'assemblée générale de 2028.

Le conseil d'administration est présidé par M. Rik De Nolf. En tant que président, M. Rik De Nolf assume le rôle de liaison entre les actionnaires de référence, le conseil d'administration et le management exécutif.

En tant qu'administrateur exécutif, M. Rik De Nolf reste également actif au sein du management exécutif du Groupe en tant que membre de l'executive management committee. Grâce à son expérience des affaires, il fait office de caisse de résonance et de conseiller auprès du management exécutif. En tant que président et administrateur exécutif, M. Rik De Nolf est également responsable de la communication externe et des relations avec les investisseurs du Groupe. Ce rôle exécutif actif attribué au président du conseil d'administration assure une meilleure communication et une meilleure circulation de l'information entre le conseil d'administration et le management exécutif et, de manière générale, contribue au bon fonctionnement de la société. Tout ceci est conforme à la recommandation 3.16 du Code de gouvernance d'entreprise 2020.

Le conseil d'administration s'est réuni six fois en 2023 (dont une réunion par vidéoconférence). L'ordre du jour des réunions du conseil comprend invariablement

le suivi des résultats financiers du Groupe. Des sujets particuliers comme par exemple les dossiers d'acquisition, les nouvelles réglementations (par exemple CSRD), la stratégie du Groupe et la discussion du budget annuel sont également largement discutés au sein du conseil d'administration. La secrétaire du conseil d'administration, Sophie Van Iseghem, est responsable des rapports des conseils d'administration et des comités établis par le conseil d'administration.

Relevé des présences aux conseils d'administration en 2023 :

Rik De Nolf, président	6
Xavier Bouckaert, CEO	6
Lieve Claeys	6
Coralie Claeys	6
Francis De Nolf	6
William De Nolf ⁽¹⁾	3
Koen Dejonckheere	6
Pascale Sioen	5
Rik Van Peteghem	6

Au cours de l'exercice écoulé, les administrateurs indépendants ont également tenu une réunion. Pour 2024, six réunions du conseil d'administration figurent à l'agenda.

⁽¹⁾ Nommé par l'assemblée générale extraordinaire du 16 août 2023.

Comité d'audit

Le comité d'audit est composé de deux administrateurs et ne comprend que des administrateurs indépendants. Ceci est en contradiction avec le principe 4.3 du Code de gouvernance d'entreprise, qui prescrit que le comité d'audit doit être composé d'au moins trois administrateurs. Le conseil d'administration estime que le rôle et les pouvoirs du comité d'audit peuvent être exercés de manière adéquate par deux administrateurs, qui disposent d'une expertise collective dans le domaine des activités de Roularta Media Group (voir article 7:99 du Code des sociétés et des associations).

Le président du comité d'audit, M. Rik Vanpeteghem, possède l'expertise nécessaire sur les questions qui relèvent de la compétence du comité d'audit. Ceci est démontré, entre autres, par l'expérience professionnelle que M. Vanpeteghem a acquise au cours de sa carrière active au sein de Deloitte Belgique.

Le comité d'audit s'est réuni quatre fois en 2023. Au cours de ces réunions, le comité d'audit a contrôlé l'intégrité des informations financières de la société, a suivi de près les activités de l'auditeur externe et a formulé des recommandations au conseil d'administration lorsqu'il l'a jugé nécessaire.

Sur invitation du président, le commissaire, l'administrateur délégué, le président du conseil d'administration et le directeur financier ont assisté au comité d'audit. Le commissaire aux comptes a assisté à deux réunions du comité d'audit en 2023.

Après chaque réunion du comité d'audit, le président du comité d'audit fait rapport au conseil d'administration sur les sujets abordés dans le comité d'audit.

Relevé des présences aux réunions du comité d'audit en 2023 :

Koen Dejonckheere	4
Rik Vanpeteghem	4

Comité de nomination et de rémunération

Le conseil d'administration a, comme prévu par le Code de gouvernance d'entreprise, recouru à la possibilité de constituer un comité commun, à savoir le comité de nomination et de rémunération. Le comité de nomination et de rémunération est composé d'une majorité d'administrateurs non exécutifs indépen-

dants. Roularta Media Group déroge au principe 4.3 du Code de gouvernance d'entreprise, qui prescrit que le comité de nomination et de rémunération doit être composé d'au moins trois administrateurs. Le conseil d'administration estime que le rôle et les pouvoirs du comité de nomination et de rémunération peuvent être assurés de manière adéquate par deux administrateurs. Le conseil d'administration a également décidé de ne pas nommer de président pour ce comité, étant donné que ce comité ne se réunit que deux fois par an et que le rôle du président d'un tel comité n'a pas de valeur ajoutée. Le comité de nomination et de rémunération dispose de l'expertise nécessaire en matière de politique de rémunération, cf. article 7:100 du Code des sociétés et des associations.

Le président et l'administrateur délégué participent avec voix consultative aux réunions du comité de nomination et de rémunération (cf. article 7:100 § 7 du Code des sociétés et des associations), sauf lorsque le comité de nomination et de rémunération délibère à propos de la rémunération de l'administrateur délégué. Le directeur des ressources humaines est également invité au comité de nomination et de rémunération.

Le comité de nomination et de rémunération s'est réuni deux fois au cours de l'année 2023 avec à son ordre du jour les principaux points suivants : la préparation du rapport de rémunération, l'évaluation de la politique de rémunération et de bonus du management exécutif et la nomination de la SA Cella en tant qu'administrateur.

Relevé des présences aux réunions du comité de nomination et de rémunération en 2023 :

Koen Dejonckheere	2
Rik Vanpeteghem	2

ÉVALUATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITÉS

Tous les quatre ans, sous la direction du président et avec l'aide du comité de nomination et de rémunération, le conseil d'administration procède à l'évaluation de son ampleur, de sa composition, de son fonctionnement et de son interaction avec le management exécutif.

Cette évaluation poursuit quatre objectifs : (i) évaluer le fonctionnement du conseil d'administration et ses comités ; (ii) vérifier si les sujets importants

sont préparés et discutés en profondeur ; (iii) vérifier la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du conseil d'administration en fonction de sa présence aux réunions du conseil et des comités, et évaluer son implication constructive dans les discussions et les prises de décision ; (iv) mettre sur pied une comparaison entre la composition actuelle du conseil d'administration et ses comités et leur composition souhaitée.

Ce faisant, Roularta Media Group s'écarte du principe 9.1 du Code de gouvernance d'entreprise 2020, qui recommande de transmettre une évaluation au moins tous les trois ans. Suite à la dernière évaluation du conseil d'administration et de ses comités en 2023, les administrateurs et les membres des comités ont également été interrogés sur la fréquence idéale de cette évaluation. Les membres du conseil d'administration et les membres des différents comités interrogés ont estimé qu'une évaluation tous les quatre ans était une fréquence idéale. Une évaluation tous les quatre ans correspond à la durée du mandat d'un administrateur, au cours de laquelle une évaluation est de toute façon effectuée en vue de la (re)nomination d'un administrateur.

Également tous les quatre ans, les administrateurs non exécutifs évaluent leur interaction avec le senior management et, le cas échéant, formulent des pro-

positions au président du conseil d'administration en vue d'améliorer cette interaction.

DIVERSITÉ DE GENRE

En 2023, le conseil d'administration comptait trois femmes et six hommes. Roularta Media Group respecte ainsi le quota légal (cf. article 7:86 du Code des sociétés et des associations) en matière de diversité des genres au sein du conseil d'administration.

Indépendamment de la diversité de genre, le conseil d'administration tient compte, pour sa composition, d'autres perspectives de diversité, telles que l'indépendance, l'âge, la formation, l'expérience professionnelle et la nationalité.

Le conseil d'administration estime que la diversité dans sa composition génère un apport varié d'opinions et de visions. L'interaction qui en découle engendre un processus délibératif et décisionnel de meilleure qualité.

COMPOSITION DU MANAGEMENT EXÉCUTIF

Les pouvoirs opérationnels ont été délégués par le conseil d'administration à l'executive management committee. Ce comité, dirigé par l'administrateur délégué (CEO), est responsable de la gestion du

Groupe dans le cadre des directives fixées par le conseil d'administration.

Le CEO, le président exécutif du conseil d'administration, le directeur des ressources humaines et le CFO siègent à l'executive management committee (voir composition page 72).

L'executive management committee a une composition diversifiée en termes de sexe, de connaissances, d'expertise, d'expérience et d'âge.

Conformément au principe 2.10 du Code de gouvernance d'entreprise, la société dispose d'un plan de succession pour le CEO et les autres membres du management exécutif. En cas d'absence prolongée du CEO, les fonctions du CEO sont en premier lieu assumées temporairement par le président du conseil d'administration et un comité de nomination et de rémunération est immédiatement convoqué.

En cas d'absence prolongée d'un autre membre du management exécutif, les fonctions du membre absent sont d'abord réparties entre les autres membres du management exécutif et un comité de nomination et de rémunération est immédiatement convoqué.

INTÉRÊT OPPOSÉ

Au cours de l'exercice, il n'est apparu aucun intérêt opposé de nature patrimoniale susceptible de donner lieu à l'application des articles 7:96 et 7:97 du Code des sociétés et des associations.

POLITIQUE RELATIVE AUX TRANSACTIONS ET AUTRES LIENS CONTRACTUELS ENTRE LA SOCIÉTÉ, Y COMPRIS LES SOCIÉTÉS LIÉES, ET SES ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DU MANAGEMENT EXÉCUTIF QUI NE SONT PAS CONCERNÉS PAR LE RÈGLEMENT PORTANT SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Compte tenu des principes et directives repris dans le Code belge de gouvernance d'entreprise, la société a élaboré dans sa Charte de gouvernance d'entreprise une politique concernant les transactions et autres liens contractuels entre la société, y compris les sociétés liées, et ses admi-

nistrateurs et membres du management exécutif qui ne relèvent pas du règlement portant sur les conflits d'intérêts.

Il est question d'une transaction ou d'un quelconque autre lien contractuel entre la société et ses administrateurs et/ou membres de son management exécutif lorsque :

- un administrateur ou un membre du management exécutif détient un intérêt financier personnel considérable dans la personne morale avec laquelle Roularta Media Group souhaite conclure une transaction ;
- un administrateur ou un membre du management exécutif, son conjoint, partenaire cohabitant, enfant, parent ou allié jusqu'au deuxième degré fait partie du conseil d'administration ou du management exécutif de la personne morale avec laquelle Roularta Media Group souhaite conclure une transaction importante ;
- le conseil d'administration juge qu'il existe un tel conflit d'intérêts concernant la transaction envisagée.

L'administrateur concerné ou le membre concerné du management exécutif fournit au conseil d'administration toutes les informations pertinentes possibles concernant le conflit d'intérêts. L'administrateur concerné ou le membre concerné du management exécutif s'abstient de participer aux consultations et processus décisionnels concernant ce point de l'ordre du jour.

Si le conseil d'administration décide de donner suite à la transaction envisagée, cette transaction doit au moins se dérouler dans les conditions et contre les sûretés qui prévalent habituellement sur le marché pour des transactions similaires.

Le conseil d'administration décrit dans le procès-verbal la nature de la décision ou de la transaction visée au premier alinéa et ses conséquences financières pour la société, et rend compte de la décision prise. Cette partie du procès-verbal est incluse dans son intégralité dans le rapport annuel ou dans un document déposé avec les comptes annuels. Le procès-verbal de la réunion est également communiqué au commissaire aux comptes de la société. Dans son rapport sur les comptes annuels, le commissaire aux comptes évalue, dans une section



distincte, les conséquences financières pour la société des décisions du conseil d'administration, tel que défini par lui, pour lesquelles il existe un intérêt opposé tel que visé au premier alinéa.

Le conseil d'administration confirme qu'au cours de l'exercice écoulé, aucune transaction de ce type n'a eu lieu ni qu'il y a eu des situations ayant donné lieu à l'application de la procédure mentionnée ci-dessus.

PROTOCOLE SUR LA PRÉVENTION DES ABUS DE MARCHÉ

Le protocole de prévention des abus de marché, qui fait partie de la Charte de gouvernance d'entreprise de Roularta Media Group, interdit aux administrateurs, aux membres du management exécutif et aux autres membres du personnel ou collaborateurs (externes) qui, de par la nature de leur fonction, entrent en contact avec des informations confidentielles et/ou des informations qui pourraient avoir un impact significatif sur le cours des instruments financiers de la société, d'opérer directement ou indirectement, sur la base d'informations privilégiées, dans des instruments financiers émis par Roularta Media Group.

Ce protocole a été établi conformément aux principes énoncés dans le règlement européen n°596/2014 sur les abus de marché et les lois du 27 juin 2016 et du 31 juillet 2014 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services

financiers. Le protocole susmentionné contient aussi des règles relatives à la divulgation des transactions exécutées par les managers exécutifs et leurs proches par le biais d'une notification à la société et à l'Autorité belge des services et marchés financiers (FSMA).

RAPPORT DE RÉMUNÉRATION

Général

La loi du 28 avril 2020 a introduit de nouvelles règles dans le droit belge des sociétés et associations, transposant la directive européenne 2017/828 concernant l'encouragement de l'engagement à long terme des actionnaires. Ces nouvelles règles exigent, entre autres, que la société ait une politique de rémunération, sur laquelle les actionnaires ont le droit de voter lors de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration a soumis sa politique de rémunération élaborée pour ses administrateurs et les membres du management exécutif à l'approbation de l'assemblée générale du 18 mai 2021.

Vous trouverez la politique de rémunération telle qu'élaborée par le conseil d'administration et approuvée par l'assemblée générale sur le site internet de la société dans la Charte de gouvernance d'entreprise (annexe A) via le lien www.roularta.be/fr/roularta-bourse/gouvernance-dentreprise/charte-de-gouvernance-dentreprise.

La politique de rémunération définie pour les administrateurs et les membres du management exécutif a pour objectif d'attirer et de retenir des administrateurs et managers compétents d'origines diverses, avec des domaines d'expertise différents et une expérience dans les différents éléments du fonctionnement d'une entreprise et de l'entrepreneuriat.

Pour atteindre cet objectif, une politique de rémunération conforme au marché est appliquée, compte tenu de la taille et de la complexité de l'entreprise et, lorsque c'est possible, en utilisant des données de référence.

À chaque modification importante et au moins tous les quatre ans, la politique de rémunération est à nouveau soumise à l'approbation de l'assemblée générale conformément aux dispositions de la loi du 28 avril 2020.

Le conseil d'administration confirme qu'aucune modification importante n'a été apportée à la politique de rémunération telle que rédigée et n'a pas l'intention d'apporter des modifications importantes à cette politique de rémunération en 2024.

Dans le rapport de rémunération pour l'exercice 2023, vous trouvez une explication de la rémunération :

- (I) des membres non exécutifs du conseil d'administration ;
- (II) du Chief Executive Officer (CEO), qui est également membre du conseil d'administration et donc également administrateur exécutif ;
- (III) des administrateurs exécutifs ;
- (IV) et des autres membres du management exécutif qui ne sont pas membres du conseil d'administration.

Le rapport de rémunération pour l'exercice 2023 sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 21 mai 2024.

Rémunération des administrateurs non exécutifs sur une base annuelle

Les administrateurs non exécutifs perçoivent une rémunération fixe en contrepartie de leur appartenance au conseil d'administration et des jetons de présence en fonction de leur présence aux réunions du conseil d'administration et des comités dont ils

sont membres. Le niveau de rémunération des administrateurs est déterminé en tenant compte de leur rôle en tant qu'administrateurs ordinaires, de leurs rôles spécifiques, comme celui de président du conseil d'administration, président ou membre d'un comité, ainsi que des responsabilités et du temps qu'ils y consacrent.

Les membres non exécutifs du conseil d'administration perçoivent une rémunération fixe de 10.000 euros, complétée par une rémunération par séance du conseil d'administration de 2.500 euros.

Aucune rémunération n'est accordée pour les réunions téléphoniques ou par vidéoconférence du conseil d'administration.

Les membres des comités du conseil d'administration (le comité d'audit et le comité de nomination et de rémunération) perçoivent une rémunération par séance de 2.500 euros. Le président du comité d'audit perçoit une rémunération de 5.000 euros par séance du comité d'audit.

Les administrateurs non exécutifs ne reçoivent pas de rémunération liée aux performances, tels bonus, programmes d'incentives à long terme, avantages en nature ou plans de retraite. Il n'y a pas non plus de cotisations de retraite ou de rémunérations similaires pour les administrateurs.

Les administrateurs non exécutifs ne bénéficient pas non plus d'options ou de warrants. Roularta Media Group déroge ainsi au principe 7.6 du Code de gouvernance d'entreprise, qui recommande que les administrateurs non exécutifs soient rémunérés pour une partie de leur rémunération en actions. Le conseil d'administration a décidé de déroger à ce principe pour les raisons suivantes : premièrement, un certain nombre de membres non exécutifs du conseil d'administration ont été nommés par et/ou ont une relation étroite avec l'actionnaire de référence, qui détient déjà un paquet substantiel d'actions. Pour les autres administrateurs non exécutifs/indépendants, le conseil d'administration considère qu'une rémunération du mandat d'administrateur partiellement sous forme d'actions est contraire, d'une part, au principe d'indépendance et, d'autre part, à la perspective à long terme pour le Groupe, que le conseil d'administration a à l'esprit.



RELEVÉ DES RÉMUNÉRATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

		Rémunération fixe en €	Jetons de présence conseil d'administration*	Jetons de présence comité d'audit	Jetons de présence comité de nomination et de rémunération	Rémunération administrateur exécutif/membre du management exécutif
Rik De Nolf Président conseil d'administration	Administrateur exécutif	100.000	0	0	0	187.122
Xavier Bouckaert Représentant permanent de la SA Koinon – administrateur délégué	Administrateur exécutif	100.000	0	0	0	749.616
Coralie Claeys Représentant permanent de la SA Verana	Administrateur non exécutif	10.000	12.500	0	0	-
Lieve Claeys	Administrateur non exécutif	10.000	12.500	0	0	-
Koen Dejonckheere Représentant permanent de la SA Invest at Value – membre du comité d'audit – membre du comité de nomination et de rémunération	Administrateur indépendant	10.000	12.500	10.000	5.000	-
Francis De Nolf Représentant permanent de la SA Alauda	Administrateur non exécutif	10.000	12.500	0	0	-
William De Nolf Représentant permanent de la SA Cella ⁽¹⁾	Administrateur non exécutif	5.000	7.500	0	0	-
Pascale Sioen Représentant permanent de la SRL P. Company	Administrateur indépendant	10.000	10.000	0	0	-
Rik Vanpeteghem Président du comité d'audit - membre du comité de nomination et de rémunération	Administrateur indépendant	10.000	12.500	20.000	5.000	-

(*) Aucun jeton de présence n'est accordé pour les réunions téléphoniques ou par vidéoconférence des conseils d'administration.

⁽¹⁾ Membre du conseil d'administration depuis le 16 août 2023.

Rémunération des administrateurs exécutifs sur une base annuelle

Outre l'administrateur délégué/CEO, le conseil d'administration compte un administrateur exécutif, M. Rik De Nolf.

Le président du conseil d'administration et l'administrateur délégué reçoivent une rémunération fixe de 100.000 euros. Parce que le président et l'administrateur délégué consacrent plus de temps au suivi permanent des développements du Groupe en général et en particulier à la préparation des conseils d'administration et de leurs comités dérivés, une rémunération consistant uniquement en un honoraire fixe leur est accordée. Ce paquet de rémunération est déterminé séparément par le comité de nomination et de rémunération et approuvé par le conseil d'administration.

En outre, le président exécutif du conseil d'administration reçoit une rémunération distincte de 187.122 euros en tant que membre de l'executive management committee et en compensation de son rôle de responsable de la communication externe et des relations avec les investisseurs du Groupe.

Les administrateurs exécutifs ne reçoivent pas de rémunération liée aux performances, telle que des bonus, des programmes d'incentives à long terme, des avantages en nature ou des plans de retraite. Les administrateurs exécutifs ne bénéficient pas non plus d'options ou de warrants, ni de cotisations de retraite ou de rémunérations similaires.

Rémunération des membres du management exécutif - rémunération de l'administrateur délégué

La rémunération des membres du management exécutif est déterminée par le conseil d'administration sur la base des recommandations du comité de nomination et de rémunération.

Le niveau et la structure de la rémunération du management exécutif doivent permettre à la société d'attirer, de garder et de motiver durablement des managers qualifiés et experts, compte tenu de la nature et de la portée de leurs responsabilités individuelles.

La conformité du niveau et de la structure de la rémunération de base du management exécutif par rap-

port au marché est contrôlée périodiquement par un bureau (international) de consultance spécialisé dans le domaine des rémunérations et avantages.

Contrairement au principe 7.9 du Code de gouvernance d'entreprise 2020, aucun seuil minimum d'actions à détenir par les membres du management exécutif n'a été fixé par le conseil d'administration. En raison de la régularité avec laquelle les plans d'options sur actions sont émis par le conseil d'administration (sur avis du comité de nomination et de rémunération) et auxquels les membres du management exécutif peuvent souscrire, le conseil d'administration est d'avis que la fixation d'un tel seuil minimum n'est pas appropriée.

La société part du principe que la politique de rémunération décrite pour les membres du management exécutif sera maintenue pour les deux prochains exercices, à moins que le test de marché montre que des ajustements sont nécessaires.

La rémunération des membres de l'executive management committee se compose comme suit :

- une rémunération de base conforme à la formation, au contenu de la fonction, à l'expérience et à l'ancienneté ;
- un bonus lié à la performance, couplé pour 50% aux résultats consolidés du Groupe et pour 50% aux objectifs individuels liés au rôle et aux responsabilités du membre de l'executive management committee concerné. Chaque année, pour l'exercice correspondant et sur avis du comité de nomination et de rémunération, le conseil d'administration détermine (i) des critères de performance financière liés aux résultats consolidés du Groupe, ainsi que (ii) des objectifs qualitatifs spécifiquement liés au rôle et aux responsabilités individuels du membre de l'executive management committee. La définition d'objectifs qualitatifs pour les autres membres du management exécutif se fait dans la recherche d'un mix équilibré entre objectifs à court et à long termes, une attention particulière étant également accordée aux « targets » liés à la politique de durabilité de la société. Au terme de l'exercice, le comité de nomination et de rémunération détermine si et dans quelle mesure le bonus a été atteint, sur la base des critères de performance quantitatifs et qualitatifs qui ont été définis. Sur recommandation du comité de nomination et de rémunération,

le conseil d'administration approuve les bonus du management exécutif. Le bonus s'élève à un maximum de 30% du salaire de base annuel des membres du management exécutif. Le bonus est versé en espèces. Il n'existe pas de disposition prévoyant un droit de récupération en faveur de la société au cas où la rémunération variable aurait été attribuée sur la base de données financières incorrectes (claw back au sens de l'article 3:6 § 3,11° du Code des sociétés et des associations). Les bonus ne sont accordés qu'après la clôture de l'exercice et les contrôles nécessaires des chiffres par les commissaires, de sorte que le risque de versement d'un bonus sur la base de

données financières incorrectes est négligeable.

- un incentive à long terme consistant en des droits d'acquisition d'actions de Roularta Media Group. Cet incentive à long terme n'est pas lié à la performance. Les plans d'options émis par la société ont chaque fois une durée de dix ans, le premier exercice ayant lieu au plus tôt au cours de la troisième année calendrier suivant l'année de souscription des options.

Aucune prime ni aucun incentive à long terme n'est accordé au CEO et au président exécutif du conseil d'administration qui sont également membres de l'executive management committee.



La rémunération brute totale accordée aux membres du management exécutif et au CEO en 2023 s'élève à :

	Membres executive management committee (sans CEO mais rémunération du président exécutif incluse)	CEO (Koinon SA)
Rémunération de base	733.012 euros	749.616 euros
Bonus lié à la performance	110.500 euros	-
Pension ou autres avantages en nature	-	-

Aperçu des options attribuées au management exécutif

Il n'y a pas d'options souscrites par les membres du management exécutif.

ÉVOLUTION DE LA RÉMUNÉRATION (MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU MANAGEMENT EXÉCUTIF) PAR RAPPORT AUX PERFORMANCES DE L'ENTREPRISE ET À LA RÉMUNÉRATION MOYENNE PAR ETP (ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN)

ÉVOLUTION EN MILLIERS D'EUROS	2023	2022	2021	2020	2019
Rémunération conseil d'administration	385	375	365	335	368
Nombre de membres conseil d'administration (au 31/12)	9	8	8	8	8
Rémunération CEO/Administrateur délégué	750	724	693	689	684
Rémunération du management exécutif, à l'exclusion du CEO (y compris les bonus)	844	794 ^(*)	768	588 ^(**)	644
Nombre de membres du management exécutif à l'exclusion du CEO (au 31/12)	3	3	3	3	3
Chiffre d'affaires	323.526	343.140	300.205	256.269	295.798
EBITDA	21.595	30.081	36.895	18.911	23.134
Coûts de personnel	114.658	110.538	98.117	87.225	95.192
Nombre de ETP	1.214	1.293	1.243	1.182	1.217
Coût moyen du personnel par ETP	94	85	79	74	78

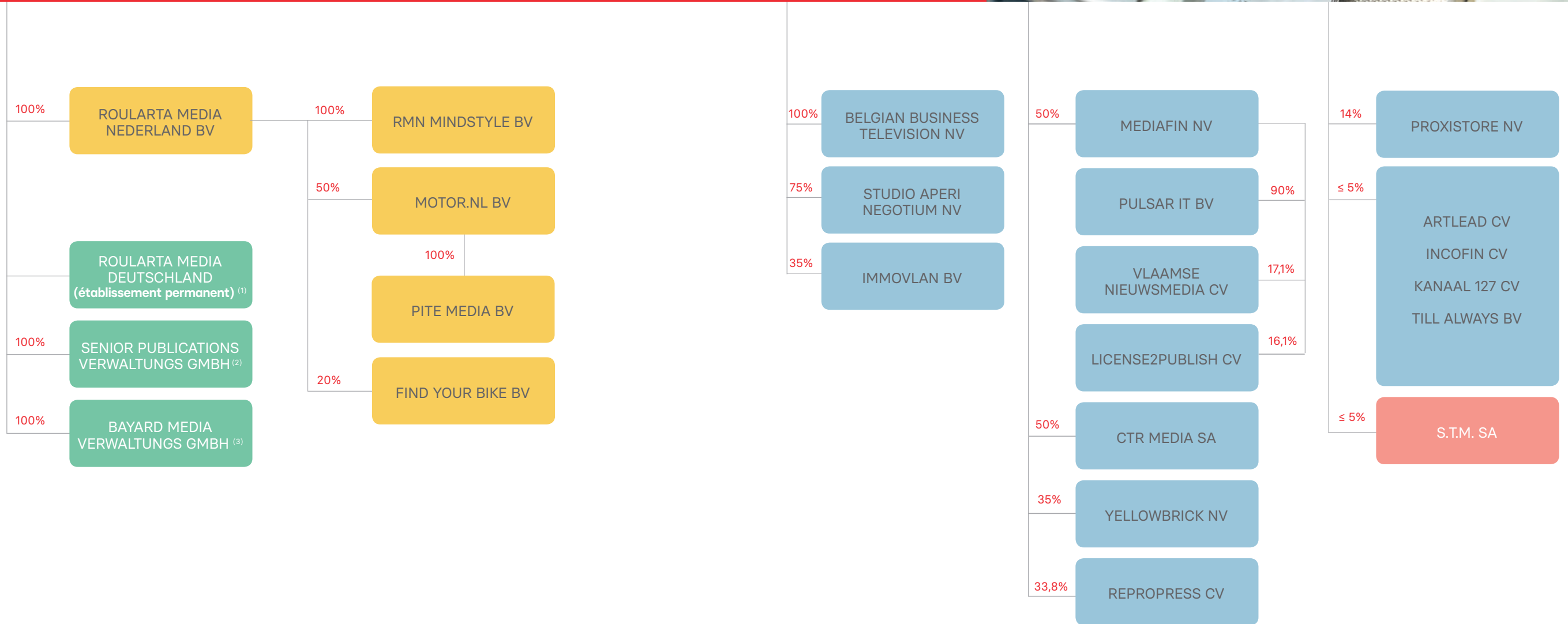
(*) La rémunération du CFO comprend la rémunération de M. Jeroen Mouton jusqu'au 14 novembre 2022, la rémunération du nouveau CFO Steven Vandenbogaerde dès le 1^{er} décembre 2022 et la rémunération du CFO ad interim pour la période du 18 octobre 2022 au 9 décembre 2022.

(**) Aucun bonus/aucune prime n'a été versé(e) à cause de COVID-19.

Comme prévu par la loi du 28 avril 2020, Roularta Media Group communique pour 2023 le rapport entre la rémunération du CEO et la rémunération la plus basse (exprimée en équivalent temps plein). Ce ratio s'élève à 22,91.

Roularta Media Group Structure du Groupe 31/12/2023*

*Partie de la déclaration d'informations non financières (page 48).



Belgique Pays-Bas Allemagne France

(1) Établissement permanent/Zweigniederlassung inscrit au registre du commerce de Augsburg, en Allemagne, sous le numéro HRB 36615.
 (2) Senior Publications Verwaltungs GmbH a cessé ses activités et a été mise en liquidation avec effet au 1^{er} janvier 2022.
 (3) Bayard Media Verwaltungs GmbH n'a plus d'activités et a été mise en liquidation au premier trimestre 2022.

États financiers consolidés

Les états financiers consolidés ci-dessous présentent les chiffres des exercices clos le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022. Les notes annexes font partie intégrante de ces parties des états financiers.

1. COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

EN MILLIERS D'EUROS	Annexe	31/12/2023	31/12/2022
Chiffre d'affaires	4	323.526	343.140
Production immobilisée		1.865	2.794
Approvisionnements et marchandises		-62.249	-67.828
Services et biens divers	5	-135.533	-143.389
Frais de personnel	6	-114.658	-110.538
Autres produits d'exploitation	8	5.282	6.175
Autres charges d'exploitation	8	-2.178	-3.369
Dépréciations sur stocks et sur créances	7	-846	-536
Provisions	24	3.707	1.147
Quote-part du résultat net des entreprises associées et coentreprises	16	2.678	2.485
EBITDA		21.595	30.081
Amortissements et réductions de valeur exceptionnelles		-18.359	-24.586
<i>Amortissements sur immobilisations (in)corporelles</i>	14 & 15	-18.359	-19.586
<i>Réductions de valeur exceptionnelles</i>	14	-	-5.000
Résultat opérationnel - EBIT		3.236	5.495
Produits financiers	9	853	171
Charges financières	9	-461	-486
Résultat opérationnel après charges financières nettes		3.629	5.180
Impôts sur le résultat	10	-1.261	-4.625
Résultat net		2.368	555
Résultat net des entreprises consolidées		2.368	555
Attribuable aux :			
Intérêts minoritaires	22	18	-7.065
Actionnaires de Roularta Media Group		2.350	7.620
RÉSULTAT PAR ACTION			
EN EUROS	Annexe	31/12/2023	31/12/2022
Résultat de base par action	11	0,20	0,65
Résultat dilué par action	11	0,20	0,65

2. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

EN MILLIERS D'EUROS	Annexe	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net des entreprises consolidées		2.368	555
Autres éléments du résultat global			
Autres éléments du résultat global : éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net			
Avantages du personnel non courants - écarts actuariels		447	601
Impôts différés concernant les autres éléments du résultat global		-112	-150
Quote-part dans les autres éléments du résultat non susceptibles d'être reclassés des entreprises associées et coentreprises		-189	-18
Autres éléments du résultat global		146	433
Résultat global consolidé		2.514	988
Attribuable aux :			
Intérêts minoritaires		18	-7.065
Actionnaires de Roularta Media Group		2.496	8.053



3. BILAN CONSOLIDÉ

ACTIFS EN MILLIERS D'EUROS	Annexe	31/12/2023	31/12/2022
Actifs non courants		223.272	221.865
Goodwill	13	9.852	9.852
Immobilisations incorporelles	14	85.686	85.126
Immobilisations corporelles	15	70.830	67.538
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	53.511	55.051
Participations en actifs financiers, prêts, cautions	17	494	1.165
Clients et autres créances	18	-	121
Actifs d'impôts différés	19	2.899	3.012
Actifs courants		140.184	159.189
Stocks	20	10.889	12.801
Clients et autres créances	18	52.777	54.819
Créances relatives aux impôts		1.949	1.922
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21	68.267	84.480
Charges à reporter et produits acquis		6.301	5.167
Total de l'actif		363.456	381.054
PASSIFS EN MILLIERS D'EUROS	Annexe	31/12/2023	31/12/2022
Capitaux propres		216.775	225.792
Capitaux propres - part du Groupe		217.003	226.039
<i>Capital souscrit</i>	22	80.000	80.000
<i>Actions propres</i>	22	-30.020	-31.109
<i>Résultat reporté</i>		166.366	175.307
<i>Autres réserves</i>	22	657	1.841
Intérêts minoritaires	22	-228	-247
Passifs non courants		24.038	30.237
Provisions	24	2.901	6.328
Avantages du personnel	25	5.887	6.601
Passifs d'impôts différés	19	9.208	8.200
Dettes financières	26	6.029	8.846
Autres dettes	27	13	262
Passifs courants		122.643	125.025
Dettes financières	26	5.444	2.620
Dettes commerciales	27	43.824	49.182
Acomptes reçus	27	41.732	40.880
Avantages du personnel	27	18.728	18.963
Impôts	27	1.422	903
Autres dettes	27	5.091	5.336
Charges à imputer et produits à reporter	27	6.402	7.141
Total du passif		363.456	381.054

4. TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS D'EUROS	Annexe	31/12/2023	31/12/2022
Flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles			
Résultat net des entreprises consolidées		2.368	555
Quote-part du résultat net des entreprises associées et coentreprises	16	-2.678	-2.485
Dividendes reçus d'entreprises associées et de coentreprises	16	4.000	4.750
Impôts sur le résultat	10	1.261	4.625
Charges d'intérêt	9	461	486
Produits d'intérêt (-)	9	-853	-171
Moins-values (+) / plus-values (-) sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles		-1.222	-1.656
Éléments sans effet de trésorerie		15.528	23.085
<i>Amortissements des immobilisations (in)corporelles</i>	14 & 15	18.359	19.586
<i>Réductions de valeur exceptionnelles</i>	14	-	5.000
<i>Charges relatives aux paiements fondés sur des actions</i>	6	30	3
<i>Dotations (+) / reprises (-) provisions</i>	24	-3.707	-1.147
<i>Autres éléments sans effet de trésorerie</i>	8	845	-358
Flux de trésorerie bruts relatifs aux activités opérationnelles		18.863	29.188
Variation des clients		3.611	766
Variation des stocks		2.158	-3.566
Variations des dettes commerciales		-7.508	1.143
Autres variations du fonds de roulement (a)		-2.934	-8.019
Variations du fonds de roulement		-4.673	-9.676
Impôts sur le résultat payés		-645	-1.367
Intérêts payés (-)		-461	-486
Intérêts reçus		702	171
FLUX DE TRÉSORERIE NETS RELATIFS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (A)		13.787	17.831

(a) Variation des autres créances courantes, charges à reporter et produits acquis, provisions, avantages du personnel, autres dettes, acomptes reçus et charges à imputer et produits à reporter.

EN MILLIERS D'EUROS	Annexe	31/12/2023	31/12/2022
Flux de trésorerie relatifs aux activités d'investissement			
Immobilisations incorporelles - acquisitions	14	-7.574	-5.319
Immobilisations corporelles - acquisitions	15	-8.480	-4.289
Immobilisations corporelles - autres variations		1.624	557
Flux de trésorerie nets relatifs aux acquisitions	30	-1.231	-17.988
Flux de trésorerie nets relatifs aux cessions	30	-	-425
Participations en actifs financiers, prêts, cautions - autres variations		206	1.301
FLUX DE TRÉSORERIE NETS RELATIFS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (B)		-15.455	-26.162
Flux de trésorerie relatifs aux activités de financement			
Dividendes versés		-11.783	-11.766
Actions propres		221	184
Diminution des dettes financières non courantes		-500	-
Remboursement des dettes de leasing		-2.484	-2.267
FLUX DE TRÉSORERIE NETS RELATIFS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (C)		-14.545	-13.849
VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A+B+C)		-16.213	-22.180
Trésorerie et équivalents de trésorerie, solde d'ouverture		84.480	106.660
Trésorerie et équivalents de trésorerie, solde de clôture		68.267	84.480
VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		-16.213	-22.180

5. ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

2023 EN MILLIERS D'EUROS	Capital souscrit	Actions propres	Résultat reporté	Autres réserves	Capitaux propres - Roularta Media Group	Intérêts minori- taires	Total capitaux propres
Solde d'ouverture au 01/01/2023	80.000	-31.109	175.307	1.841	226.039	-247	225.792
Résultat net	-	-	2.350	-	2.350	18	2.368
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	-	-	-	146	146	-	146
Résultat global total	-	-	2.350	146	2.496	18	2.514
Exercice d'options	-	221	-	-	221	-	221
Dividendes	-	-	-11.783	-	-11.783	-	-11.783
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	30	30	-	30
Autres augmentations/diminutions	-	868	491	-1.359	-	-	-
Solde de clôture au 31/12/2023	80.000	-30.020	166.366	657	217.003	-228	216.775

2022 EN MILLIERS D'EUROS	Capital souscrit	Actions propres	Résultat reporté	Autres réserves	Capitaux propres - Roularta Media Group	Intérêts minori- taires	Total capitaux propres
Solde d'ouverture au 01/01/2022	80.000	-32.028	180.188	1.404	229.564	13.027	242.591
Résultat net	-	-	7.620	-	7.620	-7.065	555
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	-	-	-	433	433	-	433
Résultat global total	-	-	7.620	433	8.053	-7.065	988
Exercice d'options	-	184	-	-	184	-	184
Dividendes	-	-	-11.766	-	-11.766	-	-11.766
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	3	3	-	3
Perte de contrôle d'une filiale	-	-	-	-	-	-6.208	-6.208
Autres augmentations/diminutions	-	735	-735	-	-	-	-
Solde de clôture au 31/12/2022	80.000	-31.109	175.307	1.841	226.039	-247	225.792

TABLE OF CONTENTS OF NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 - Main financial accounting principles applied	109
Note 2 - Group structure	118
Note 3 - Segmented information	120
Note 4 - Sales	123
Note 5 - Services and other goods	125
Note 6 - Personnel charges	125
Note 7 - Write-down of inventories and receivables	126
Note 8 - Other operating income and expenses	126
Note 9 - Financial income and expenses	127
Note 10 - Income taxes	127
Note 11 - Earnings per share	129
Note 12 - Dividends	129
Note 13 - Goodwill	130
Note 14 - Intangible assets	131
Note 15 - Property, plant and equipment	136
Note 16 - Investments accounted for using the equity method	138
Note 17 - Investments in financial assets, loans and guarantees	142
Note 18 - Trade and other receivables	143
Note 19 - Deferred tax assets and liabilities	145
Note 20 - Inventories	146
Note 21 - Cash and cash equivalents	146
Note 22 - Equity	147
Note 23 - Share-based payments	148
Note 24 - Provisions	149
Note 25 - Non-current employee benefits	151
Note 26 - Financial debts	153
Note 27 - Other notes on liabilities	155
Note 28 - Contingent liabilities and contractual commitments for the acquisition of property, plant and equipment	156
Note 29 - Financial instruments - risks and fair value	156
Note 30 - Cash flows related to acquisitions and divestments	159
Note 31 - Fees of the statutory auditor and related persons	161
Note 32 - Related party transactions	161
Note 33 - Important events subsequent to the balance sheet date	162
Statutory annual accounts	163
Statutory auditor's report	166

Notes to the consolidated financial statements

NOTE 1 - MAIN FINANCIAL ACCOUNTING PRINCIPLES APPLIED

1.1 Presentation basis

The consolidated financial statements are prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS) issued by the International Accounting Standards Board (IASB), and with the interpretations issued by the International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC) of the IASB that were approved by the European Commission.

The consolidated financial statements provide a general overview of the Group's activities and the results achieved. It provides a true and fair view of the financial position, financial performance and cash flows of the entity, and is based on the assumption that continuity is guaranteed. It is drawn up in thousands of euros.

The consolidated financial statements for financial year 2023 were approved by the board of directors on 29 March 2024 and can be amended until the general meeting of 21 May 2024.

1.2 New and revised standards and interpretations

Standards and interpretations applicable for the annual period beginning on or after 1 January 2023

- IFRS 17 Insurance Contracts
- Amendments to IFRS 17 Insurance contracts: Initial Application of IFRS 17 and IFRS 9 – Comparative Information
- Amendments to IAS 1 Presentation of Financial Statements and IFRS Practice Statement 2: Disclosure of Accounting Policies
- Amendments to IAS 8 Accounting policies, Changes in Accounting Estimates and Errors: Definition of Accounting Estimates
- Amendments to IAS 12 Income Taxes: Deferred Tax related to Assets and Liabilities arising from a Single Transaction
- Amendments to IAS 12 Income taxes: International Tax Reform – Pillar Two Model Rules (effective immediately – disclosures are required for annual periods beginning on or after 1 January 2023)

The adoption of these IFRS standards had no significant impact on the Group's consolidated financial statements.

¹ not yet endorsed within the European Union

Standards and interpretations published, but not yet applicable for the annual period beginning on 1 January 2023

- Amendments to IAS 1 Presentation of Financial Statements: Classification of Liabilities as Current or Non-current and Non-current Liabilities with Covenants (applicable for annual periods beginning on or after 1 January 2024)
- Amendments to IFRS 16 Leases: Lease Liability in a Sale and Leaseback (applicable for annual periods beginning on or after 1 January 2024)
- Amendments to IAS 7 Statement of Cash Flows and IFRS 7 Financial Instruments: Disclosures: Supplier Finance Arrangements (applicable for annual periods beginning on or after 1 January 2024¹)
- Amendments to IAS 21 The Effects of Changes in Foreign Exchange Rates: Lack of Exchangeability (applicable for annual periods beginning on or after 1 January 2025¹)

The Group does not expect the adoption of these IFRS standards to have a significant impact on the consolidated financial statements.

1.3 Consolidation principles

The consolidated financial statements consolidate the financial data of Roularta Media Group NV, its subsidiaries and joint ventures, after the elimination of all material transactions within the Group.

Subsidiaries are entities over which Roularta Media Group NV exercises decisive control. It consolidates these applying the integral consolidation method.

The financial statements of the subsidiaries are prepared for the same financial year as that of the parent company and on the basis of uniform accounting principles for comparable transactions and other events in similar circumstances.

Joint ventures and associates

A **joint agreement** is present when Roularta Media Group NV has a contractual agreement to share control with one or more parties, which is only the case if decisions about the relevant activities require the unanimous approval of the parties that have joint control.

Associates are companies in which Roularta Media Group NV, directly or indirectly, has significant influence and which are not subsidiaries or joint ventures. This is assumed to be the case if the Group holds at least 20% of the voting rights attached to the shares.

The included financial information relating to these companies has been prepared in accordance with the Group's accounting policies and processed using the equity accounting method.

If the Group's share in the losses of a joint venture or associate exceeds the carrying amount of the participation, the carrying amount is set to zero and additional losses are only recognised to the extent that the Group has taken on additional liabilities. In this case the accumulated loss is recognised under the provisions for other risks and costs.

The net carrying amount of participating interests in joint ventures and associates is re-evaluated if there are indications of an impairment, or indications that previously recognised impairments are no longer justified. Participating interests in joint ventures and associates in the balance sheet also include the carrying amount of related goodwill.

The share in the result of associates and joint ventures is included in the operating income of the Group.

1.4 Foreign currencies

Foreign currency transactions

A transaction in a foreign currency is recognised upon initial recognition in the functional currency by applying the spot rate prevailing on the date of the transaction to the foreign currency amount. On each balance sheet date, the monetary items that are denominated in a foreign currency are converted based on the closing exchange rate.

Non-monetary assets and liabilities are converted at the exchange rate for the date of the transaction. Exchange rate differences arising from the settlement of monetary items, or from the conversion of monetary items at a rate different from the rate at which they were first recognised, are recognised in the profit and loss account as other operating income or expenses in the period in which they occur.

1.5 Goodwill

When acquiring subsidiaries, goodwill is recognised from the acquisition date for the surplus of, on the one hand, the total of the fair value of the remuneration transferred, the amount of any minority interests and (in a business combination that is realised in multiple phases) the fair value of the previously held equity interest, and on the other hand, the net balance of the identifiable acquired assets and liabilities. If this total, even after reassessment, results in a negative amount,

this profit is immediately recognised in the profit and loss account.

In accordance with IFRS 36, goodwill is not depreciated but is subject to an impairment test at least once each year, and whenever there is an indication that a cash-generating entity may have undergone an impairment.

Goodwill accrued on the acquisition of joint ventures or associates is included in the carrying amount of the relevant participating interest and is not tested for impairment separately; the full carrying amount of the investment is tested as a single asset according to the provisions of IAS 36 Impairment of assets.

1.6 Intangible assets other than goodwill

Intangible assets include brands, customer portfolios, software, concessions, property rights and similar rights acquired from third parties or acquired through contributions, as well as internally generated software.

Up to and including 30 June 2018, each cash-generating unit represented an identifiable group of assets with the same risk profile, generating cash inflows and which is largely independent of cash inflows from other groups of assets. Since 30 June 2018, each brand is considered a separate cash-generating unit.

The capitalised amount includes the costs of materials, direct wage costs and a proportional part of the overhead costs.

Since the 2022 financial year, software solutions are increasingly relying on SaaS solutions for which the Group is following the agenda decisions of the IFRIC (IFRS Interpretations Committee) on cloud computing agreements (published in March 2019) and has taken into account the related implementation and configuration costs (published in 2021). The contracts for the SaaS agreements (and associated implementation costs) are examined on a transaction basis. If it is judged that the Group only gains access to the cloud services and does not acquire control over an underlying intangible asset, the licensing and implementation costs are not recognised as intangible assets but are recognised as costs when the services are received.

Depreciation

Intangible assets are depreciated according to the straight-line method over the expected useful life from the date the asset is available.

The following useful lives are applied:

- Development costs 3 years
- Software 3 to 5 years
- Concessions, property rights and related rights :

- According to the expected useful life
- Customer portfolio 20 years/15 years/5 years
- Brands (from 2018)
 - 40 yrs/20 yrs/10 yrs/5 yrs
 - (see also main sources of estimation uncertainty)

The table below shows the initial useful lives of the brands, unless specifically indicated that it concerns a different intangible fixed asset.

	Total useful life
De Tijd/L'Echo	40
Landleven	20
Libelle/Femmes d'Aujourd'hui	20
Plus Magazine België	20
Plus Magazine Nederland	20
EW	20
EW (klantenportefeuille)	15
Top Uitgaves	10
Fiscaal-juridisch	10
Feeling/Gael	10
BePublic-BeReal	10
Télépro	10
Truckstar	10
Beleggers Belangen	10
50+ Beurs & Festival	10
Fiets	10
Happinez	10
Flow	10
Plus Magazine Nederland (klantenportefeuille)	5
Black Tiger (klantenportefeuille)	5
Gezondheid.be/Passionsanté.be	5
Beleggers Belangen, Truckstar, Fiets (klantenportefeuille)	5
Helden	5
Yoga	5
Psychologie	5

In accordance with IAS 36, an assessment is made on each balance sheet date to determine whether there are indications that an asset is subject to impairment. If such indications are present, the recoverable amount of the asset is estimated as the higher of its realisable value less costs to sell and its value in use. An impairment is recognised if the carrying amount of an asset, or the cash-generating unit to which the asset belongs, is higher than the realisable value. These impairments are recognised in the profit and loss account.

The determination of the value in use is based on the

discounted cash flow model, in particular the discounting of future cash flows resulting from the continued operation of the unit, whereby management has assumed a cash flow forecast based on a five-year business plan. Future cash flows are discounted based on a weighted average cost of capital. To determine the cash flow projections after the most recent budget period, they are extrapolated on the basis of a growth rate.

When determining the weighted average cost of capital, a different interest rate, risk profile and tax rate are taken into account in Belgium than in the Netherlands. The long-term growth rate reflects expectations within the media world.

The determination of the fair value less selling costs is based either on an empirical method, whereby a transaction multiple, obtained from comparable transactions in the media sector and from experience data, was applied to the revenue criterion, or on a market value based on similar transactions in the market.

1.7 Tangible fixed assets

Tangible fixed assets are valued at their cost price, less any cumulative depreciation and any cumulative impairment losses (in accordance with IAS 36). The cost price includes the initial purchase price plus all directly attributable costs (such as non-refundable taxes, transportation). The cost price of a self-manufactured asset includes the cost price of the materials, direct wage costs and a proportional part of the production overhead.

Leases

The Group has applied IFRS 16 Leases from 1 January 2019 under the simplified transition method and mainly has leasing agreements with regard to buildings and cars.

Depreciation

The depreciable amount of an asset (being cost less the residual value) is recognised in the profit and loss account using the straight-line method over the expected useful life from the date the asset is available for use.

The following useful lives are applied:

- Buildings
 - » Revalued 20 years
 - » Not revalued 33 years
 - » Buildings on leasehold land duration of the leasehold
 - » Refurbishment with valuable capital gain 10 years
- Property, plant and equipment
 - » Printing presses and finishing lines 3 to 23 years

» Other	5 years
• Furniture and office equipment	5 to 10 years
• Electronic equipment	3 to 5 years
• Rolling stock	4 to 5 years
• Other tangible fixed assets	5 to 10 years
• Assets under construction and prepayments	no depreciation
• Leases and similar rights	3 to 20 years

Ground is not depreciated since it is assumed that it has an indefinite useful life.

1.8 Financial assets

Criteria for the initial recognition and derecognition of financial assets

Financial assets are recorded when the Group becomes party to the contractual provisions of the instrument.

Financial assets are no longer recognised if the contractual rights to the cash flows of the financial asset expire or if the Group transfers the financial asset and its risks and benefits.

Classification and initial valuation of financial assets

When first recognised, a financial asset is classified in one of the three valuation categories:

- Financial assets valued at amortised cost
- Financial assets valued at fair value with value adjustments recognised in the other components of the total result
- Financial assets valued at fair value with value adjustments recognised in the profit and loss account

Financial assets are initially valued at fair value, except for trade receivables that do not have a significant financing component. These are initially recognised at their transaction price. The transaction costs that are directly attributable to the acquisition of financial assets are added to the fair value of the financial assets on initial recognition, with the exception of the category of financial assets valued at fair value with changes in value recognised in the profit and loss account, where the transaction costs are recognised directly in the profit and loss account.

Valuation of financial assets after initial recognition

Financial assets measured at amortised cost

Financial assets are valued at amortised cost if they meet the following conditions (and are not designated as valued at fair value with value changes recognised in the profit and loss account):

- the financial asset is held within a business model designed to hold financial assets to receive contractual cash flows, and
- The contract terms of the financial asset give rise to cash flows on certain dates that only

concern repayments and interest payments on the outstanding principal amount.

After the initial valuation, they are valued at amortised cost using the effective interest method.

When the effect of discounting is immaterial, no discount is applied.

The Group's long-term receivables, trade receivables, short-term receivables, cash and cash equivalents are classified and valued at amortised cost.

Financial assets valued at fair value with value adjustments recognised in the other components of the total result

The Group values financial assets at fair value with recognition of changes in value in the other parts of the total result when the following conditions are met:

- The financial asset is held within a business model whose purpose is achieved by both receiving contractual cash flows and selling financial assets; and
- The contract terms of the financial asset give rise to cash flows on certain dates that only concern repayments and interest payments on the outstanding principal amount.

A gain or loss arising from a change in the fair value of the financial asset is recognised in the other components of the total result and accumulated in the revaluation reserve. Only dividends are recognised in the profit and loss account. The amounts presented in the other components of the total result may not later be transferred to profit or loss. However, the entity may reclassify the cumulative gain or loss within equity.

Financial assets valued at fair value with value adjustments recognised in the profit and loss account

Financial assets held in a business model other than 'to receive contractual cash flows' or 'to receive contractual cash flows or to sell financial assets' are categorised as valued at fair value through profit and loss.

Upon initial recognition, the Group may make the irrevocable choice to present in the other components of the total result subsequent changes in the fair value of an investment in an equity instrument that falls within the scope of IFRS 9 that is not held for trading, if it is also not a contingent consideration of an acquiring party at a business combination to which IFRS 3 applies.

The Group also has the option of valuing a financial asset that is normally valued at amortised cost or at fair value through the recognition of changes in value in the other components of the total result, at fair value through recognition of changes in value in the profit and loss account if as a result an inconsistency in valuation or recognition (an accounting mismatch) is

eliminated or reduced.

A gain or loss arising from a change in the fair value of the financial asset is recognised in the profit and loss account.

The financial assets (unlisted equity investments) that are classified under the item 'Investments in financial assets' are identified as being valued at fair value through the profit and loss account.

Impairment of financial assets

The Group determines the value of the provision for losses (impairment) on each reporting date. It recognises this impairment for credit losses to be expected during the term of all financial instruments for which the credit risk – whether on an individual or collective basis – has increased significantly since initial recognition, taking into account all reasonable and substantiated information, including forward-looking information.

Specifically, the following assets are included in the assessment of the Group's impairment: trade receivables, accounts receivable (fixed and current), cash and cash equivalents.

For trade receivables that do not contain a significant financing component (i.e. virtually all trade receivables), IFRS 9 provides a simplified method for measuring loss compensation at an amount equal to the expected credit losses. For more detail about this: see below under 'Trade and other receivables'.

1.9 Inventories

Inventories are valued at cost price (purchase costs or conversion costs) according to the FIFO method (first-in, first-out) or at net realisable value if this is lower.

The conversion cost includes all direct and indirect costs that are needed to bring the inventories to their current location and state.

Net realisable value is the estimated selling price in the context of normal business operations, less the estimated costs of completion and the estimated costs necessary to realise the sale.

Outdated and slowly rotating inventories are systematically written off.

1.10 Trade and other receivables

Short-term trade receivables and other receivables are valued at cost less provisions for estimated uncollectable amounts.

At the end of the financial year, an estimate is made of doubtful receivables based on an evaluation of all outstanding amounts. Doubtful debts are written off in the year in which they are identified as such.

For trade receivables that do not contain a significant

financing component (i.e. almost all trade receivables), the provision for losses is valued at an amount equal to the expected credit losses during the term. These are the expected credit losses that arise from all possible defaults during the expected life of these trade receivables, based on a provision matrix that takes into account historical information about payment defaults adjusted for future-oriented information per customer.

The Group considers a financial asset to be in default when the receivables are more than 120 days overdue or are subject to a debt collection procedure. Nevertheless, the Group also considers a financial asset to be in default when internal or external information indicates that it is unlikely that the Group will receive the outstanding contractual amounts in full, before appealing to any credit insurance the Group might hold.

1.11 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents include cash and demand deposits, short-term investments (< 3 months), short-term highly liquid investments that can be immediately converted into cash, the amount of which is known and that do not entail a material risk of change in value.

1.12 Treasury shares

Treasury shares are deducted from equity and reported in the statement of changes in equity. No gain or loss is recognised on the repurchase and sale of treasury shares.

1.13 Provisions

Provisions are recognised when the Group has an existing (legally enforceable or de facto) liability as a result of an event in the past, when it is probable that an outflow of funds entailing economic benefits will be required to discharge the liability and if the amount of the liability can be reliably estimated.

If the Group expects that some or all of the expenses required to settle a provision will be reimbursed, the reimbursement is recognised if and only if it is virtually certain that the reimbursement will be received.

Reorganisation

A provision for reorganisation is created if the Group has approved a detailed formal reorganisation plan and if the implementation of the reorganisation plan has begun, or if the main features of the reorganisation plan have been communicated to those involved.

1.14 Employee benefits

Pension obligations

There are a number of 'defined contribution plans' within the Group. However, these plans are legally subject to minimum guaranteed returns in Belgium. Due to these guaranteed minimum returns, all Belgian defined contribution plans are considered under IFRS as a defined benefit pension plan. These plans, which are funded by group insurance policies, were recognised as defined contribution plans until 2015.

The new legislation that came into effect in December 2015 brought with it the mandatory qualification as a defined benefit pension plan. The present value of the gross liability is calculated according to the projected unit credit method, with actuarial calculation occurring at the end of the year. Based on this method, the liabilities with regard to past service and the accrued plan assets are calculated. The difference between the liability and the fair value of the plan assets is recognised by the Group in the balance sheet as employee benefits.

For the defined benefit pension plans, the provisions are formed by calculating the actuarial current value of future contributions to the employees concerned. Defined benefit pension costs are divided into two categories:

- pension costs, gains and losses on curtailments and settlements attributed to the year of service and previous years of service;
- net interest costs or income

The costs of past service, the net interest costs, the revaluation of other long-term employee benefits, administration costs and taxes for the year are included under employee benefits in the consolidated profit and loss account. The revaluation of the net defined pension obligation is included in the consolidated statement of realised and unrealised results as a part of the unrealised results.

The Group also includes a provision for early retirement. The amount of these provisions is equal to the present value of future benefits promised to the employees concerned.

Share-based payment transactions

Various warrant and share option plans allow management and executives to acquire company shares. IFRS 2 is applied to all share-based payment transactions granted after 7 November 2002 that had not yet become unconditional on 1 January 2005. The exercise price of an option is determined on the basis of the average closing price of the share during the thirty days preceding the date of the offering of the options or the last closing price before the day of the offering. The fair value of the option is calculated based on the Black and Scholes formula. When the options are exercised, equity is increased by the amount of the exercise price received.

Other long-term employee benefits

This mainly concerns the rate advantages on subscriptions and jubilee benefits. The amount of this provision is equal to the present value of these future benefits.

1.15 Financial debts

Financial debts, except derivatives, are initially recognised at fair value of the cash received, after

deduction of transaction costs. After initial recognition, loans and other financing obligations are valued at the amortised cost based on the effective interest method.

The valuation of a liability on a put option of a participation valued according to the equity accounting method or of a minority interest

A financial liability is recognised at the fair value of the put option. The fair value is the present value of the estimated amount to be repaid and depends on a management estimate based on a number of assumptions (i.e. the expected market value, the estimated probability of exercising the put option in the various years and the expected WACC). The liability will then be restated in the profit and loss account in the case of value adjustments, including the effect of the unwinding of the discount and other changes in the estimated amount to be repaid due to changes in management's assumptions.

1.16 Trade and other payables

Trade and other payables are recognised at cost.

1.17 Taxes

Tax on the result of the financial year is the total amount that is recognised in the profit or loss for the period with respect to current taxes and deferred taxes. The tax expense is recognised in the profit and loss account over the period, unless the tax arises from a transaction or event that is recognised directly in equity. In this case, the taxes are charged directly to equity.

Current taxes for current and prior periods, to the extent that they have not yet been paid, are recognised as a liability. If the amount already paid with respect to the current and prior periods is greater than the amount due over this period, the balance is recognised as an asset. For the calculation, the tax rates were used whose legislative process was materially closed on the balance sheet date.

Deferred taxes are recognised on the basis of the liability method, for all temporary differences between the taxable basis and the carrying amount for financial reporting purposes, both for assets and liabilities. For the calculation, the tax rates were used whose legislative process was materially closed on the balance sheet date.

According to this method, the Group must recognise deferred taxes in a business combination resulting from the difference between the fair value of the acquired assets, liabilities and contingent liabilities and their tax base resulting from the business combination.

Deferred tax assets are only recognised if it is probable that there will be sufficient future taxable profits to be able to enjoy the tax benefit. Deferred tax assets are reversed if it is no longer probable that the related tax

benefit will be realised.

1.18 Government subsidies

Government subsidies to compensate for costs incurred by the Group are systematically recognised as income under other operating income in the same period in which these costs are incurred.

1.19 Revenue

The Group applies the five-step model described in IFRS 15 for the recognition of revenue arising from contracts with customers. Revenue is recognised for the amount of compensation to which the Group expects to be entitled in exchange for the transfer of goods or services to a customer.

The most important activities from which Roularta Media Group generates its revenue are described below, per segment. There are two operating segments within the Group: 'Media Brands' and 'Printing Services'.

Within the 'Media Brands' segment (the brands operated by RMG and its participations), revenue is primarily generated from magazines, free press publications, newspapers, TV, events and website services. The typical term of customer contracts is 12 months or less. The revenue mainly consists of subscription income, income from newsstand sales, advertising income and income from line extensions of the brands.

The recognition of revenue generally coincides with the transfer of the delivered goods. For subscriptions, an amount is received either at the start or periodically for the period in which the magazines are delivered. Magazine revenue is spread over time and allocated to the correct period, i.e. at the issue date of the magazines. For prepayments of, for example, a subscription, a 'contract liability' is recognised until the end of the subscription. Revenue from newsstand sales are recognised according to the issue date of the issue. Recognition of advertising revenue occurs when the advertising appears.

In addition, there is the 'Printing Services' segment, which includes the pre-press and printing activities for in-house brands and external customers. Pre-press activities refer to the work of compiling the magazines before they roll off the printing presses or are published on the website.

The recognition of pre-press or printed matter revenue coincides with the delivery of the service/goods, i.e. when the finished pre-press service or the printed matter is delivered.

Revenue from exchange agreements concern transactions between two parties in which non-equal services and goods are sold to each other. These

transactions are valued on the basis of the current market price, taking into account the applicable discounts that also apply to similar transactions that do not constitute an exchange. In the profit and loss account, revenue is recorded as revenue and the costs as services and other goods.

The terminology 'contract assets' and 'contract liabilities' used in IFRS 15 is not used in the balance sheet, but is described in the note concerning revenue. IFRS 15 has been applicable since January 2018 and has had no significant influence on the financial position and/or financial performance of the group.

1.20 Financing expenses

Financing expenses are recognised as an expense in the period in which they are incurred.

1.21 Crucial assessments and main sources of estimation uncertainty

The preparation of the financial statements in accordance with IFRS requires management to make judgements, estimates and assumptions that can affect the amounts included in the financial statements.

The assumptions and related estimates are based on past experience and various other factors that can be considered reasonable given the circumstances. The results of this form the basis for the assessment of the carrying amount of assets and the liabilities that are not easily apparent from other sources. The actual results may differ from these estimates. The estimates and underlying assumptions are reviewed periodically.

Main sources of assessments and estimation uncertainty:

Assessment of the useful life of the brands
Various brands had an indefinite useful life through 30 June 2018. As of 1 July 2018, it was decided to change the useful life of the brands in the portfolio to a specific useful life. From 1 July 2018, the value of the brands will be depreciated according to their estimated useful life. Since this date, each brand has been regarded as a separate cash-generating unit (CGU) since each brand forms an identity in itself, with its own strategic positioning, its own target group, its own values, its own marketing and sales approach, which are individually managed to achieve the highest value per brand.

The following breakdown of brands according to their useful life is a general guideline that was developed by management based on their insights into the media sector and their testing of these insights against reality. Four groups were identified for the initial determination of the useful life.

- A 40-year economic useful life is for 'super' brands that already have very strong name

recognition and are still growing in terms of revenue and/or EBITDA and have a carrying amount that is less than 10 times the brand's EBITDA. These 'super' brands are also recognised outside the media sector (alongside other major brands).

- A 20-year economic useful life is for brands that already have name recognition and can still grow in terms of revenue and/or EBITDA and have a carrying amount that is less than 10 times the brand's EBITDA. These 'growth' brands are also recognised outside the sector (alongside other major brands).
- A 10-year economic useful life is for 'mature' brands whose revenue/EBITDA is stable or slightly decreasing over the last 5 years but with a carrying amount greater than or equal to € 1 million. These are brands with relatively significant name and value recognition in the sector in which they operate.
- A 5-year economic useful life is for young (a few years old) or small brands, which still have much to prove but with potential and a limited carrying amount (< € 1 million). The useful life here is limited but such a brand can be further developed in the coming years.

Based on an individual assessment per brand and estimates made by management, each brand is classified into one of the above-mentioned groups of brands (i.e. 'super' brands, 'growth' brands, 'mature' brands and 'young'/'small' brands). However, these estimates by management can be negatively influenced by generally unfavourable market developments, measures imposed by government (including but not limited to government measures in the context of pandemics) and/or disappointing performance by one or more brands. As a result, management may be forced to adjust the estimates made regarding the life/useful life of a brand and to transfer the brand to another group of brands.

At the end of the current reporting period, there are no indications that adjustments need to be made to the classification of the brands into the different brand groups, nor that the useful life of a brand would have decreased more than initially estimated.

We refer to Notes 14 and 16 for a sensitivity analysis performed in 2023 on the useful lives of the various brands.

Impairments on goodwill and intangible assets as included in Notes 13 and 14

If indicators of impairment are identified, a specific test is performed. Testing whether there are impairments on intangible assets and goodwill requires making significant estimates of among others the following parameters: discount rate, growth rate of advertising income, growth rate of the number of

subscribers, newsstand sales and subscription prices, evolution of printing and paper costs, and indirect costs. In conducting an impairment test, management will use the history of these parameters and the expectation of how these parameters will evolve over a period of five years compared to what they were at the time of the test. In addition, management makes an estimate of the growth rate after this period.

A possible change in one or more parameters can lead to a significant change in the realisable value. We refer to Note 14 regarding intangible assets.

Valuation of business combinations

In November 2023, Roularta Media Nederland BV acquired 100% of the shares in WPG Media, which was later renamed to RMN Mindstyle BV, for total compensation of € 2.1 million. Consequently, an allocation of the acquisition price had to be made in accordance with IFRS 3. We refer to Note 2 – Group Structure. This allocation is based on a complex valuation and accounting exercise to determine the fair value of the assets and liabilities of the acquired business in accordance with IFRS 3 Business Combinations and IFRS 13 for the measurement of fair value where the result is highly dependent on the assumptions made.

Defined benefit pension plans

The costs of the defined benefit pension plan (see Note 25) and the present value of the pension obligation are determined by means of actuarial valuations. An actuarial valuation involves making various assumptions that may differ from actual developments in the future. These include the determination of the discount rate, future salary increases, future inflation, employee turnover and death rates. Due to the complexity of the valuation and its long-term nature, a defined benefit pension obligation is very sensitive to changes in these assumptions. All assumptions are revised on the balance sheet date.

Deferred tax assets

Deferred tax assets are recognised on tax losses and tax credits to be carried forward to the extent that it is probable that future taxable profit will be available against which the tax losses and credits can be set off. In making this assessment, management considers elements such as the long-term business strategy and the local tax laws in effect on the reporting date.

Lawsuits and disputes

The Group is involved in a number of pending disputes for which provisions are made if it is likely that there will be a cash outflow of resources and if the amount can be estimated reliably.

1.22 Additional note regarding impact and risk management of general business risks

In 2023, the Group had to contend with significant cost increases for personnel (indexation of > 11% at the beginning of 2023), energy and overall inflation. Paper prices fell slightly compared to 2022, but remain at a high level. To keep profitability under control, price increases were implemented along with a policy of strict cost control. In 2024, the Group expects further pressure from higher personnel and energy costs and will therefore continue to focus on strict cost control by, among other things, realising efficiencies with its Dutch subsidiaries. As far as the distribution of magazines is concerned, the Group is investigating all possible avenues to maintain competitive rates from 1 July 2024. Based on current estimates, we expect stable to declining paper prices for 2024.

In order to control the price risk of paper, periodic contracts are concluded for newspaper and magazine paper. In order to mitigate the risk of price increases in energy and to avoid peaks, click contracts are used for a part of the energy consumption, whereby the price is fixed in advance, regardless of market conditions.

Interruptions in the supply of energy, raw materials

and/or goods are not currently expected, but may follow if the geopolitical situation deteriorates. Interruption of raw materials can be overcome for many of the Group's products by offering readers and advertisers only the digital version. An interruption of energy means that both digital and physical products can no longer be supplied and could thus lead to a temporary loss of revenue.

1.23 Climate change and its effect on financial reporting

The EU and its Member States have signed and ratified the Paris Agreement with the aim of creating the first climate neutral economy and society. As part of these climate ambitions, the Group also committed itself to becoming climate neutral by 2040. Targeted actions are being taken to achieve this climate ambition, including investments in buildings and machines to reduce the ecological footprint. For more information about this, we refer in this annual report to the 'Statement of non-financial information' under 'Sustainable and responsible business practices', which includes the sustainable development goals and their status.

NOTE 2 - GROUP STRUCTURE

I. List of companies

The parent company of the Group is Roularta Media Group NV, Roeselare, Belgium. As of 31 December 2023, the following subsidiaries, joint ventures and associates have been included in the consolidated financial statements. There are no restrictions on the realisation of assets and liabilities for the subsidiaries. For joint ventures and associates, we refer to Note 15.

Name of the company	Location	Effective interest percentage	
		2023	2022
1. Fully consolidated companies			
ROULARTA MEDIA GROUP NV	Roeselare, Belgium	100.00%	100.00%
BELGIAN BUSINESS TELEVISION NV	Brussels, Belgium	100.00%	100.00%
ROULARTA MEDIA NEDERLAND BV	Baarn, The Netherlands	100.00%	100.00%
ROULARTA MEDIA DEUTSCHLAND ¹	Augsburg, Germany	100.00%	100.00%
BAYARD MEDIA VERWALTUNGS GMBH	Augsburg, Germany	100.00%	100.00%
SENIOR PUBLICATIONS VERWALTUNGS GMBH	Keulen, Germany	100.00%	100.00%
50+ BEURS & FESTIVAL BV	Arnhem, The Netherlands	-	100.00%
NEW SKOOL MEDIA BV	Amsterdam, The Netherlands	-	100.00%
NEW SKOOL EXPLOITATIE BV	Amsterdam, The Netherlands	-	100.00%
ONE BUSINESS BV	Amsterdam, The Netherlands	-	100.00%
RMN MINDSTYLE BV	Amsterdam, The Netherlands	100.00%	-
STUDIO APERI NEGOTIUM NV	Roeselare, Belgium	75.00%	75.00%
2. Consolidated using the equity method			
		2023	2022
CTR MEDIA SA	Brussels, Belgium	50.00%	50.00%
MEDIAFIN NV	Brussels, Belgium	50.00%	50.00%
MOTOR.NL BV	Amsterdam, The Netherlands	50.00%	50.00%
PITE MEDIA BV	Amsterdam, The Netherlands	50.00%	50.00%
3. Consolidated as associated company			
		2023	2022
PULSAR-IT BV	Brussels, Belgium	45.00%	45.00%
IMMOVLAN BV	Brussels, Belgium	35.00%	35.00%
YELLOWBRICK NV	Schaarbeek, Belgium	35.00%	35.00%
REPROGRESS CV	Brussels, Belgium	33.83%	33.83%

¹ Permanent establishment of Roularta Media Group NV

The company Find your Bike BV, in which Roularta Media Nederland BV has a 20% participation, is recognised as an investment in financial assets (and not as an associate) since no significant influence is present.

II. Changes in the scope of consolidation

Changes in the scope of consolidation during 2023:

- In the context of a simplification of the Dutch group structure, all 100% Dutch subsidiaries, more specifically New Skool Exploitatie BV, One Business BV, New Skool Media BV and 50+ Beurs & Festival BV were merged with Roularta Media Nederland BV, with legal effect on 20 January 2023. The mergers have a retroactive accounting effect to 1 January 2023.
- At the beginning of November, the Group acquired all shares of WPG Media, the magazine division (and 100% subsidiary) of WPG Uitgevers BV, through its (100%) Dutch subsidiary, Roularta Media Nederland BV. With this acquisition, the Group became the owner of three leading magazine brands (Happinez, Yoga and Psychologie) in the mindfulness segment in the Netherlands. The name of the entity was subsequently changed to RMN Mindstyle BV.

Changes in the scope of consolidation during 2022:

- Purchase of remaining 50% shares of 50+ Beurs & Festival on 3 January 2022. As a result of the acquisition, Roularta Media Group NV now owns 100% of the shares and the entity is fully consolidated.
- Closing of the acquisition of New Skool Media BV and its subsidiaries on 25 February 2022.
- Merger of the 100% subsidiaries Het Mediabedrijf BV, Mediaplus BV, Etadoro BV and Press Partners BV with Roularta Media Nederland BV at the beginning of January 2022.
- Roularta Media Group (RMG) acquired 100% of the shares in Gezondheid NV on 29 March 2022. The merger of Gezondheid NV and Roularta Media Group NV followed on 1 July 2022.
- Acquisition of 100% of the shares in Luxury Leads BV on 21 April 2022 by Mediafin NV. The results of Luxury Leads BV were recognised using the equity accounting method from the acquisition date. On 1 July 2022, Luxury Leads BV merged with Mediafin NV.
- Acquisition of 90% of the shares in Pulsar-IT BV on 25 May 2022 by Mediafin NV. The results of PulsarIT BV were recognised using the equity accounting method from the acquisition date.
- Deconsolidation of ImmoVlan BV on 22 September 2022 following the loss of control. As a result, from that date, ImmoVlan BV will be recognised as an associate using the equity accounting method.
- On 18 December 2022, the company Roularta Services France SARL was dissolved.

More explanation of these transactions follows below.

RMN Mindstyle BV

On 22 September 2023, Roularta Media Group NV, subject to (i) the approval of the Works Council of Roularta Media Nederland and (ii) the consent of the Central Works Council of WPG, via its (100%) Dutch subsidiary Roularta Media Nederland BV, acquired all shares of WPG Media, the magazine division of (and 100% subsidiary of) WPG Uitgevers BV. With this acquisition, Roularta Media Group became the owner of three leading magazine brands in the mindfulness segment in the Netherlands. The closing of the transaction took place on 3 November 2023. The results were included in the consolidated results of the Group from the acquisition date. The acquired company has annual revenue of approximately 12 million euros and employs 35 full-time equivalent employees (FTE).

The acquired magazine brands and associated side activities from the WPG Media portfolio are:

- Happinez, the largest brand in the Netherlands in the field of spirituality and happiness for twenty years.
- Yoga (by Happinez), the brand for lovers of yoga and a healthy lifestyle.
- Psychologie Magazine, a monthly magazine that makes scientific insights from psychology accessible to everyone, understandable and applicable in daily life.

Between 3 November 2023 and 31 December 2023, revenue of € 1.5 million and an EBITDA of € -0.4 million were generated. If control over the company had already passed from 1 January, revenue would have been € 11.1 million higher and EBITDA € 0.4 million lower. € 0.2 million in transaction costs were recognised in the profit and loss account under services and other goods; in the consolidated cash flow statement under operating cash flows.

IFRS 3 Business Combinations (revised version) was applied, which provisionally included three brands, Happinez, Yoga (by Happinez) and Psychologie for a total of € 3,696 K. The Happinez brand (€ 2,700 K) was included as a 'mature' brand, with revenue/EBITDA having been stable or slightly declining in recent years. As a result, straight-line depreciation is applied over the estimated useful life of 10 years. Both the Yoga brand (€ 309 K) and the Psychologie brand (€ 686 K) were included as 'young/small' brands that still have a lot to prove but with potential. As a result, straight-line depreciation is applied over the estimated useful life of 5 years.

In the event that there is new information about facts and circumstances on the acquisition date that would affect the above valuation, an adjustment will be made in the next reporting period and within the limits of the one-year valuation period.

Finally, a deferred tax liability of € 954 K was recorded on the new brands.

The total annual depreciation charge for the aforementioned intangible fixed assets is € 0.5 million (excluding deferred taxes).

The provisional fair values of the identified assets and liabilities on the date of acquisition were as follows:

In thousands of euros	Carrying value	Fair value adjustments	Fair value
Intangible assets	10	3,696	3,706
Property, plant and equipment	132	-	132
Total non-current assets	142	3,696	3,838
Trade and other receivables	1,948	-	1,948
Other current assets	351	-	351
Total current assets	2,299	-	2,299
Deferred tax liabilities	-	954	954
Total non-current liabilities	-	954	954
Trade payables	2,150	-	2,150
Advances received	1,268	-	1,268
Other current liabilities	534	-	534
Total current liabilities	3,952	-	3,952
Cash	842	-	842
Total net assets acquired	-669	2,742	2,073

The transaction generated a net cash outflow of € 1,231 K. This includes the price paid of € 2,073 K as well as the cash that was present in WPG.

Net cash out on the acquisition of 100% of WPG Media:

In thousands of euros	
Consideration paid (in cash)	2,073
Cash acquired on acquisition	842
Net cash-out on acquisition	1,231

NOTE 3 - SEGMENTED INFORMATION

I. Segment information

In accordance with IFRS 8 *Operating segments*, the management approach for financial reporting of segmented information is applied. According to this standard, the segmented information to be reported must be consistent with the internal reports used by the main operational decision-making officers, on the basis of which the internal performance of Roularta's operating segments is assessed and resources are allocated to the different segments.

Roularta Media Group consists of two segments: 'Media Brands' and 'Printing Services'. The Board of Directors reviews the results of the two segments separately. The 'Media Brands' segment refers to all brands that are marketed by RMG and its participations. It includes all sales of advertising, subscriptions, newsstand sales and line extensions of the brands. 'Printing Services' on the other hand refers to pre-press and printing activities for in-house brands and external customers. Pre-press activities refer to the work of compiling the magazines before they roll off the printing presses or are published on the website.

Furthermore, segment reporting is published on the gross margin. After all, there is an intense interdependence between the two segments and the support services between both segments are highly shared. A change in the allocation of these costs means a significant fluctuation in EBITDA, such that reporting may not be consistent.

The valuation rules of the operating segments are the same as the valuation rules of the Group as described in Note 1.

The price bases for transfers between segments are determined according to the 'at arm's length' principle. The balance sheet items that can be split are shown on the assets and liabilities side. That which cannot be allocated to one of the segments is placed in unallocated assets and liabilities.

in thousands of euros				
2023	Media Brands	Printing Services	Inter segment elimination	Consolidated total
Sales of the segment	290,158	72,650	-39,281	323,526
Sales to external customers	290,157	33,369	-	323,526
Sales from transactions with other segments	1	39,280	-39,281	-0
Gross margin (*)	226,748	37,403	-	264,151
Non-allocated result (**)				-261,783
Net result				2,368
Assets				
Intangible assets	85,241	446		85,687
Property, plant and equipment	29,710	41,120		70,830
Investments accounted for using the equity method	53,511	-		53,511
Inventories	1,651	9,238		10,889
Trade receivables and other receivables, current				
- Trade receivables, gross	49,578	3,304		52,882
- Non-allocated trade receivables and other receivables				-105
Non-allocated non-current assets				13,244
Non-allocated current assets				76,519
Total assets				363,456
Liabilities				
Provisions	2,901	-		2,901
Financial debts, non-current	2,437	194		2,631
Financial debts, current	1,162	107		1,269
Advances received	41,732	-		41,732
Non-allocated liabilities				314,923
Total liabilities				363,456

in thousands of euros				
2022	Media Brands	Printing Services	Inter segment elimination	Consolidated total
Sales of the segment	304,785	78,724	-40,369	343,139
Sales to external customers	304,785	38,355	-	343,139
Sales from transactions with other segments	-	40,369	-40,369	-
Gross margin (*)	240,651	38,952	-	279,603
Non-allocated result (**)				-279,048
Net result				555
Assets				
Intangible assets	85,066	60		85,126
Property, plant and equipment	28,087	39,451		67,538
Investments accounted for using the equity method	55,051	-		55,051
Inventories	1,320	11,481		12,801
Trade receivables and other receivables, current				
- Trade receivables, gross	48,129	5,575		53,704

- Non-allocated trade receivables and other receivables			1,114
Non-allocated non-current assets			14,150
Non-allocated current assets			91,569
Total assets			381,054
Liabilities			
Provisions	6,328	-	6,328
Financial debts, non-current	1,096	186	1,282
Financial debts, current	901	87	988
Advances received	40,880	-	40,880
Non-allocated liabilities			331,576
Total liabilities			381,054

(*) Gross margin is revenue plus the fixed assets produced, less merchandise, raw materials and consumables.

(**) Services and other goods, personnel charges, other operating income and costs, share in the result of associates and joint ventures, depreciation, impairments and provisions, financing income and costs.

II. Geographical information

The group derives revenue from the transfer of goods and services in the following geographic regions: Belgium, the Netherlands and Germany. The increase in the Netherlands is the result of the acquisition of Senior Publications Nederland BV and its subsidiaries. The increase in Germany is due to the German subsidiaries of the acquired Belgomedia SA. See Note 2 – Group structure.

The following overviews provide a detail of revenue and fixed assets broken down based on the geographic location of the subsidiary (based on the subsidiary's registered office).

in thousands of euros				
2023	Belgium	The Netherlands	Germany	Consolidated total
Sales of the segment	254,120	61,934	7,472	323,526
Non-current assets (*)	103,151	53,078	287	156,516
in thousands of euros				
2022	Belgium	The Netherlands	Germany	Consolidated total
Sales of the segment	275,026	60,118	7,996	343,140
Non-current assets (*)	101,643	50,538	483	152,664

(*) Intangible and tangible fixed assets

III. Information about major customers

Given the diverse activity of the Group and therefore also the diversity of its customer portfolio, there is no single external customer with whom revenue from transactions was realised of more than 10 percent of the Group's revenue. In addition, there is no concentration of revenue at certain customers or a customer group.

NOTE 4 - SALES

I. Breakdown of revenue from contracts with customers

The Group's revenue broken down according to the different types of revenue:

in thousands of euros	2023	2022	Trend
Advertising	100,427	112,116	-11,689
Subscriptions and sales	149,637	152,801	-3,164
Printing for third parties	39,160	44,359	-5,199
Line extensions & other services and goods	34,302	33,864	438
Total Sales	323,526	343,140	-19,614

Consolidated revenue for 2023 decreased by 6%, from € 343.1 million to € 323.5 million. The decline is greatest in advertising revenue (€ 11.7 million decrease). A trend that is visible in almost all brands. Like the entire media sector, the Group has increased advertising rates, but this price effect is unable to compensate sufficiently for declining volumes due to the slowing advertising market. There was a decline in subscription acquisition of € 3.2 million despite the takeovers in 2023 and 2022. Printing for third parties decreased by 5.2 million and mainly relates to a lower printing volume for magazines, leaflets and catalogues for foreign customers. Miscellaneous revenue increased by € 0.4 million.

Revenue at a specific point in time amounted to € 203.0 million in 2023 (€ 221.8 million in 2022). Revenue over a period amounted to € 120.6 million (€ 121.3 million in 2022) and includes the subscription sales that are recognised in revenue, spread over the period covered by the subscription.

The Group's revenue broken down according to the different categories of business activities consists of:

in thousands of euros	2023	2022	Trend
Local Media Brands	35,352	38,796	-3,444
Magazines Brands	231,414	241,300	-9,886
Printing for third parties and sale paper	39,160	44,359	-5,199
Newspaper Brands	11,061	11,244	-183
Audiovisual Brands	6,539	7,441	-902
Total Sales	323,526	343,140	-19,614

Revenue from exchange agreements amounts to € 23.6 million (2022: € 24.3 million).

The decrease in Local Media Brands is mainly due to BV Immovlan, which is no longer being consolidated since the end of September 2022. The decline in Magazines Brands is mainly due to lower advertising revenue. The readership market fell slightly by 2%.

in thousands of euros	2023	2022	Trend
Advertising	102,543	112,116	-9,573
Subscriptions and sales	143,266	152,801	-9,535
Printing for third parties	39,160	44,359	-5,199
Line extensions & other services and goods	33,566	33,864	-298
Adjusted sales	318,535	343,140	-24,605
Changes in the consolidation scope	4,991	-	4,991
Total sales	323,526	343,140	-19,614

II. Assets and liabilities related to contracts with customers

After applying IFRS 15 Revenue from contracts with customers, the group recognised the following assets and liabilities with regard to contracts with customers:

The valuation rules of the Group with regard to revenue can be found in Note 1.

	Note	2023	2022	Trend
Receivables				
Trade receivables, gross	18	52,997	53,704	-707
Impairment of doubtful receivables, current (-)	18	-4,511	-3,459	-1,052
Contract assets				
To invoice	18	2,151	2,509	-358
Accrued income		-	-	-
Contract liabilities				
Advances received	27	41,732	40,880	852
Credit notes to issue	27	1,792	1,995	-203
Customer credit balances	27	753	679	74
Deferred income	27	6,172	6,828	-656
Obligations related to returns, refunds and other similar obligations				
Credit notes to issue: provision for unsold issues	27	5,856	5,681	175

Contract assets and liabilities relate to customer contracts that are generally settled within twelve months after the contract commences. Roularta Media Group has no contract costs, i.e. no costs that are specifically linked to only a single customer/contract.

The contract assets are recognised in the consolidated balance sheet as 'trade receivables and other receivables'. These mainly relate to performance obligations that have been fulfilled, but for which no invoicing has yet taken place. Upon invoicing, these contract assets are transferred to receivables and are therefore unconditional. Information about trade receivables is further explained in Note 18 'Trade and other receivables'.

The contract liabilities are recognised in the consolidated balance sheet as 'trade and other payables' and 'prepayments received'. Liabilities for return, reimbursement and other similar liabilities relate to individual sales via newsstands. A provision for unsold issues is booked for this. This is based on data regarding the historical returns.

The increase in the write-down on doubtful debts mainly comes from one customer that has filed for bankruptcy protection. The increase in prepayments received is due to the acquisition of RMN Mindstyle BV (see note regarding

the group structure).

NOTE 5 - SERVICES AND OTHER GOODS

Services and other goods of the Group consist of:

in thousands of euros	2023	2022
Transport and distribution costs	-19,053	-20,276
Marketing and promotion costs	-32,980	-38,587
Commission fees	-5,969	-6,452
Fees	-49,956	-52,139
Rent	-1,701	-1,507
Energy costs	-3,836	-3,044
Subcontractors and other deliveries	-15,636	-15,109
Remuneration members of the board of directors	-575	-563
Temporary workers	-2,785	-3,067
Travel and reception costs	-1,430	-1,202
Insurances	-729	-664
Other services and other goods	-882	-779
Total services and other goods	-135,532	-143,389

Services and other goods decreased by € 7.9 million or 5.5% compared to last year; without the previously mentioned acquisitions there is even a decrease of € 9.8 million. Due to the lower revenue, the Group has applied a strict cost policy, on the one hand in marketing and advertising costs and on the other hand in various fees.

Fees include editorial and photo fees and general fees. The subcontractors and other deliveries category mainly comprises maintenance and repair costs, telecommunication costs and fuel costs. Commissions are commissions invoiced by third parties (advertising commission, newsstand sales commission and subscriptions commission).

NOTE 6 - PERSONNEL CHARGES

in thousands of euros	2023	2022
Wages and salaries	-81,677	-78,165
Social security contributions	-20,883	-21,840
Share-based payments	-30	-3
Post-employment benefit charges	-3,927	-3,735
Other personnel charges	-8,141	-6,795
Total personnel charges	-114,658	-110,538

The increase in personnel charges in 2023 by € 4.1 million is largely due to (1) the 2022 acquisitions, which now count for a full year, and the acquisition of BV RMN Mindstyle in November 2023 – together an impact of € 2.1 million, (2) the indexed salaries (11.06%) and wages (2%) of the employees, (3) on the other hand, the lower staffing level (-79 FTEs) to keep costs under control.

The costs related to post-employment benefits mainly relate to charges for defined contribution plans. This mainly concerns Belgian plans financed by group insurance policies that from 2015 are considered under IFRS as a defined benefit pension plan, see Note 25.

Employment in full time equivalents	2023	2022
Total full time equivalent employment at the end of the period	1,214	1,293

The split between the number of full-time equivalent blue-collar workers and white-collar workers is as follows: 254 blue-collar workers (257 in 2022) and 960 white-collar workers (1,036 in 2022).

NOTE 7 - WRITE-DOWN OF INVENTORIES AND RECEIVABLES

in thousands of euros	2023	2022
Write-down & reversal of write-down of inventories	-94	-393
Write-down & reversal of write-down of trade receivables	-752	-143
Total write-down of inventories and receivables	-846	-536

Downward value adjustments were booked on inventories of paper stock with little consumption.

We refer to Note 18 for an explanation of the downward value adjustment on trade receivables.

NOTE 8 - OTHER OPERATING INCOME AND EXPENSES

in thousands of euros	2023	2022
Government grants	2,718	2,240
Gains on disposal of intangible assets and property, plant and equipment	1,227	1,962
Gains on revaluation historical investment (step acquisition)	-	917
Payment differences and discounts	854	975
Miscellaneous cross-charges	10	-
Gain on disposal of other receivables	-	50
Miscellaneous income	473	31
Total other operating income	5,282	6,175

in thousands of euros	2023	2022
Other taxes	-728	-1,013
Losses on disposal of intangible assets and property, plant and equipment	-5	-305
Losses on trade receivables	-865	-526
Less values & losses on short-term investments (tax shelter)	-	-86
(Reversal of) less values / (less values) on other non current receivables	13	12
(Reversal of) less values / (less values) on guarantees	-59	-784
Exchange differences	-13	-23
Payment differences and bank charges	-500	-542
Miscellaneous expenses	-21	-102
Total other operating expenses	-2,178	-3,369

In 2023 other operating income amounted to € 5.3 million (2022: income of € 6.2 million). A decrease of € 0.9 million. The added value upon disposal of a tangible fixed asset arose from the sale of a building where a capital gain of € 1.1 million was realised. Last year, at the time of deconsolidation of the Immovlan BV entity, the capital gain (€ 1.5 million) that RMG had booked in 2021 on the sale of its customer portfolio to Immovlan BV was partially realised. In addition, following application of IFRS 3 Business Combinations – Step Acquisition, a capital gain of € 0.9 million was recognised; this was the result of the Group's historical participation in 50+ Beurs & Festival BV. See Note 2 – Group Structure for more information.

The amount in 2022 under the item 'damage compensation' concerned a settlement of € 0.5 million that was reached following an alleged trademark infringement by the Group for which legal proceedings were initiated, for which a provision of € 1.0 million was set aside in 2021.

NOTE 9 - FINANCIAL INCOME AND EXPENSES

in thousands of euros	2023	2022
Interest income	853	171
Financial income	853	171
Interest expense	-461	-486
Financial costs	-461	-486
Total net finance costs	393	-315

Interest revenue increased in 2023 due to higher interest rates on the cash that the Group has in time deposit accounts. The interest expenses in 2023 as well as 2022 consist of the interest expense arising from the lease liabilities recognised under IFRS 16, as well as other interest.

NOTE 10 - INCOME TAXES

I. Current and deferred taxes

in thousands of euros	2023	2022
A. Income taxes - current		
Current period tax expense	-1,106	-1,029
Adjustments to current tax expense / income of prior periods	-98	91
Total current income taxes	-1,204	-938
B. Income taxes - deferred		
Related to the origination and reversal of temporary differences	-1,158	-2,227
Related to the reversal of depreciation (+) or depreciation (-) of deferred tax assets	1,101	-1,460
Total deferred income taxes	-57	-3,687
Total current and deferred income taxes	-1,261	-4,625

Current tax expenses are mainly estimated taxes in the Netherlands.

Last year, deferred tax expense mainly consisted of (1) a lower deferred tax asset on tax losses carried forward due to uncertainties in cost developments and tax legislation of € 2.2 million and (2) the release of € 1.3 million deferred tax expenses on the capital gain as a result of the sale of RMG's customer portfolio to Immovlan BV upon incorporation.

II. Reconciliation of applicable and effective tax rate

in thousands of euros	2023	2022
Operating result after net finance costs	3,629	5,180
Share in the result of associated companies and joint ventures	2,678	2,485
Result before taxes, excluding share in result of associated companies and joint ventures	951	2,695
Statutory tax rate	-25.0%	-25.0%
Tax using statutory rate	-238	-674
Adjustments to tax of prior periods (+/-)	-1	93
Tax effect of non-deductible expenses (-)	-511	-1,270
Tax effect of non-taxable revenues (+)	74	211
Tax credit resulting from investment allowances and notional interest deduction (reversal (-))	102	177
Tax effect of not recognising deferred taxes on losses of the current period (-)	-116	-2,926
Tax effect from the setup / (use) of deferred tax assets from previous years	737	1,959
Tax effect of recognising deferred taxes on tax losses of previous periods	-288	-1,970
Tax effect of different tax rates of subsidiaries in other jurisdictions	-43	-61
Other increase / decrease in tax charge (+/-)	-66	152
Tax effect of non-deductible goodwill	-911	-316
Tax using effective rate	-1,261	-4,625
Result before taxes	3,629	5,180
Share in the result of associated companies and joint ventures	2,678	2,485
Result before taxes, excluding share in result of associated companies and joint ventures	951	2,695
Effective tax rate	-132.6%	-171.6%
Total effective tax	-1,261	-4,625

The effective tax rate was -132.6% in 2023 and -171.6% in 2022.

In 2022, the € -2.9 million impact on the non-recognition of deferred taxes on tax losses for the current financial year mainly concerned the losses resulting from the impairment on the customer portfolio of Immovlan BV for which no deferred tax asset was recognised. The € 2.0 million impact of not recognising deferred taxes on past tax losses mainly concerned a decrease of the deferred tax asset due to uncertainties in future cost developments and tax legislation.

Deferred taxes on costs and revenue were not recognised directly in equity in 2023 nor in 2022.

III. Taxes included in the unrealised results

Deferred taxes on costs and revenues included in the unrealised results:

in thousands of euros	2023	2022
Non-current employee benefits - actuarial gains/losses	-112	-150
Tax included in other comprehensive income	-112	-150

NOTE 11 - EARNINGS PER SHARE

	2023	2022
I. Movement in number of shares (ordinary shares)		
Number of shares, beginning balance	13,141,123	13,141,123
Number of shares, ending balance	13,141,123	13,141,123
- of which issued and fully paid	13,141,123	13,141,123
II. Other information		
Number of shares owned by the company or related parties	1,356,619	1,373,589
Of which shares reserved for issue under options	93,440	216,710
III. Earnings per share calculation		
1. Number of shares		
1.1 Weighted average number of shares, basic	11,781,577	11,766,209
1.2. Adjustments to calculate weighted average number of shares, diluted	13,088	31,702
<i>stock option plans</i>	13,088	31,702
1.3. Weighted average number of shares, diluted	11,794,665	11,797,911

2. Calculation

The calculation of the basic earnings and diluted earnings per share are based on the following:

$$\frac{\text{Net result allocable to the shareholders of RMG}}{\text{RMG Simply weighted average number of shares}} = \frac{€ 2,350 \text{ K}}{11,781,577} = 0.20 \text{ euro per share}$$

$$\frac{\text{Net result allocable to the shareholders of RMG}}{\text{Weighted average number of shares after dilution effect}} = \frac{€ 2,350 \text{ K}}{11,794,665} = 0.20 \text{ euro per share}$$

NOTE 12 - DIVIDENDS

	2023	2022
Amount of dividends proposed or declared after the balance sheet date but before authorisation of the financial statements (in thousands of euros)	11,785	11,783
Gross dividend per share (in euro)	1.0	1.0
Number of shares on 31/12	13,141,123	13,141,123
Number of own shares on 31/12	-1,356,619	-1,373,589
Mutation of own shares (before General Meeting)	975	14,970
Number of shares entitled to dividend on 31/12	11,785,479	11,782,504

The Board of Directors will propose to the General Meeting the distribution of a gross dividend of € 1 per share for financial year 2023. This would be in the form of an optional dividend where the shareholder can choose between a cash distribution and/or a reinvestment in the company's capital. In 2023, a gross dividend of € 1.0 per share was paid out for the 2022 financial year. The 2022 figures reflect the approved dividends.

In the event that option holders still exercise options between the time of publication of this annual report and the general meeting, the number of shares entitled to a dividend may change.

For the decrease in treasury shares, we refer to Note 22 – Equity.

NOTE 13 - GOODWILL

in thousands of euros	
	2023
AT COST	
Balance on 01 January	10,849
Movements during the period:	
- Acquisitions through business combinations and sector acquisitions	-
Balance on 31 December	10,849
DEPRECIATIONS AND IMPAIRMENT LOSSES	
Balance on 01 January	997
Movements during the period:	
Balance on 31 December	997
Net carrying amount at the end of the period	9,852

in thousands of euros	
	2022
AT COST	
Balance on 01 January	997
Movements during the period:	
- Acquisitions through business combinations and sector acquisitions	9,852
Balance on 31 December	10,849
DEPRECIATIONS AND IMPAIRMENT LOSSES	
Balance on 01 January	997
Movements during the period:	
Balance on 31 December	997
Net carrying amount at the end of the period	9,852

From 2022 onwards, the goodwill below was recorded in the amount of €9.9 million following the acquisition of the EW brands (an opinion magazine for well-educated readers, entrepreneurs and decision makers) and 50+ Beurs & Gezondheid.

in thousands of euros	
	2023
Goodwill EW (New Skool Media)	7,975
Goodwill 50+ Beurs & Gezondheidsheidsbeurs	1,877
Total Goodwill	9,852

A goodwill impairment test was carried out in accordance with IAS 36. For this annual test, the realisable values at both EW and 50+ were obtained via the value-in-use method in a discounted cash flow model. This is based on cash flow projections for the next five years (2024-2028).

The assumptions in EW's goodwill impairment test for future years are as follows: the most recent estimate for the coming year will be increased as follows from 2025: fixed costs increase by 1% per year, revenue increases on average by 1% per year for advertising and 2% every two years for subscriptions. These increases are all due to inflation. The assumptions in 50+'s goodwill impairment test for future years are as follows: the most recent estimate for the coming year will be increased as follows from 2025: fixed costs will increase by 1% per year, revenue will increase from 2025 through 2028 between 5% and 30%. EBITDA margin to sales is expected to be between 13% and 20% from 2025 onwards.

The residual value was determined based on a perpetuity formula assuming a long-term growth rate of 0% and a discount rate of 8.0% for EW and 9.4% for 50+. This was calculated separately for Dutch magazines versus Dutch trade fairs and is based on a WACC model in which the risk premium and gearing ratio are based on the profile of a group of comparable companies. The long-term growth rate reflects expectations within the media world.

The result of the goodwill impairment tests did not lead to an impairment. The amount by which the unit's realisable

value exceeds its carrying amount is € 3.4 million (EW) and € 0.4 million (50+). These carrying amounts also include the brands and customer portfolios that are listed for EW and 50+ respectively on the balance sheet under intangible assets. We refer to Note 14 for these balances. Consequently, no impairment of these intangible assets is required.

In addition, a sensitivity analysis was performed on the main assumptions of the impairment test (for the last four assumptions from 2025). The analysis is based on a change in a key assumption, with all other assumptions remaining constant. This may not be representative of an actual change, since changes in assumptions are unlikely to occur in isolation. The table below shows the change in the percentage in the assumption causing the headroom to fall to zero for 2023 and for last financial year's impairment test.

Assumption	EW		50+	
	2022	2023	2022	2023
Discount rate	2.0%	1.5%	1.0%	1.1%
Long-term growth rate of cash flows after the five-year period	-3.0%	-2.3%	-1.0%	-1.8%
Cash flow that serves for perpetuity	-20.0%	-22.0%	-10.0%	-16.0%
Advertising income	(a)	-6.1%	(a)	(b)
Readership market income (number of)	(a)	-1.2%	(a)	(b)
Miscellaneous income	(a)	(b)	(a)	-12.0%
EBITDA % of sales	(a)	-2.6ppts	(a)	-2.0ppts

(a) Assumption was not tested in 2022.

(b) The cash flow for this brand relies less on this assumption so no sensitivity analysis has been done on this.

NOTE 14 - INTANGIBLE ASSETS

in thousands of euros					
2023	Brands	Customer portfolio	Soft-ware	Conces-sions, property rights and similar rights	Total intangible assets
AT COST					
Balance on 01 January	162,311	4,251	46,786	15,428	228,776
Movements during the period:					
- Additions	2,636	-	4,938	-	7,574
- Acquisitions through business combinations and sector acquisitions	3,696	-	271	-	3,967
- Sales and disposals	-7,681	-990	-245	-6,173	-15,089
- Other changes	-	-	42	-	42
Balance on 31 December	160,962	3,261	51,792	9,255	225,270
DEPRECIATIONS AND IMPAIRMENT LOSSES					
Balance on 01 January	89,641	995	37,682	15,332	143,650
Movements during the period:					
- Depreciations	5,680	615	4,473	15	10,783
- Acquisitions through business combinations and sector acquisitions	-	-	239	-	239
- Impairment losses	-	-	-	-	-
- Sales and disposals	-7,681	-990	-242	-6,173	-15,086
Balance on 31 December	87,640	620	42,152	9,174	139,586
Net carrying amount at the end of the period	73,322	2,641	9,640	81	85,686

in thousands of euros					
2022	Brands	Customer portfolio	Software	Concessions, property rights and similar rights	Total intangible assets
AT COST					
Balance on 01 January	140,376	12,923	43,550	15,409	212,258
Movements during the period:					
- Acquisitions	-	201	5,099	19	5,319
- Acquisitions through business combinations and sector acquisitions	22,935	1,964	1,258	-	26,157
- Sales and disposals	-	-	-1,256	-	-1,256
- Disposal of subsidiaries	-1,000	-10,738	-1,898	-	-13,636
- Other increase / decrease (+/-)	-	-99	33	-	-66
Balance on 31 December	162,311	4,251	46,786	15,428	228,776
DEPRECIATIONS AND IMPAIRMENT LOSSES					
Balance on 01 January	84,190	1,018	34,118	15,318	134,644
Movements during the period:					
- Depreciations	5,623	1,317	4,946	14	11,900
- Acquisitions through business combinations and sector acquisitions	1	-	388	-	389
- Impairment losses	-	5,000	-	-	5,000
- Sales and disposals	-	-	-1,229	-	-1,229
- Disposal of subsidiaries	-173	-6,241	-574	-	-6,988
- Reclassified to assets held for sale (-)	-	-99	33	-	-66
Balance on 31 December	89,641	995	37,682	15,332	143,650
Net carrying amount at the end of the period	72,670	3,256	9,104	96	85,126

The purchase of brands for € 2.6 million relates to several magazines that the Group purchased in the past financial year. First, Roularta Media Group acquired the title Helden Magazine in October through its (100%) Dutch subsidiary, Roularta Media Nederland BV. With this asset acquisition, Roularta Media Group strengthened its market position in the Dutch sports segment. The magazine presents personal stories about athletes. In addition, Roularta Media Group NV acquired Flow Magazine from DPG Media BV in mid-November through its subsidiary in the Netherlands, Roularta Media Nederland BV. The 'slow reading' magazine focuses on mental health and creativity and complements the brands from the RMN Mindstyle acquisition (see Note 2). The closing of the asset transaction took place on 29 December 2023. For both, brands were recognised for a total of € 2,636 K. 'Helden' has an expected useful life of 5 years, 'Flow' 10 years.

The Group also has significant software costs because it is strongly committed to innovations that improve the digital reading experience. While previously these developments were often owned by the Group and could be capitalised, existing SaaS solutions have been increasingly used in recent years.

The acquisitions through business combinations concern the acquisition of RMN Mindstyle BV, which was described in Note 2 and in which the Happinez, Yoga and Psychologie brands were included (see table below).

At the end of May 2023, Motor NL BV (a joint venture between Roularta Media Nederland BV and Pite Media BV) took over all activities of Motive Media and Interbike Events. These activities include Bigtwin Magazine, the Bigtwin Bikeshow and Expo. As a result of this acquisition, a brand was booked for a value of € 243 K. This is not reflected in the intangible fixed assets on the Group's consolidated balance sheet, since Motor NL BV is a joint venture.

Sales and decommissioning relate to intangible fixed assets that are no longer marketed by the Group and have already been fully depreciated.

The divestment of subsidiaries in 2022 relates entirely to the deconsolidation of Immovlan BV, whereby an impairment was booked on the customer portfolio in Immovlan BV before the moment of deconsolidation – see further in this note.

The table below shows the net carrying amount of the brands, customer portfolios and software as of 31 December 2023 and 31 December 2022, and the remaining useful life as of 31 December 2023.

in thousands of euros			
In thousands of euros	Intangible asset - 2023	Intangible asset- 2022	Total remaining useful life (in years)
Libelle/Femmes d'Aujourd'hui	19,212	20,537	14.5
Plus magazine NL	14,345	15,177	17.3
EW	13,787	14,546	18.2
Landleven	5,860	6,283	14.5
Télépro	3,010	3,425	7.3
Happinez	2,653	-	9.8
Flow	2,286	-	10.0
Truckstar	2,067	2,320	8.2
Beleggers Belangen	1,636	1,836	8.2
Top Uitgaves	1,562	1,910	4.5
Fiscaal-juridisch	1,529	1,869	4.5
Fiets	1,274	1,430	8.2
Plus magazine BE	1,081	1,148	16.2
50+ Beurs & Festival	770	866	8.0
Psychologie	663	-	4.8
Feeling/Gael	524	641	4.5
Yoga	299	-	4.8
Gezondheid	449	595	3.2
Helden	315	-	4.5
Communiekraant	-	44	-
Shedeals	-	30	-
Zappy Ouders	-	13	-
Total brand value	73,322	72,670	-
Customer list EW	1,297	1,395	13.2
Customer list Plus magazine NL	628	907	2.3
Customer list Black Tiger	408	548	3.0
Customer list ([Beleggers Belangen, Truckstar, Fiets])	308	405	3.2
Total customer list value	2,641	3,255	-
Total software	9,641	9,104	3 to 5
Total other	82	96	-
Total intangible fixed assets	85,686	85,126	

Impairment tests of brands in 2023

One of the main sources of estimation uncertainty is assessing the useful life of the brands. All brands are a cash-generating unit (CGU) in themselves. The reason for this is that each brand constitutes an identity in itself, with its own strategic positioning, its own target group, its own values, its own marketing and sales approach, and will be managed individually to achieve the highest value per brand.

On 31 December 2023, the Group does not expect any deviation from the expected useful life that was determined at the end of the previous reporting period.

With regard to the values of the above intangible assets themselves, the Group has had to absorb significant cost increases in 2023 due to indexed wages and salaries, high energy prices and overall inflation. For this reason, it was examined whether there is an indication of impairment for some brands by comparing the revenues and margins with the original business plans. This showed that a number of brands are performing better than expected in terms of margins, but lower profitability is expected for Plus Magazine BE, Télépro, Beleggers Belangen, Fiscaal-juridisch and a number of less materially relevant brands (net carrying amount of less than one million euros) such as Feeling and Gezondheid, resulting in an impairment test being performed. Lower profitability is also expected for 50+. We refer to Note 13 where the goodwill impairment test is discussed.

The realisable value for each of the cash-generating units was determined on the basis of a value-in-use calculation in a discounted cash flow model. This is based on cash flow projections for the next five years (2024-2028). For 2024, the most recent budget estimate was taken into account and for the following years, the estimated long-term projections where current trends in terms of volume of advertising/subscribers (revenue) are maintained and where, as in the past, cost increases are countered by cost efficiencies and price increases.

The residual value was determined on the basis of a perpetuity formula assuming a long-term growth rate of 0% and a WACC of 8.8% for the Belgian magazines and 8.0% for the Dutch magazines (in the 2022 impairment test a general WACC of 9.9% was used). The discount factor is based on a WACC model where the risk premium and gearing ratio are based on a group of comparable companies. In addition, different risk-free interest rates, risk premiums and tax rates in Belgium versus the Netherlands were taken into account. The long-term growth rate reflects expectations within the media world.

The test did not lead to an impairment for any of the brands. The amount by which the realisable value exceeds the carrying amount for Plus BE is € 2.2 million, for Télépro € 1.6 million, for Beleggers Belangen € 1.0 million, for Fiscaal-juridisch € 0.9 million and for Feeling and Gezondheid € 0.1 million each.

In addition, a sensitivity analysis was performed on the main assumptions of the impairment test (for the last three assumptions from 2025). The analysis is based on a change in a key assumption, with all other assumptions remaining constant. This may not be representative of an actual change, since changes in assumptions are unlikely to occur in isolation. The tables below show the change in the percentage in the assumption causing the headroom to fall to zero for 2023 and for last financial year's impairment test.

Assumption	Plus Magazine BE		Télépro		Feeling	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Discount rate	1.0%	(c)	5.0%	6.6%	(d)	1.1%
Long-term growth rate of cash flows after the five-year period	-2.0%	(c)	-15.0%	-15.0%	(d)	-1.6%
Cash flow that serves for perpetuity	-8.0%	(c)	-35.0%	(c)	(d)	-15.0%
Advertising income	(a)	-7.4%	(a)	-21.8%	(d)	-0.2%
Readership market income (number of)	(a)	-2.1%	(a)	-1.7%	(d)	-0.3%
EBITDA % of sales	(a)	-4.4ppts	(a)	-2.7ppts	(d)	-0.1ppts

Assumption	Beleggers belangen		Gezondheid		Fiscaal-juridisch	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Discount rate	(d)	5.1%	(d)	2.8%	(d)	7.7%
Long-term growth rate of cash flows after the five-year period	(d)	-9.0%	(d)	-4.7%	(d)	-19.5%
Cash flow that serves for perpetuity	(d)	-53.0%	(d)	-35.0%	(d)	(c)
Advertising income	(d)	(b)	(d)	-0.6%	(d)	(b)
Readership income (number of)	(d)	-1.2%	(d)	(b)	(d)	-2.0%
EBITDA % of sales	(d)	-2.3ppts	(d)	-2.3ppts	(d)	-5.5ppts

(a) Assumption was not tested in 2022.

(b) The cash flow for this brand relies less on this assumption so no sensitivity analysis has been done on this.

(c) No reasonably possible change in this assumption gives rise to impairment.

(d) There has been no impairment test on this brand in 2022.

In addition, the Group also performed a sensitivity analysis on the useful life of the brands that had a net carrying amount of € 4.0 million or greater on 31 December 2023. These results are included below for the fully consolidated companies. We refer to Note 16 for the same analysis on the brands of joint ventures.

If the remaining useful life of 14.5 years for the 'Libelle/Femmes d'Aujourd'hui' brand were reduced to 10 years, the impact would be € 0.6 million additional annual depreciation. If the remaining useful life were reduced to 5 years, the additional annual depreciation charge would amount to € 2.5 million.

If the remaining useful life of 17.3 years for the 'Plus Magazine NL' brand was reduced to 10 years, the impact would be an additional € 0.6 million annual depreciation charge. If the remaining useful life were reduced to 5 years, the additional annual depreciation charge would amount to € 2.0 million.

If the remaining useful life of 14.5 years for the 'Landleven' brand were reduced to 10 years, the impact would be an additional € 0.2 million annual depreciation charge. If the remaining useful life were reduced to 5 years, the additional annual depreciation charge would amount to € 0.8 million.

If the remaining useful life of 18.2 years for the 'EW' brand were reduced to 10 years, the impact would be an additional € 0.6 million annual depreciation charge. If the remaining useful life were reduced to 5 years, the additional annual depreciation charge would amount to € 2.0 million.

Impairment test of customer portfolio in 2022

In 2022, the results for the entity Immovlan BV were lower than the original business plans. Due to this indication, an impairment test was performed on the customer portfolio of Immovlan BV.

The realisable value was determined on the basis of the expected discounted cash flows. This was based on cash flow forecasts for the next five years (2023-2027) for the original customers that were brought in at the beginning of 2021 when the entity Immovlan BV was established. The budget figures were maintained for 2023. A discount rate of 11.37% was used, which is higher than the 9.9% for RMG's brands, given the higher risk profile of the online advertising revenue streams than that of the Group's brands that generate revenue from the readership market in addition to revenue from printed advertising.

The test showed that an impairment of € 10.0 million was needed: half each for the customer portfolios contributed by RMG and Rossel. Because the contributed customer portfolio of RMG was never reflected on the consolidated balance sheet of the Group (due to the full consolidation), the impact of the impairment on the Group's results amounts to € 5.0 million.

At the end of September 2022, Immovlan BV was deconsolidated (see Note 2) due to the loss of control over Immovlan BV by the Group, as a result of which the customer portfolio (and the brand) are no longer visible in the Group's intangible fixed assets at year-end.

On 31 December 2023, it was examined whether there is an indication that the 2022 impairment no longer exists or has been reduced in value. However, there is no observable evidence that the value of the asset has increased significantly during the period. In addition, there have been no significant changes in the market environment during the reporting period, nor are such predicted for the foreseeable future, that would have a beneficial effect on the entity. Finally, internal reporting does not show that the entity's economic performance for the 2023 financial year is better than expected.

NOTE 15 - PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

in thousands of euros

2023	Land and buildings	Plant, machinery & equipment	Furniture and vehicles	Right-of-use assets	Other property, plant & equipment	Assets under construction	Total
AT COST							
Balance on 1 January	91,574	48,435	11,161	14,223	895	1,070	167,358
Movements during the period:							
- Acquisitions	1,312	3,816	526	2,790	92	2,734	11,270
- Sales and disposals	-1,345	-696	-458	-2,086	-10	-	-4,595
- Reclassed to assets held for sale	585	441	12	35	-	-1,069	4
Balance on 31 December	92,126	51,996	11,241	14,962	977	2,735	174,037
DEPRECIATION AND IMPAIRMENT LOSSES							
Balance on 1 January	57,342	26,100	9,653	6,387	338	-	99,820
Movements during the period:							
- Depreciations	1,385	2,773	543	2,538	177	-	7,416
- Impairment loss / reversal recognised in income	-	-	-	-	160	-	160
- Written down after sales and disposals	-1,026	-686	-457	-2,034	-10	-	-4,213
- Other increase / decrease (+/-)	-	9	11	4	-	-	24
Balance on 31 December	57,701	28,196	9,750	6,895	665	-	103,207
Net carrying amount at the end of the period	34,425	23,800	1,491	8,067	312	2,735	70,830

Assets pledged as security

in thousands of euros

2023

Land and buildings pledged as security for liabilities (mortgage included)

-

in thousands of euros

2022	Land and buildings	Plant, machinery & equipment	Furniture and vehicles	Right-of-use assets	Other property, plant & equipment	Assets under construction	Total
AT COST							
Balance on 1 January	90,231	47,429	10,981	10,088	729	101	159,559
Movements during the period:							
- Acquisitions	1,339	1,414	300	2,854	166	1,070	7,143
- Acquisitions through business combinations	593	-	982	2,125	-	180	3,880
- Sales and disposals	-589	-508	-1,092	-48	-	-179	-2,416
- Disposals due to divestments	-	-	-10	-	-	-	-10
- Reclassed to assets held for sale	-	101	-	-796	-	-102	-797
Balance on 31 December	91,574	48,435	11,161	14,223	895	1,070	167,358
DEPRECIATION AND IMPAIRMENT LOSSES							
Balance on 1 January	55,277	24,104	9,399	4,991	209	-	93,980
Movements during the period:							
- Depreciations	2,248	2,505	471	2,333	129	-	7,686
- New consolidations	240	-	788	-	-	-	1,028
- Impairment loss / reversal recognised in income	-	-	-4	-	-	-	-4
- Written down after sales and disposals	-423	-509	-1,001	-48	-	-	-1,981
- Other increase / decrease (+/-)	-	-	-	-889	-	-	-889
Balance on 31 December	57,342	26,100	9,653	6,387	338	-	99,820
Net carrying amount at the end of the period	34,232	22,335	1,508	7,836	557	1,070	67,538

Assets pledged as security

in thousands of euros

2022

Land and buildings pledged as security for liabilities (mortgage included)

-

The acquisitions in 2023 mainly relate to 1/ the sustainable investment in the new, eco-efficient drying ovens (€ 4.2 million); 2/ the furnishing of the new state-of-the-art Kanaal Z-TV studio in the Brussels Media Centre (€ 0.9 million), which has been operational since the second quarter of 2023 and is equipped with the latest technologies for videos and podcasts; 3/ the upgrading of all employee PCs and computer screens (€ 0.9 million); 4/ the renovations to the Brussels Media Centre (€ 0.5 million) and 5/ the furnishing of the new company restaurant 'Happie' in Roeselare (€ 0.4 million).

The sales and decommissioning of land and buildings include the building that the Group had in Bruges and which was sold in the second half of 2023.

The acquisitions in the recognised right-of-use assets (in accordance with IFRS 16 regulations) (€ 2.8 million) concern buildings as well as rolling stock. At the end of the reporting period, assets consist of the following categories with the following net carrying amounts:

in thousands of euros	31/12/2023	31/12/2022
Buildings	3,838	4,675
Vehicles	4,114	3,040
Other	115	121
Total right-of-use assets	8,067	7,836

A large number of leasing cars were taken out of use in the course of 2023 because their five-year contract had expired. In most cases, these have been replaced by electric leasing cars.

The Group leases various offices, vehicles and a number of machines. Lease contracts are usually concluded for a fixed period of 3 to 9 years, possibly with options to extend; two have a lease term of more than 20 years. Lease terms are negotiated on an individual basis and contain a series of different general terms and conditions. The leases contain no covenants, but leased assets may not be used as a guarantee for financing purposes.

The costs related to short-term leases amount to € 328 K (€ 363 K in 2022); the costs related to the leasing of assets with a low value (which are not shown as short-term leasing) amount to € 426 K (€ 380 K in 2022).

NOTE 16 - INVESTMENTS ACCOUNTED FOR USING THE EQUITY METHOD

I. Overview of significant joint ventures

The following joint venture participations have a significant impact on the Group's financial position and results.

Name of joint venture	Main activity	Place of incorporation and principal place of business	Proportion of ownership interest and voting rights of the group	
			2023	2022
Mediafin NV	Media Brands	Brussels, Belgium	50.0%	50.0%
Immovlan BV	Media Brands	Brussels, Belgium	35.0%	35.0%

These participations in joint ventures are valued according to the equity accounting method. For an overview of all joint ventures, we refer to Note 2 Group Structure. Summary financial information related to significant Group joint ventures is presented below. This financial information corresponds to the financial reporting of the joint ventures according to IFRS.

II. Condensed financial information

Mediafin

Roularta Media Group acquired 35 % of the shares in Mediafin NV on 12 March 2018. Mediafin is the Belgian publisher of high-quality media such as De Tijd and L'Echo, which are committed to top journalism: a good match for the Roularta Group which also focuses on higher target groups. The acquisition was part of the sale of Mediaaan to De Persgroep. The other 50% of Mediafin remained in the hands of Groupe Rossel.

The table below shows the main items of Mediafin's balance sheet and the income statement on the balance sheet date.

in thousands of euros	2023	2022
Condensed financial information on acquisition date		
Fixed assets	122,153	128,811
Current assets	32,928	28,981
- of which cash and cash equivalents	5,380	9,093
Non-current liabilities	-26,153	-27,356
- of which financial liabilities	-482	-781
Current liabilities	-26,545	-25,611
- of which financial liabilities	-776	-1,101
Net assets	102,383	104,825
Sales	83,615	78,570
Depreciation	-8,195	-7,744
Interest income	207	39
Interest expense	-178	-367
Income tax expense	-2,531	-3,238
Net result for the period	5,935	5,626
Other comprehensive income for the period	-189	-18
Total comprehensive income for the period	5,746	5,608
Dividends distributed to Roularta Media Group during the period	4,000	4,750

Cash and cash equivalents decreased in 2023 by €3.7 million compared to 2022, and this after a dividend payment of € 4.0 million in 2023 to RMG (and the same amount to the other shareholder Rossel).

The unrealised results of 2023 (and 2022) include the long-term liabilities related to employee benefits.

Reconciliation of the aforementioned financial information with the net carrying amount of the participation of Mediafin in the consolidated financial statements:

in thousands of euros	2023	2022
Net assets of the joint venture/ associate	102,383	104,825
Minus Mediafins investment in Pulsar-IT BV	-876	-876
Share of the Group in Mediafin	50.0%	50.0%
Carrying amount of the investment in Mediafin	50,754	51,975

The most important item under fixed assets concerns intangible fixed assets.

The table below shows the goodwill and intangible fixed assets in Mediafin and its subsidiary Pulsar-IT (both at 100%) on 31 December 2023 and 31 December 2022. The remaining net carrying amounts and useful lives are shown:

in thousands of euros	Intangible assets 2023	Intangible assets 2022	Total remaining useful life (in years)
Brand - De Tijd/ L'Echo	70,495	72,558	34.2
Brand - BePublic - BeReal	1,497	1,857	4.2
Customer relations	20,937	22,415	14.2
Goodwill - De Tijd/L'Echo	24,675	24,675	Unlimited
Goodwill Luxury Leads	2,368	2,368	Unlimited
Goodwill Pulsar-IT (OpenTheBox)	690	690	Unlimited
Total	120,662	124,563	

The total annual depreciation charge for the aforementioned intangible fixed assets within Mediafin is € 3.9 million (excluding deferred taxes). The annual impact on Roularta Media Group's EBITDA of this depreciation including deferred taxes amounted to € 1.5 million.

On 31 December 2023, there were no indicators of impairment for the investment, so no impairment test was performed.

In addition, at the end of December 2023, the Group again performed a sensitivity analysis on the useful life of the customer relationships and brands De Tijd/L'Echo. The conclusions were the following:

If the remaining useful life of De Tijd/L'Echo was reduced from 34.2 years as a 'super' brand to 20 or 10 years, the additional annual depreciation charge would be € 1.5 million or € 5.0 million respectively. The share in the profit of the Mediafin joint venture (after deferred taxes) would then decrease by € 0.5 million or € 1.9 million respectively. If the remaining useful life of the customer relationships within Mediafin of 14.2 years were reduced to 10 years, the additional annual depreciation charge would be € 0.6 million. If the remaining useful life were reduced to 5 years, the additional annual depreciation charge would amount to € 2.7 million. The share in the profit of the Mediafin joint venture would then decrease by € 0.2 million or € 1.0 million respectively.

Roularta Media Group has an outstanding net debt to Mediafin of € 2.5 million. Furthermore, there were no contingent or other liabilities with respect to Mediafin on 31 December 2023 and 2022. Mediafin needs the joint consent of Roularta Media Group and the other shareholder, Groupe Rossel, to distribute profit and take out possible loans.

Immovlan

The entity Immovlan BV was established on 6 January 2021 by Roularta Media Group (35%), Groupe Rossel (35%) and Belfius (30%). Immovlan BV comprises the activities of Immovlan and Vacancesweb that were previously part of CTR Media SA (50% RMG/50% Rossel). The participation is part of a strategic cooperation agreement between Belfius and Immovlan, whereby they combine their digital expertise and further diversify their service offerings in residential real estate. While the entity was fully consolidated from the start, it has been accounted for under the equity accounting method since deconsolidation (end of September 2022).

The table below shows the main items of the Immovlan BV balance sheet and the income statement on the balance sheet date. As a result of the deconsolidation, the 2022 income statement covers only the period October-December 2022; in 2023, this is a full financial year.

in thousands of euros	2023	2022
Fixed assets	7,506	8,293
Current assets	2,048	1,510
- of which cash and cash equivalents	276	308
Current liabilities	-1,868	-1,240
Net assets	7,685	8,563
Sales	6,305	1,479
Depreciation	-979	-303
Income tax expense	-221	-35
Total comprehensive income for the period	-877	-264

Reconciliation of the aforementioned financial information with the net carrying amount of the participation of Immovlan in the consolidated financial statements:

in thousands of euros	2023	2022
Net assets of the joint venture/ associate	7,685	8,563
Share of the Group in Immovlan	35.0%	35.0%
(Theoretical) carrying amount of the investment in Immovlan before deconsolidation	2,690	2,997
Elimination remaining unrealised gain on customer portfolio due to deconsolidation (after tax)	-864	-864
Carrying amount of the investment in Immovlan	1,825	2,133

In addition, Roularta Media Group NV has a put option of € 394,000 in its participations to possibly increase its interest in the Immovlan entity. We refer here to Note 26.

The most important item under fixed assets concerns intangible fixed assets.

The table below shows the intangible fixed assets in Immovlan (at 100%) as at 31 December 2023. The remaining net carrying amounts and useful lives are shown:

in thousands of euros	Intangible assets 2023	Intangible assets 2022	Total remaining useful life (in years)
Merk - Immovlan	701	801	7
Klantenportefeuille Immovlan	5,442	5,830	12
Total	6,143	6,631	

In 2022, Immovlan's customer portfolio had decreased by € 5.0 million due to an impairment that was booked at the time of deconsolidation following an impairment test. On 31 December 2023, there were no indicators of impairment for the investment, so no impairment test was performed.

The total remaining annual depreciation charge for the aforementioned intangible fixed assets within Immovlan is € 0.6 million (excluding deferred taxes). The annual impact on Roularta Media Group's EBITDA of this depreciation including deferred taxes amounts to € -0.1 million.

III. Summary financial information of associates and joint ventures that are individually not significant

This category comprises the companies CTR Media SA, Yellowbrick NV, Repropress CVBA, Pulsar-IT BV, Motor.NL BV and Pite Media BV.

in thousands of euros	2023	2022
Share of the Group in total comprehensive income for the period	17	-236
Total carrying amount of other investments held by the Group	538	608

Roularta Media Group has no contractual obligations with respect to these associates and joint ventures on 31 December 2023 and 2022.

IV. Evolution of the net carrying amount of the participations according to the equity accounting method

in thousands of euros	2023	2022
Balance at the end of the preceding period	55,051	55,303
Movements during the period:		
- Share in the result of associated companies and joint ventures	2,678	2,485
- Share of other comprehensive income of joint ventures and associates	-189	-18
- Dividends	-4,000	-4,750
- Provision for additional losses	-29	16
- Effect group change	-	1,622
- Other changes	-	394
Balance at the end of the period (investments, amounts receivable not included)	53,511	55,051

In 2023 € 4.0 million in dividends was paid out from Mediafin (€ 4.8 million in 2022). In 2022, 'changes in securities for the group' included the purchase of the joint ventures Motor.NL BV, Pite Media BV and Pulsar-IT BV as well as the inclusion of ImmoVlan BV accounted for using the equity accounting method (together € 2.3 million). On the other hand, the participation according to the equity accounting method of 50+ Beurs & Festival BV disappeared after the full acquisition at the beginning of 2022 (€ -0.6 million impact).

NOTE 17 - INVESTMENTS IN FINANCIAL ASSETS, LOANS AND GUARANTEES

I. Overview

in thousands of euros	2023	2022
Investments in financial assets - fair value through profit or loss	148	169
Loans and guarantees - amortised cost	346	996
Total investments in financial assets, loans and guarantees	494	1,165

II. Investments in financial assets – evolution during financial year

in thousands of euros	2023	2022
AT FAIR VALUE WITH RECOGNITION OF VALUE CHANGES IN PROFIT AND LOSS ACCOUNT		
Balance on 1 January	3,839	4,230
Movements during the period:		
- Disposals	-	-391
Balance on 31 December	3,839	3,839
IMPAIRMENT LOSSES (-)		
Balance on 1 January	-3,670	-3,720
Movements during the period:		
- Overdrachten en buitengebruikstellingen (-)	-21	50
Balance on 31 December	-3,691	-3,670
Net carrying amount at the end of the period	148	169

Management has determined that the cost price less the impairment is a correct estimate of the fair value for the unlisted equity investments of the fully consolidated companies because there is insufficient recent information available to measure the fair value.

III. Loans and guarantees – evolution during the financial year

in thousands of euros	2023	2022
AT AMORTISED COST		
Balance on 1 January	996	1,961
Movements during the period:		
- Additions	91	70
- Acquisitions through business combinations	-	7
- Transfers from one heading to another	-443	-
- Amount of payments used	-	-1,022
- Reimbursements	-298	-20
Balance on 31 December	346	996
Net carrying amount at the end of the period	346	996

The decrease in guarantees in 2023 is due to a judicial deposit relating to the Infobase dispute (see Note 24 - Provisions) that would normally be released in 2024. It has therefore been transferred to other short-term receivables.

NOTE 18 - TRADE AND OTHER RECEIVABLES

I. Trade and other receivables – fixed

in thousands of euros	2023	2022
Other receivables	-	121
Total trade and other receivables - non-current	-	121

II. Trade and other receivables - current

in thousands of euros	2023	2022
Trade receivables, gross	52,997	53,704
Allowance for bad and doubtful debts, current	-4,511	-3,459
Invoices to issue and credit notes to receive (*)	2,589	2,875
Amounts receivable and debit balances suppliers	308	481
VAT receivable (*)	13	23
Other receivables, gross	1,497	1,311
Allowance for other receivables	-116	-116
Total trade and other receivables - current	52,777	54,819

(*) Not considered as financial assets as defined in IAS 32

The unsettled receivables are spread over a large number of customers and there is no customer with an outstanding balance representing over 10% of total customer receivables.

Trade receivables decrease slightly and the DSO also decreases slightly (from 51 days in 2022 to 50 days in 2023). DSO is defined as total current trade receivables divided by the total revenue for the last 3 months/90.

The table below shows the age analysis of the trade receivables in the short term:

in thousands of euros	2023	2022
Nominal amount at the end of the period	52,997	53,704
- of which:		
* not due and due less than 30 days	40,296	42,593
* due 30 - 60 days	4,295	3,466
* due 61 - 90 days	2,246	1,968
* due more than 90 days	6,160	5,677

The following table shows the evolution of the provision for doubtful debts:

in thousands of euros	2023	2022
Net carrying amount on 1 January	-3,459	-3,074
- Amounts written off during the year	-1,822	-1,060
- Reversal of amounts written off during the year	1,070	917
- Acquisition through business combination	-178	-276
- Divestment of subsidiaries	-	27
- Reclassified as assets held for sale	-122	7
Net carrying amount on 31 December	-4,511	-3,459

In both 2023 and 2022, new downward value adjustments or reversals were booked on a customer-specific basis. One impairment of € 0.7 million was recorded on one customer who requested bankruptcy protection.

The Group applied the simplified method under IFRS 9 to measure the loss compensation at an amount equal to the credit losses expected during the period (see above). The realised reduction in value on receivables (also partly on receivables foreseen at the end of the previous financial year) can be found in Note 8 – Other operating income.

The table below shows the evolution of the provision for other debts.

in thousands of euros	2023	2022
Net carrying amount at the end of the preceding period	-116	-141
- Reversal of amounts written off during the year	-	25
Net carrying amount at the end of the period	-116	-116

NOTE 19 - DEFERRED TAX ASSETS AND LIABILITIES

I. Overview of deferred tax assets and liabilities

The deferred tax assets and liabilities included in the balance sheet can be attributed to:

in thousands of euros	2023		2022	
	Deferred tax assets	Deferred tax liabilities	Deferred tax assets	Deferred tax liabilities
Intangible assets	1,399	12,943	2,036	12,325
Property, plant and equipment	63	5,406	22	5,250
Investments in financial assets, loans, guarantees	-	2,738	-	2,738
Trade and other receivables	-	-	-	47
Retained earnings	-	367	-	367
Provisions	61	-	736	-
Non-current employee benefits	1,161	-	1,373	-
Accrued expenses and deferred income	88	-	100	-
Total deferred taxes related to temporary differences	2,771	21,453	4,267	20,727
Tax losses	299	-	300	-
Tax credits	12,074	-	10,972	-
Set off tax	-12,245	-12,245	-12,527	-12,527
Net deferred tax assets / liabilities	2,899	9,208	3,012	8,200

In 2023, the deferred tax liabilities increased due to the intangible assets (brands) that resulted from the acquisition of RMN Mindstyle BV. We refer here to Note 2 – Group Structure.

The Group did not recognise any deferred tax assets on tax losses of € 60.7 million (2022: € 61.4 million) on the one hand and on temporary differences of € 5 K (2022: € 6 K) on the other hand, as it is unlikely that there will be taxable profits available in the near future from which they can be deducted.

Roularta Media Group recognised deferred tax assets for a total of € 304 K (2022: € 306 K) for subsidiaries that suffered losses in the current or previous period. The budgets of the subsidiaries show that sufficient taxable profits will be available in the near future from which the deferred tax assets can be deducted.

II. Deferred tax assets on tax losses and tax credits

in thousands of euros	2023		2022	
	Tax losses carried forward	Tax credits	Tax losses carried forward	Tax credits
Year of expiration				
Current year	-	-	-	-
Without expiration date	299	12,074	300	10,971
Total deferred tax asset	299	12,074	300	10,971

NOTE 20 - INVENTORIES

in thousands of euros	2023	2022
Gross amount		
Raw materials	9,103	11,152
Work in progress	1,023	1,090
Finished goods	280	197
Goods purchased for resale	1,354	1,171
Contracts in progress	74	74
Total gross amount (A)	11,834	13,684
Write-downs (-)		
Raw materials	-678	-571
Finished goods	-26	-29
Goods purchased for resale	-241	-283
Total write-downs (B)	-945	-883
Carrying amount		
Raw materials	8,425	10,581
Work in progress	1,023	1,090
Finished goods	254	168
Goods purchased for resale	1,113	888
Contracts in progress	74	74
Total carrying amount at cost (A+B)	10,889	12,801

Inventories fell in 2023, mainly in raw materials and consumables and in line with lower revenue. For downward value adjustments, we refer to Note 7.

There are no buildings or other securities applicable to the inventories.

NOTE 21 - CASH AND CASH EQUIVALENTS

in thousands of euros	2023	2022
Bank balances	38,251	54,462
Short-term deposits	30,016	30,017
Cash at hand	1	1
Total cash and cash equivalents	68,268	84,480

Short-term deposits are highly liquid investments that can easily be converted into a known amount of cash. They have a term of between three and six months. The deposits do not carry any material risk that would change their valuation. The average interest rate in 2023 was 3.32%.

There were no investments in 2023.

The evolution in cash and cash equivalents (€ -16.2 million) comes from (1) the positive cash flow from operational activities (€13.8 million) – mainly from (i) the EBITDA (€ 16.1 million - i.e. excluding the result of the joint ventures, provisions and downward value adjustments on inventories and receivables) less a capital gain of € 1.1 million from the sale of a building, (ii) the dividend of Mediafin NV of € 4 million, less (iii) higher working capital of 4.7 million; less (2) the outflow in the investment activities of € -15.5 million – mainly due to investments in (in) tangible fixed assets (€ 16.1 million), the acquisition of WPG Media (€ 1.2 million) and on the other hand the sale of a building for € 1.5 million; and (3) those from financing activities € -14.5 million – mainly due to the dividend payment of € 11.8 million and the repayment of the IFRS16 debts (€ 2.5 million).

NOTE 22 - EQUITY

I. Subscribed capital

As of 31 December 2023, issued capital amounts to € 80,000 K (2022: € 80,000 K) represented by 13,141,123 (2022: 13,141,123) fully paid-up ordinary shares. These shares have no nominal value. The table below shows the movements for the current and previous financial years.

Jaar	Maand	Verrichting	Aantal aandelen	Kapitaal	BEF/EUR
2022	July	Merger Roularta Media Group NV with Gezondheid NV	13,141,123	80,000,000	EUR

II. Treasury shares

On 31 December 2023 the Group had 1,356,619 treasury shares in its portfolio (2022: 1,373,589), with a value of € 30.0 million, or € 22.13 per share.

In exercising their options during the financial year 16,970 (2022: 15,720) treasury shares were granted to the holders of the options.

III. Other reserves

in thousands of euros	2023	2022
Share premium	304	304
Costs of issuance and equity increase (net after deferred taxes)	-1,275	-1,275
Reserves for share-based payments	582	1,911
Reserves for actuarial gains/losses employee benefits	1,047	901
Total other reserves	657	1,841

The share-based payment reserves relate to the share options granted as described in Note 23. The decrease is because Option Plan 12 expires at the end of 2023.

IV. Minority interests

The equity interest held by minority shareholders is as follows:

Name	Country of incorporation and operation	2023	2022
Studio Aperi Negotium NV	Belgium	25.00%	25.00%

The reconciliation for 2023 of the minority interest on the balance sheet and the net result attributable to minority interests can be found in the table below.

2023	in thousands of euros	Studio Aperi Negotium NV	Totaal
Non-current assets		209	209
Current assets		541	541
Non-current liabilities		39	39
Current liabilities		1,626	1,626
Equity		-915	-915
Non controlling %		25.00%	
Minority interest		-228	-228
			-
Sales		2,100	2,100
Net result		72	72
Non controlling %		25.00%	
Net result attributable to minority interests		18	18

Immovlan BV was deconsolidated at the end of September 2022, meaning that the net result was included until then. The minority interest was removed from the balance sheet at the end of 2022.

2022	in thousands of euros	Immovlan BV	Studio Aperi Negotium NV	Total
Non-current assets		-	166	166
Current assets		-	578	578
Non-current liabilities		-	1,023	1,023
Current liabilities		-	706	706
Equity		-	-985	-985
Non controlling %		0.00%	25.00%	
Minority interest		-	-247	-247
				-
Sales		2,671	2,041	4,712
Net result		-10,987	307	-10,680
Non controlling %		65.00%	25.00%	
Net result attributable to minority interests		-7,142	77	-7,065

NOTE 23 - SHARE-BASED PAYMENTS

Various share option plans were issued by NV Roularta Media Group with the intention of allowing management and executives to enjoy the growth of the company and the evolution of the Roularta share. In order to meet potential share option obligations, a treasury share purchase programme was set up in the past to allow the company to meet these future options. All share option plans are settled in equity instruments, with each of the plans providing for one option giving entitlement to one Roularta share against payment of the exercise price. The options become unconditional if the employment contract or director's mandate is not terminated at the time of the next exercise period. Below is an overview of the existing share option plans.

Share options

The nomination and remuneration committee decides on the granting of the option plans in function of the performance of management and executives, their contribution to realising the Group's objectives and their commitment to the long-term development of the Group's strategy.

Share options are exercisable at the price corresponding to the average closing price of the share during the thirty days preceding the date of the option offering or the last closing price before the day of the offering. The maximum life of options granted is explained in the following table. If the option is not exercised after the last exercise period, it expires. Options that are not yet exercisable are stated if a member of management or an executive leaves the company before the final exercise period, except in the event of retirement or death.

No new option plans were issued in 2023 or 2022.

Overview of the ongoing share option plans offered to management and executives on 31 December 2023:

Year of offering	Options offered	Options granted	Options to be exercised	Exercise price in €	First exercise period	Last exercise period
2015	203,750	117,700	33,940	11.73	01/01 - 31/12/2019	01/01 - 31/12/2025
2019	370,000	102,250	59,500	14.39	01/01 - 31/12/2023	01/01 - 31/12/2029
	573,750	219,950	93,440			

Overview of the share options outstanding during the financial year:

	2023		2022	
	Number of share options	Weighted average exercise price in €	Number of share options	Weighted average exercise price in €
Outstanding on 1 January	216,710	26.38	258,130	24.86
Forfeited during the year	-350	-	-25,700	-
Exercised during the year	-16,970	13.02	-15,720	11.73
Expired during the year	-105,950	40	-	-
Outstanding on 31 December	93,440	13.42	216,710	26.38
Exercisable on 31 December	73,470		118,900	

16,970 share options were exercised during the current financial year (15,720 in 2022). During the current financial year, 105,950 options expired in respect of Option Plan 12 that was offered in 2008 and could be exercised until 31 December 2023.

A total of € 30 K in costs was incurred in 2023 (2022: € 3 K costs) recognised in personnel charges relating to equity-settled share-based payment transactions. All option plans granted from 7 November 2002 are recognised in the profit and loss account starting in 2015.

The share options outstanding at the end of the period have a weighted average residual life of 4.6 years (3.3 years in 2022). In 2023, the weighted average share price on the exercise date was € 17.68 (2022: € 18.87).

NOTE 24 - PROVISIONS

At the end of the reporting period, provisions amounted to € 2.9 million compared to € 6.3 million last year. They are mainly the result of pending disputes (€ 1.1 million) and other provisions (€ 1.8 million).

In 2022, the provisions for pending litigation mainly related to pending lawsuits with former suppliers of Roularta Media Group, of which Infobase (€ 3.5 million) was the largest. In this last dispute, in 2023 two legal proceedings with Infobase remained pending, namely (i) proceedings before the attachment court in Brussels regarding the opposition to the penalty payments imposed between September 2017 and March 2022 and (ii) proceedings pending before the 17th Division of the Brussels Court of Appeal regarding the release of the judicial deposits made by Roularta Group as a result of unjustly served and paid penalty payments. In 2023, the Brussels Court of Appeal ruled in the Infobase case regarding the release of the penalty payments served in the period 21/03/2017 and 18/09/2020 in favour of Roularta Media Group. Infobase's counsel confirmed that no appeal before the Belgian Supreme Court

would be filed against this positive judgement, as a result of which the provision of € 3.4 million was withdrawn. At the beginning of 2024, the last dispute pending before the attachment court in Brussels was finally settled in favour of Roularta Media Group through a waiver of the claim.

The other provisions concern diverse matters. A small number concern provisions for participations recognised using the equity accounting method, the losses of which exceed the carrying amount of the participation, see also Note 16 - Investments in associates and joint ventures.

A total of € 3.7 million in revenue was booked to the provisions line in the consolidated profit and loss account. This consists on the one hand of € 3.4 million in provisions for pending disputes and other provisions, and € 0.3 million for provisions regarding personnel (see Note 25).

2023			
in thousands of euros	Legal proceeding provisions	Other provisions	Total
Balance on 1 January	4,509	1,818	6,327
Movements during the period:			
- Amounts of provisions used (-)	-	-31	-31
- Unused amounts of provisions reversed (-)	-3,366	-30	-3,396
Balance on 31 December	1,143	1,757	2,901
2022			
in thousands of euros	Legal proceeding provisions	Other provisions	Total
Balance on 1 January	5,134	1,932	7,066
Movements during the period:			
- Additional provisions	537	160	697
- Acquisitions through business combinations	-	140	140
- Amounts of provisions used (-)	-638	-144	-782
- Unused amounts of provisions reversed (-)	-524	-270	-794
- Other increase / decrease	-	-	-
Balance on 31 December	4,509	1,818	6,328

NOTE 25 - NON-CURRENT EMPLOYEE BENEFITS

I. General

in thousands of euros	2023	2022
Defined benefit plans	2,110	2,776
Redundancy payments	1,229	984
Other long-term employee benefits	2,548	2,841
<i>Group insurance provision (NL)</i>	-	115
<i>Future tariff benefits on subscriptions</i>	1,231	1,060
<i>Employee retirement premiums</i>	-	3
<i>Jubilee premiums</i>	1,317	1,663
Total non-current employee benefits	5,887	6,601

II. Defined benefit plans

There are various pension plans, the compensation of which depends on the number of years of service and wages. For the Belgian plans, assets are held in funds in accordance with local legal requirements.

Belgian defined contribution plans for pensions are subject by law to guaranteed minimum returns. For new deposits from 2016 onwards, the statutory minimum return is linked to the return on Belgian straight-line bonds with a maturity of 10 years, with a minimum of 1.75% and a maximum of 3.75%. This minimum return requirement is calculated as an average over the member's entire career. The Group has assumed that the minimum return requirement is 2.50% for plans where premiums increase depending on age/seniority (the other plans remain at 1.75%) given the higher interest rate on Belgian government linear bonds (OLOs) with a 10-year term. Due to these guaranteed minimum returns, all Belgian defined contribution plans are considered under IFRS as a defined benefit pension plan.

The table below provides an overview of the 2023 and 2022 gross liability resulting from defined benefit pension plans, the fair value of the plan assets and the changes thereto. They include multiple Belgian plans that are presented in aggregate because they do not differ materially in characteristics, geographic location, reporting segment or financing arrangement. The plans are financed on the basis of insurance contracts with a guaranteed interest rate (Tak 21), whereby the fair value of the plan assets is determined on the basis of IAS 19.115. The net pension liability decreased by € 666 K compared to last year.

in thousands of euros			2023		2022	
	Defined benefit obligation	Fair value of plan assets	Net defined benefit liability	Defined benefit obligation	Fair value of plan assets	Net defined benefit liability
Balance on 1 January	51,164	48,388	2,776	68,615	65,476	3,139
Pension cost charged to profit and loss						
Service cost	2,552	-	2,552	3,222	-	3,222
Net interest expense	1,918	1,873	45	818	800	18
Subtotal included in profit and loss	4,470	1,873	2,597	4,041	800	3,241
Benefits paid	-3,236	-3,236	-	-2,676	-2,676	-
Settlement of benefits payments	-198	-198	-	-	-	-
Remeasurement gains/losses in OCI						
Return on plan assets (excluding amounts included in net interest expense)	-	88	-88	-	-18,374	18,374
Actuarial changes arising from changes in demographic assumptions	-410	-	-410	-	-	-
Actuarial changes arising from changes in financial assumptions	811	-	811	-19,374	-	-19,374
Actuarial changes arising from experience adjustments	-858	-	-858	160	-	160
Subtotal included in other comprehensive income	-457	88	-545	-19,214	-18,374	-841
						-
Contributions by employer	-	2,718	-2,718	-	2,764	-2,764
Contributions by the plan's participants	405	405	-	399	399	-
Additions/decreases from business combinations/divestments	-	-	-	-	-	-
Balance on 31 December	52,148	50,038	2,110	51,165	48,389	2,776

The main actuarial assumptions are as follows:

Principal actuarial assumptions	2023	2022
1. Discount rate	3.67%	3.77%
2. Expected return on plan assets	3.67%	3.77%
3. Expected rate of salary increase	2.60%	2.7%
4. Underlying future inflation	2.10%	2.2%
5. Minimum return requirement	2.50%	2.50%

A sensitivity analysis was performed on the above parameters on 31 December 2023. The figures below show the impact on the gross pension liability (a positive amount means an increase in the absolute liability).

in thousands of euros	2023
Discount rate	
Decrease of 0,25%	-1,536
Increase of 0,25%	1,464
Estimated future salary change	
Decrease of 0,25%	251
Increase of 0,25%	-253
Future consumer price index change	
Decrease of 0,25%	207
Increase of 0,25%	-220
Future turnover change	
Decrease of 0,25%	-826
Increase of 0,25%	507
Future minimum guaranteed return change	
Decrease of 0,25%	-387
Increase of 0,25%	178

The above sensitivity analyses are based on a change in one assumption while all other assumptions are held constant. In practice, this is unlikely to happen and changes in some of the assumptions can be correlated. The projected unit credit method was also used to calculate the sensitivity of the defined benefit obligation to significant actuarial assumptions. The impact on the net pension obligation will be significantly lower than the above values and the effect will go through unrealised period results.

For defined benefit pension plans, the insurance contracts use a defensive investment strategy that primarily invests in fixed income securities to ensure the security, return and liquidity of the investments. This takes into account the judicious diversification and spread of the investments. The main categories of plan assets and the share of each major category in the fair value of the plan assets are: 62.2% government bonds (66.5% in 2022), 7.8% corporate bonds (7.5% in 2022), 9.0% loans (7.0% in 2022), 8.0% shares (7.0% in 2022), 13.0% real estate (12.0% in 2022).

The expected benefits to be paid from the plan assets to the group insurance policies are as follows:

in thousands of euros	2023
Within the next 12 months	626
Between 2 and 5 years	8,458
Between 6 and 10 years	21,233
Total expected payments	30,317

The Group expects to pay € 2.8 million in employer contributions in 2024 related to defined benefit pension plans (same as in 2023); employee contributions are expected to amount to € 0.4 million (same as in 2023).

The average term of the pension obligations at the end of the reporting period is 12.4 years.

Information related to share options is disclosed in Note 23 – Share-based payments.

NOTE 26 - FINANCIAL DEBTS

The balance sheet shows long-term financial debts of € 6.0 million and short term debts worth € 5.4 million. The following table summarises the remaining contractual maturity of these financial liabilities (undiscounted cash flows).

in thousands of euros	Current		Non-current			Total
	Up to 1 year	2 years	3 to 5 years	>5 years		
2023						
Financial debts						
Debt affiliated companies	2,500	-	-	-	-	2,500
Debt related to put option on investment accounted for using the equity method	368	-	-	-	-	368
Lease liabilities	2,327	2,073	3,104	1,622	-	9,126
Other loans	250	-	-	-	-	250
Total financial debts according to their maturity (undiscounted)	5,444	2,073	3,104	1,622		12,244

in thousands of euros	Current		Non-current			Total
	Up to 1 year	2 years	3 to 5 years	>5 years		
2022						
Financial debts						
Debentures	-	3,000	-	-	-	3,000
Debt puttable minorities	389	-	-	-	-	389
Lease liabilities	2,231	1,946	3,044	1,724	-	8,945
Total financial debts according to their maturity (undiscounted)	2,620	4,946	3,044	1,724		12,334

The debt with affiliates concerns a debt to Mediafin NV (€ 2.5 million) - 50% subsidiary of Roularta Media Group - which was transferred from long term to short term in 2023.

The put option that RMG and Rossel granted to minority shareholder Belfius under strict conditions has remained approximately the same. It is subject to financial debt linked to a puttable investment recognised using the equity accounting method. For more information, we refer to the 2022 annual report.

As a result of the application of IFRS 16 Leases, financial leasing debts have been recognised as of 1 January 2019. In 2023, € 2.8 million in new lease liabilities were recognised.

As of 31 December 2023, there are no guaranteed debts outstanding with lenders.

For further information regarding the Group's exposure to interest and exchange rate risks, see Note 29 Financial instruments - risks and fair value.

The table below shows the financial debts as they are included in the balance sheet (i.e. discounted), including the movements during the financial year.

in thousands of euros	Balance 1 January 2023	Cash flows Repay- ment	Non cash flows						Balance 31 Decem- ber 2023
			Reclass LT-ST	IFRS16 movements	Acquired through business combi- nation	Put option	Other Loans	Loan associa- ted company	
Financial debts - short term	2.620	-2.984	2.484	96	-	-21	250	3.000	5.444
Financial debts - long term	8.846	-	-2.484	2.667	-	-	-	-3.000	6.029
Total financial debts	11.466	-2.984	-	2.763	-	-21	250	-	11.473

in thousands of euros	Balance 1 January 2022	Cash flows Repay- ment	Non cash flows						Balance 31 Decem- ber 2022
			Reclass LT-ST	IFRS16 movements	Acquired through business combi- nation	Put option	Other Loans	Loan associa- ted company	
Financial debts - short term	1.416	-2.267	2.267	328	487	389	-	-	2.620
Financial debts - long term	4.249	-	-2.267	2.625	1.637	-398	-	3.000	8.846
Total financial debts	5.665	-2.267	-	2.953	2.124	-9	-	3.000	11.466

NOTE 27 - OTHER NOTES ON LIABILITIES

in thousands of euros	Current		Non-current			Total
	Up to 1 year	2 years	3 to 5 years	>5 years		
2023						
Trade and other payables						
Trade payables	43,824	-	-	-	-	43,824
<i>Trade payables</i>	24,217	-	-	-	-	24,217
<i>Invoices to be received / credit notes to issue (*)</i>	18,854	-	-	-	-	18,854
<i>Credit balances trade receivables</i>	753	-	-	-	-	753
Advances received	41,732	-	-	-	-	41,732
Current employee benefits	18,728	-	-	-	-	18,728
<i>Payables to employees</i>	14,683	-	-	-	-	14,683
<i>Payables to public administrations</i>	4,045	-	-	-	-	4,045
Taxes	1,422	-	-	-	-	1,422
Other payables	5,091	-	-	13	-	5,104
<i>Indirect tax payable (*)</i>	4,796	-	-	-	-	4,796
<i>Other payables</i>	295	-	-	13	-	308
Accrued charges and deferred income	6,402	-	-	-	-	6,402
Total amount of payables according to their maturity	117,199	-	-	13	-	117,212

(*) No financial liability as defined in IFRS 9

in thousands of euros	Current		Non-current		Total
	Up to 1 year	2 years	3 to 5 years	>5 years	
2022					
Trade and other payables					
Trade payables	49,182	-	-	-	49,182
<i>Trade payables</i>	23,790	-	-	-	23,790
<i>Invoices to be received / credit notes to issue (*)</i>	24,713	-	-	-	24,713
<i>Credit balances trade receivables</i>	679	-	-	-	679
Advances received	40,880	-	-	-	40,880
Current employee benefits	18,963	-	-	-	18,963
- of which payables to employees	15,799	-	-	-	15,799
- of which payables to public administrations	3,164	-	-	-	3,164
Taxes	903	-	-	-	903
Other payables	5,336	-	-	262	5,598
<i>Indirect tax payable (*)</i>	5,049	-	-	-	5,049
<i>Other payables</i>	287	-	-	262	549
Accrued charges and deferred income	7,141	-	-	-	7,141
Total amount of payables according to their maturity	122,405	-	-	262	122,667

(*) No financial liability as defined in IFRS 9

Indirect taxes mainly concern payroll tax, VAT payable, and provincial and municipal taxes.

The contract balances arising from contracts with customers included in these balances concern:

in thousands of euros	2023	2022
Contract liabilities		
Advances received	41,673	40,809
Credit notes to issue	1,792	1,995
Credit balances trade receivables	753	679
Deferred income	6,172	6,828
Obligations related to returns, refunds and other similar obligations		
Credit notes to issue: provision for unsold issues	5,856	5,681

In general, the prepayments received have a maximum term of one year.

NOTE 28 - CONTINGENT LIABILITIES AND CONTRACTUAL COMMITMENTS FOR THE ACQUISITION OF PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

The Group does not guarantee payment obligations, nor does it have any pledges against business assets (same in 2022).

The contractual commitments for the Group's purchase of paper from third parties amount to € 3,352 K (2022: € 8,239 K). There are no bank guarantees.

NOTE 29 - FINANCIAL INSTRUMENTS - RISKS AND FAIR VALUE

In the course of its business activities, the Group is exposed to currency, interest, credit and market risks. Derivatives are used as appropriate to mitigate the risk associated with fluctuations in exchange rates and interest.

A. Foreign exchange risk

Operational Activities

The Group is minimally subject to a foreign exchange risk since both purchases and sales are mainly in euros.

Financing activities

On 31 December 2023 there were, just as on 31 December 2022, no financing activities with a potential foreign exchange risk.

Estimated sensitivity to foreign exchange risk

Management is of the opinion that, given the aforementioned limited foreign exchange risks, the risks of fluctuations in the fair value or in the future cash flows of financial instruments with an impact on the result or equity as a result of exchange rate changes, are not material.

B. Interest risk

The due dates of the financial debts and liabilities can be found in Note 26 – Financial debts.

As of 31 December 2023, the Group has no current account balance with credit institutions (2022: € 0 K).

Current account balances are subject to a variable market interest rate. Loans to associates and joint ventures, which are booked under the category other or financial loans, have a fixed interest rate that is revisable after three or five years. To hedge risks related to adverse interest rate fluctuations, the Group historically has used financial instruments, namely IRS contracts. The Group has no longer has such financial instruments since the end of 2018.

Estimated sensitivity to interest rate fluctuations

Since in 2023 there were no outstanding loans with a variable interest rate, the Group is not subject to sensitivity to interest rate fluctuations as of 31 December 2023.

C. Credit risk

The Group is exposed to credit risk with respect to its customers, which could lead to credit losses.

In order to manage credit risk, creditworthiness surveys are conducted on customers seeking significant credit facilities and, if these surveys are negative, credit is denied or limited. In addition, the Group uses credit instruments, such as bills of exchange, to cover part of the credit risk and takes out credit insurance for a limited percentage of the print shop's foreign customers.

There was no significant concentration of credit risks with a single counterparty on 31 December 2023.

Despite RMG's intention to limit its credit risk, it may experience a deterioration in the creditworthiness of its customers. Any inability to take out a credit insurance policy with respect to certain customers could materially adversely affect RMG's business, financial position and/or results of operations.

The carrying amount of the financial assets represents the Group's maximum exposure to credit risk. The carrying amount is reported including downward value adjustments. An overview of this carrying amount can be found in Point F below. The downward value adjustments are detailed in Note 18 – Trade and other receivables.

D. Liquidity risk

The analysis of maturity of the financial debts can be found in Note 26 - Financial debts.

The Group expects to be able to meet its obligations using the expected operating cash flows and its current liquid assets. Roularta in fact is debt-free, and at end of 2023 has a net cash position of € 56.8 million. In addition, the Group has no miscellaneous short-term credit lines. Liquidity risk is therefore minimal.

RMG manages cash and financing flows and the ensuing risks through a treasury policy at group level. In order to optimise the equity positions and to minimise the related interest expenses, the cash flows of the subsidiaries within the Group are centralised where necessary in a cash pool.

E. Capital structure

On 31 December 2023, the gearing ratio (i.e. -net financial cash position/total equity) was -26.2% compared to -32.3% the year before. Given the net cash position of the group, the ratio is negative. Roularta Media Group continuously strives to optimise its capital structure (combination of debt and equity). The main objective of the capital structure is to maximise shareholder value while maintaining the desired financial flexibility to implement strategic projects.

The Group has free access to the above-mentioned net cash position and therefore is always able to respond to market opportunities. Given the strongly changing media sector in which the Group operates, debt is handled with great care.

In 2019, the board of directors of Roularta Media Group gave its approval to invest any cash reserves of the Group through the intervention of financial institutions in order to achieve some return on this cash. The investment strategy drawn up by the board of directors is based on the following principles: (i) safeguarding a healthy balance between liquid assets and investment amounts; (ii) exercising due caution when subscribing to an investment; (iii) preferably investing in sustainable companies. There were no cash investments in 2023, but a large part of the cash was held in short-term deposits with positively evolving interest rates. We refer to Note 21 – Cash and cash equivalents. During the past two financial years, the Group has mainly used its cash reserves to finance acquisitions.

The capital structure of the Group consisted mainly of capital (see details in Note 22 – Equity) at the end of 2023. Note 26 shows the details of the limited financial debts. Note 21 shows the cash investments, liquid assets and cash equivalents.

The Group is not subject to any externally imposed capital requirements. The audit committee reviews the capital structure of the Group every six months. As part of this review, the cost of capital and the risk of each type of capital (foreign or own) are considered.

F. Fair value

An overview is given below of the carrying amounts of the financial instruments used by the Group in the consolidated financial statements. The carrying amounts are a good estimate of the fair value.

			2023	2022
in thousands of euros	Note	Classification under IFRS 9	Carrying amount	Carrying amount
Non-current assets				
Investments in financial assets	17	RW-W&V	148	169
Loans and guarantees	17	GK	346	996
Trade and other receivables	18	GK	-	121
Current assets				
Trade and other receivables	18	GK	52,777	54,819
Cash and cash equivalents	21	GK	68,267	84,480
Non-current liabilities				
Financial debts	26	GK	-6,029	-8,846
Other payables	27	GK	-13	-262
Current liabilities				
Financial debts				
Puttable investment accounted for using the equity method	26	RW-W&V	-368	-389
Trade payables	27	GK	-43,824	-49,182
Advances received	27	GK	-41,732	-40,880
Other payables	27	GK	-5,091	-5,336

Classification under IFRS 9	AC	Financial assets and financial liabilities at amortised cost
	FV-P&L	Financial assets at fair value through profit and loss
	FV-OCI	Equity instruments designated as fair value via OCI

The main methods and assumptions used in estimating the fair values of financial instruments included in the statement are presented below.

Investments in financial assets

As mentioned in Note 17, management has determined that the cost price minus impairment is a correct estimate of the fair value for the unlisted equity investments of the fully consolidated companies because there is insufficient more-recent information available to measure the fair value.

Loans, guarantees, trade and other receivables, trade and other debts

For receivables and payables with an original term of less than one year, the nominal value is considered to reflect the fair value in view of the short maturity period. For receivables of more than one year, it was determined that the carrying amount reflects the fair value.

Financial debts

The fair value of the loans and leasing debts is calculated on the basis of the present value of the expected future cash flows from repayments and interest payments.

Other liabilities

For short-term liabilities, the nominal value is considered to reflect the fair value in view of the short term to maturity. The fair value of the financial derivatives is determined on the basis of market valuation on the balance sheet date.

G. Fair value hierarchy

Investments in financial assets (€ 148 K as of 31 December 2023, and € 169 K on 31 December 2022) are valued at fair value and concern level 3 investments.

The written put option on minority interests is measured at fair value and also falls under fair value hierarchy level 3. For more information, we refer to Note 26 – Financial debts.

in thousands of euros	31/12/2023	Level 1	Level 2	Level 3
Assets measured at fair value				
Short-term investments	148	-	-	148
Liabilities measured at fair value				
Written put option on investment accounted for using the equity method	-368	0	0	-368
in thousands of euros	31/12/2022	Level 1	Level 2	Level 3
Assets measured at fair value				
Short-term investments	169	-	-	169
Liabilities measured at fair value				
Written put option on investment accounted for using the equity method	-389	0	0	-389

The following hierarchy is used to determine and disclose the fair value of a financial instrument:

- Level 1: market prices in active markets for identical assets or liabilities
- Level 2: information other than level-1 information, which is observable for the asset or liability, either directly (through prices) or indirectly (derived from prices)
- Level 3: information not based on observable market figures

During the financial year, there were no transfers between the different levels.

NOTE 30 - CASH FLOWS RELATED TO ACQUISITIONS AND DIVESTMENTS

The table below summarises the net cash flows related to acquisitions/purchase of branches, and divestments/sales of branches.

in thousands of euros	2023	2022	2023	2022
	Acquisitions	Acquisitions	Divestments	Divestments
ASSETS				
Non-current assets	3,838	38,523	-	8,373
Goodwill	-	9,852	-	-
Intangible assets	3,706	25,771	-	8,163
Property, plant & equipment	132	2,851	-	6
Trade and other receivables	-	49	-	204
Current assets	3,142	9,783	-	1,895
Trade and other receivables	1,949	4,614	-	1,079
Deferred charges and accrued income	11	711	-	391
Cash and cash equivalents	842	4,169	-	425
Inventories	340	204	-	-
Short-term investments	-	85	-	-
Total assets	6,980	48,306	-	10,268
LIABILITIES				
Non-current liabilities	996	5,562	-	-
Provisions	-	140	-	-
Employee benefits	42	1	-	-
Deferred taks liabilities	954	3,784	-	-
Financial debts	-	1,637	-	-
Current liabilities	3,911	19,097	-	1,835
Financial debts	-	487	-	398
Trade payables	2,150	4,367	-	1,079
Advances received	1,268	10,610	-	-
Employee benefits	331	2,389	-	167
Taxes	-	289	-	-
Other payables	162	795	-	204
Accrued charges and deferred income	-	160	-	-13
Total liabilities	4,907	24,660	-	1,835
Total net assets acquired/sold	2,073	23,646	-	8,433
Net assets acquired	2,073	23,646	-	8,433
Revaluation and derecognition historical investment/Addition investment using the equity method at deconsolidation	-	-1,490	-	-2,225
Derecognition minority interest	-	-	-	-6,208
Consideration paid / to pay in cash and cash equivalents	2,073	22,156	-	-
Deposits and cash and cash equivalents acquired	-842	-4,169	-	-
Cash distributed	-	-	-	-425
Net cashflow (- outflow, + inflow)	-1,231	-17,988	-	425

The term 'Sales' in the table can mean a sale, a deconsolidation without sale of an interest or the dissolution of a company.

The net cash outflow from acquisitions in 2023 (€ -1.2 million) comes entirely from the acquisition of BV RMN Mindstyle. There have been no sales in 2023. We also refer to Note 2.

The net cash outflow in 2022 (€ -18.0 million) includes the acquisitions of New Skool Media BV (and its subsidiaries), Gezondheid NV and the remaining shares of 50+ Beurs & Festival BV. The transactions related to sales concern the loss of control of the Immovlan BV entity at the end of September 2022, whereby no cash was received for the loss of control, but with the cash present in the Immovlan BV entity no longer being consolidated.

NOTE 31 - FEES OF THE STATUTORY AUDITOR AND RELATED PERSONS

Fees paid to the statutory auditor amounted to € 181 K (in 2022: € 200 K). The auditor's fee for additional audit engagements was € 22 K (in 2022: € 53 K).

NOTE 32 - RELATED PARTY TRANSACTIONS

in thousands of euros			
2023	Associated companies and joint ventures	Other related parties	Total
I. Assets with related parties	232	3	235
Current receivables	232	3	235
Trade receivables	232	3	235
II. Liabilities with related parties	2,915	340	3,255
Payables	2,915	340	3,255
Financial debts	2,500	-	2,500
Trade payables	415	340	755
III. Transactions with related parties	462	-383	79
Rendering of services	3,631	264	3,895
Receiving of services (-)	-3,072	-647	-3,719
Transfers under finance arrangements	-97	-	-97
IV. Remunerations towards key management (Executive Management Committee)			1,593
- of which short-term employee benefits			1,593
V. Remuneration board members for the execution of their mandate			385

Statutory annual accounts

CONDENSED STATUTORY FINANCIAL STATEMENTS

The following pages are extracts from the statutory financial statements of NV Roularta Media Group, prepared in accordance with Belgian accounting rules.

The valuation rules used for the statutory financial statements differ significantly from the valuation rules used for the consolidated financial statements: the statutory financial statements are drawn up in accordance with Belgian legal provisions, while the consolidated financial statements are drawn up in accordance with the International Financial Reporting Standards.

Only the consolidated financial statements contained in the preceding pages give a true and fair view of the financial situation and the performance of the group as a whole.

The report of the board of directors on the statutory financial statements to the general meeting of shareholders, together with the financial statements of NV Roularta Media Group and the report of the statutory auditor, will be filed with the National Bank of Belgium within the legally prescribed period.

These documents are available upon request from the company's Investor Relations Department and can be viewed at www.roularta.be.

The statutory auditor has issued an unqualified opinion with regard to the statutory financial statements of NV Roularta Media Group.

EXTRACT FROM THE ANNUAL REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS

The financial statements as they will be presented to the general meeting of shareholders on 21 May 2024 were approved by the board of directors on 29 March 2024.

Profit appropriation

The profit to be appropriated for financial year 2023 amounts to € -1,423,593 compared to a profit to be appropriated of € 3,148,554 for financial year 2022.

Taking into account the profit carried forward from the previous financial year of € 23,556, the net loss to be appropriated for financial year 2023 amounts to € -1,400,036.

For the year 2023, the board of directors proposes to the general meeting to distribute a gross dividend of 1 euro per share in the form of an optional dividend

whereby the shareholder can choose between a cash distribution and/or reinvestment in the company's capital. In accordance with Article 7:217 §3 of the Belgian Companies and Associations Code, the dividend rights attached to the treasury shares held by the company in its portfolio will lapse.

On 29 February 2024, the company had p.m. 1,355,644 treasury shares in its portfolio. In the context of the appropriation of results shown below, it was assumed that 11,785,479 shares are entitled to a dividend (i.e. 13,141,123 - 1,355,644).

If between the date this annual report was prepared and the general meeting to be held on 21 May 2024 there are additional personnel who exercise their Roularta share options, this will have an impact on the number of shares entitled to a dividend and the amount of the compensation to capital can still change.

Appropriation of results

We propose to appropriate the profits as follows:

A. Net profit to be appropriated	-1,400,036
Consisting of:	
• profit of the financial year to be appropriated	-1,423,593
• profit carried forward from previous financial year	23,556
B. Withdrawal from equity	
• from other reserves	13,210,000
C. Result to be carried forward	24,485
D. Profit to be distributed	
• Reimbursement of capital	11,785,479

in thousands of euros			
2022	Associated companies and joint ventures	Other related parties	Total
I. Assets with related parties	160	-10	150
Current receivables	160	-10	150
Trade receivables	160	-10	150
II. Liabilities with related parties	3,560	110	3,670
Financial liabilities	3,000	-	3,000
Financial debts	3,000	-	3,000
Payables	560	110	670
Trade payables	560	110	670
III. Transactions with related parties	2,570	-515	2,055
Rendering of services	3,960	300	4,260
Receiving of services (-)	-1,374	-815	-2,189
Transfers under finance arrangements	-16	-	-16
IV. Remunerations towards key management (Executive Management Committee)			1,547
- of which short-term employee benefits			1,547
V. Remuneration board members for the execution of their mandate			375

The decrease in assets and liabilities with respect to associated companies and joint ventures occurred mainly due to the decrease in the loan between associates Roularta Media Group NV and Mediafin NV.

The Group has no assets, liabilities or transactions with its main shareholders NV Koinon (with the exception of the execution of the management agreement with NV Koinon and the payment of the fixed director's remuneration to NV Koinon), SA West Investment Holding and Capfi Delen Asset Management NV.

Assets, liabilities and transactions with subsidiaries are fully eliminated in the consolidation. Assets, liabilities and transactions with associates and joint ventures are not eliminated from the consolidation and therefore are fully recognised under this category.

The list of subsidiaries, joint ventures and associates can be found in Note 2.

The other affiliated parties are companies operated by the Group's Executive Management Committee and their close relatives, or over which these persons have control or significant influence. There are no guarantees linked to the assets and liabilities vis-à-vis the affiliated parties. There were no downward value adjustments booked in 2023 or in 2022.

We also refer to the corporate governance statement above in this annual report.

All claims and liabilities relate to short-term claims and liabilities that are fulfilled on the maturity date. All transactions are ordinary commercial transactions. For sales by the Group to these affiliated parties, the usual pricing applies (the same that applies to third parties). For purchases, the usual procedure is applied with regard to the selection of the supplier and the prices applied.

NOTE 33 - IMPORTANT EVENTS SUBSEQUENT TO THE BALANCE SHEET DATE

No significant events occurred after the balance sheet date that have a major influence on the results and financial position of the company.

CONDENSED STATUTORY INCOME STATEMENT

in thousands of euros	2023	2022
Condensed statutory income statement		
Operating income	285,296	298,191
Operating charges	-291,221	-297,700
Operating profit / loss	-5,925	491
Financial income	7,976	8,612
Financial charges	-3,309	-5,707
Profit (loss) for the period before taxes	-1,257	3,397
Income taxes	-166	-248
Profit (loss) for the period	-1,424	3,149
Profit (loss) for the period available for appropriation	-1,424	3,149
Appropriation account		
Profit (loss) to be appropriated	-1,400	3,206
Profit (loss) for the period available for appropriation	-1,424	3,149
Profit (loss) brought forward	24	58
Transfers from capital and reserves	13,215	8,600
From reserves	13,210	8,600
Result to be carried forward	-24	-24
Profit (loss) to be carried forward	24	24
Distribution of profit	-11,785	-11,783
Dividends	11,785	11,783

CONDENSED STATUTORY BALANCE SHEET AFTER APPROPRIATION

in thousands of euros	2023	2022
ASSETS		
Fixed assets	162,324	167,616
Intangible assets	30,912	37,092
Tangible assets	40,718	37,983
Financial assets	90,694	92,542
Current assets	141,139	163,754
Amounts receivable after more than one year	-	121
Stocks and contracts in progress	10,209	12,419
Amounts receivable within one year	47,077	50,362
Investments	46,937	48,931
Cash at bank and in hand	31,317	47,323
Deferred charges and accrued income	5,599	4,599
Total assets	303,463	331,370
LIABILITIES		
Capital and reserves	195,453	208,662
Capital	80,000	80,000
Share premium account	304	304
Legal reserve	8,000	8,000
Reserves not available for distribution	16,921	18,914
Untaxed reserves	1,207	1,207
Reserves available for distribution	88,997	100,214
Profit (loss) carried forward	30	24
Provisions and deferred taxation	7,721	11,970
Creditors	100,289	110,739
Amounts payable after more than one year	-	3,000
Amounts payable within one year	94,623	101,486
Accrued charges and deferred income	5,666	6,252
Total liabilities	303,463	331,370

Statutory auditor's report

STATUTORY AUDITOR'S REPORT TO THE GENERAL MEETING OF ROULARTA MEDIA GROUP NV FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2023 (CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS)

In the context of the statutory audit of the consolidated financial statements of Roularta Media Group NV ('the Company') and its subsidiaries (together referred to as 'the Group'), we hereby present our statutory auditor's report. It includes our report of the consolidated financial statements and the other legal and regulatory requirements. This report is an integrated whole and is indivisible.

We have been appointed as statutory auditor by the general meeting of 18 May 2021 following the proposal formulated by the administrative body and issued upon recommendation of the Audit Committee and upon presentation by the works' council. Our statutory auditor's mandate expires on the date of the General Meeting deliberating on the financial statements closed on 31 December 2023. We have performed the statutory audit of the consolidated financial statements of the Group for three consecutive years.

REPORT ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Unqualified opinion

We have performed the statutory audit of the Group's consolidated financial statements, which comprise the consolidated balance sheet as at 31 December 2023, and the consolidated income statement and other comprehensive income, the consolidated statement of changes in equity and the consolidated cash flow statement for the year then ended, and notes to the consolidated financial statements, including a summary of significant accounting policies and other explanatory information, and which is characterised by a consolidated statement of financial position total of 363.456 kEUR and for which the consolidated income statement shows a profit for the year of 2.368 kEUR.

In our opinion, the consolidated financial statements give a true and fair view of the Group's net equity and financial position as at 31 December 2023, as well as of its consolidated financial performance and its consolidated cash flows for the year then ended, in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the European Union and with the legal and regulatory requirements applicable in Belgium.

Basis for unqualified opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISA) as applicable in Belgium.

Our responsibilities under those standards are further described in the 'Statutory auditor's responsibilities for the audit of the consolidated financial statements' section in this report.

We have complied with all the ethical requirements that are relevant to the audit of consolidated financial statements in Belgium, including those concerning independence.

We have obtained from the administrative body and company officials the explanations and information necessary for performing our audit.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Key audit matters

Key audit matters are those matters that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the consolidated financial statements of the current year. These matters were addressed in the context of our audit of the consolidated financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on these matters.

Intangible assets and goodwill – valuation and useful life

Description of the Matter

Per 31 December 2023 the intangible assets related to brands and customer portfolio represent a total of 125 mEUR (76 mEUR recorded as intangible assets and 49 mEUR included in the joint ventures). Goodwill amounts to 24 mEUR per 31 December 2023 (10 mEUR recorded as goodwill and 14 mEUR included in the joint ventures).

We refer to this matter in our audit report because of:

- The fact that the determination of the useful life is an accounting estimate which includes a degree of judgement and is based on assumptions that are affected by expected future market conditions.

In case of deterioration of these market conditions the remaining useful life would need to be revisited and/or the intangible assets would need to be impaired.

- The fact that the Group uses the expected discounted cash flow model to estimate the recoverable amount of each of the CGU identified, which requires management to make significant estimates and assumptions related to forecasts of future revenue, operating margins, discount and perpetual growth rates. Changes in these assumptions could have a significant impact on the recoverable amount and potentially the amount of any impairment.

The valuation rules in relation to the useful life of the intangible assets are disclosed in Note 1 of the Consolidated Financial Statements. The disclosures related to the goodwill and the intangible assets are included in Notes 13 and 14 of the consolidated financial statements.

Procedures performed

Our audit procedures related to the valuation of goodwill and intangible assets and the useful life of intangible assets included, amongst others, the following:

- We obtained insight in the valuation rules, the internal controls and the procedures used by the Group for the identification of impairment losses and the accounting estimates with regard to the useful life of the intangible assets.
- We evaluated the reasonableness of the valuation methodology and tested the mathematical accuracy of the exercise, with the help of our valuation specialists.

- We evaluated management's ability to accurately forecast future revenue and operating margin by comparing actual results to management's historical forecasts.
- We also evaluated the management's estimate of the remaining useful life as at 31 December 2023.
- We reviewed the sensitivity analysis prepared by management to understand the effect of a change in assumptions.
- Finally, we verified the appropriateness and completeness of the disclosures in the Group's consolidated financial statements.

Revenue recognition

Description of the Matter

The Group earns revenue from different revenue streams, including subscriptions, publicity and printing services.

We refer to this matter in our audit report because of the fact that:

- Revenue is an important driver for profit generation as the Group has a cost structure in which fixed costs are significant compared to the variable costs. Consequently a change in subscription revenue and publicity revenue has a direct impact on the net profit.
- The recognition of revenue in the correct period and the manual journal entries related to revenue are considered requiring specific audit attention.

The accounting policies related to revenue recognition are disclosed in Note 1. The disclosures related to the revenue streams are included in Note 4 of the consolidated financial statements.

Procedures performed

We have performed, amongst others, the following audit procedures:

- We obtained insight in the valuation rules and reviewed the design and implementation of the internal controls and the procedures used by the Group related to revenue recognition.
- We reviewed the cutoff procedures related to revenue recognition.
- We reviewed the completeness of the sales rebates accruals recorded at year-end.
- We obtained system reports that are used as the basis for the revenue recognition for subscription revenue and tested them for reliability and accuracy.

- We analyzed the material barter agreements and verified whether they were recorded in accordance with IFRS 15.
- We performed manual journal entry testing in order to identify unusual entries that could indicate misstatements of revenue and paid special attention to the manual adjustments made to revenue at year-end.
- We compared sales evolutions per revenue stream and per CGU to last year in order to identify possible anomalies.

Responsibilities of the administrative body for the drafting of the consolidated financial statements

The administrative body is responsible for the preparation of consolidated financial statements that give a true and fair view in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the European Union and with the legal and regulatory provisions applicable in Belgium, and for such internal control as the administrative body determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatements, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, the administrative body is responsible for assessing the Group's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the administrative body either intends to liquidate the Group or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Statutory auditor's responsibilities for the audit of the consolidated financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue a statutory auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but it is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these consolidated financial statements.

When executing our audit, we respect the legal, regulatory and normative framework applicable for the audit of the consolidated financial statements in Belgium. However, a statutory audit does not

guarantee the future viability of the Group, neither the efficiency and effectiveness of the management of the Group by the administrative body.

Our responsibilities regarding the continuity assumption applied by the administrative body are described below.

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Group's internal control;
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by the administrative body;
- Conclude on the appropriateness of the administrative body's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Group's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our statutory auditor's report to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our statutory auditor's report. However, future events or conditions may cause the Group to cease to continue as a going concern;
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements and whether the consolidated financial statements

represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation;

- Obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the Group to express an opinion on the consolidated financial statements. We are responsible for the management, the supervision and the performance of the Group audit. We assume full responsibility for the auditor's opinion.

We communicate with the Audit Committee regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control identified during the audit.

We also provide the Audit Committee with a statement that we respected the relevant ethical requirements relating to independence, and we communicate with them about all relationships and other issues which may influence our independence, and, if applicable, about the related measures to guarantee our independence.

From the matters communicated with the Audit Committee, we determine those matters that were of most significance in the audit of the consolidated financial statements of the current year, and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our statutory auditor's report, unless law or regulation precludes public disclosure about the matter.

OTHER LEGAL AND REGULATORY REQUIREMENTS

Responsibilities of the administrative body

The administrative body is responsible for the preparation and the contents of the director's report on the consolidated financial statements, the statement of non-financial information included in the director's report on the consolidated financial statements and for the other information included in the annual report on the consolidated financial statements.

Responsibilities of the statutory auditor

In the context of our mission and in accordance with the Belgian standard (version revised 2020) which is complementary to the International Standards on Auditing (ISA) as applicable in Belgium, it is our responsibility to verify, in all material aspects, the director's report on the consolidated financial statements, the statement of non-financial information included in the director's report on the consolidated financial statements and the other

information included in the annual report on the consolidated financial statements, as well as to report on these elements.

Aspects relating to the director's report on the consolidated financial statements and to the other information included in the annual report on the consolidated financial statements

In our opinion, after having performed specific procedures in relation to the director's report, this director's report is consistent with the consolidated financial statements for the same financial year, and it is prepared in accordance with article 3:32 of the Code of companies and associations.

In the context of our audit of the consolidated financial statements, we are also responsible for considering, in particular based on the knowledge we have obtained during the audit, whether the director's report on the consolidated financial statements and the other information included in the annual report on the consolidated financial statements, namely:

- Group share
- Key figures
- Annual report of the board of directors
- Corporate governance declaration
- Consolidated financial statements

contain a material misstatement, i.e. information which is inadequately disclosed or otherwise misleading. Based on the procedures we have performed, there are no material misstatements we have to report to you.

The non-financial information, as required by article 3:32, §2 of the Code of companies and associations, has been included in the director's report on the consolidated financial statements, which is part of section 'Sustainable and responsible enterprise' of the annual report. In preparing this non-financial information, the Group has based itself on the GRI-standards. In accordance with article 3:80, §1, first paragraph, 5° of the Code of companies and associations, we do not express an opinion on the question whether this non-financial information has been prepared in accordance with these GRI-standards.

Statement concerning independence

- Our audit firm and our network did not provide services which are incompatible with the statutory audit of the consolidated financial statements and our audit firm remained independent of the Group during the terms of our mandate.

- The fees related to additional services which are compatible with the statutory audit as referred to in article 3:65 of the Code of companies and associations were duly itemised and valued in the notes to the consolidated financial statements.

European Single Electronic Format (ESEF)

In accordance with the draft standard of the Institute of Réviseurs d'Entreprises concerning the standard on auditing the conformity of financial statements with the European Single Electronic Format (hereinafter "ESEF"), we also audited the conformity of the ESEF format with the regulatory technical standards established by Commission Delegated Regulation (EU) 2019/815 of 17 December 2018 (hereinafter: "Delegated Regulation").

The administrative body is responsible for preparing, in accordance with ESEF requirements, the consolidated financial statements in the form of an electronic file in ESEF format (hereinafter "digital consolidated financial statements") included in the annual financial report.

It is our responsibility to obtain sufficient and appropriate supporting information to conclude that the format and mark-up language of the digital consolidated financial statements comply in all material aspects with the ESEF requirements under the Delegated Regulation.

Based on our work, we believe that the format and the mark-up of information in the official Dutch version of the digital consolidated financial statements included in the annual financial report on the consolidated financial statements of Roularta Media Group NV as at 31 December 2023 comply in all material aspects with the ESEF requirements under the Delegated Regulation.

Other statements

This report is in compliance with the contents of our additional report to the Audit Committee as referred to in article 11 of regulation (EU) No 537/2014.

Roeselare, 15 April 2024

BDO Réviseurs d'Entreprises SRL
Statutory auditor
Represented by Veerle Catry*
Auditor
*Acting for a company

Établissements

SIÈGE PRINCIPAL ROULARTA MEDIA GROUP

Meiboomlaan 33, 8800 Roulers

BRUSSELS MEDIA CENTRE

Rédaction et Régie publicitaire, Rue de la Fusée 50, 1130 Bruxelles

MEDIAFIN (ÉDITEUR DE TIJD/L'ECHO)

Tour & Taxis, Av. du Port 86C bte 309, 1000 Bruxelles

ROULARTA MEDIA NEDERLAND BV

Établissement Amsterdam : Spaklerweg 53, 1114 AE Amsterdam

Établissement Hoog-Keppel : Jonker Emilweg 9, 6997 CB Hoog-Keppel

ROULARTA MEDIA DEUTSCHLAND

Böheimstraße 8, 86153 Augsburg

PAYS ACTIFS

■ BELGIQUE ■ PAYS-BAS ■ ALLEMAGNE



CALENDRIER FINANCIER

Assemblée Générale 2023 | mardi 21 mai 2024

Communiqué des résultats semestriels 2024 | mercredi 14 août 2024

Communiqué des résultats annuels 2024 | vendredi 14 mars 2025

Assemblée Générale 2024 | mardi 20 mai 2025

INVESTOR RELATIONS

Rik De Nolf

Téléphone | +32 51 26 61 11

Courriel | rik.de.nolf@roularta.be

Site Web | www.roularta.be

SA Roularta Media Group, Meiboomlaan 33, 8800 Roulers,
TVA BE 0434.278.896, RPM Gand, division Courtrai

ICP chiffre d'affaires

Financial year N	Economic Activities (1)	Code (a) (2)	2023		Substantial Contribution Criteria						DNSH criteria ("Does Not Significantly Harm")(h)					Minimum Safeguards (17)	Proportion of Taxonomy aligned (A.1.) or eligible (A.2.) turnover, year N-1 (18)	Category enabling activity (19)	Category transitional activity (20)
			Turnover (3)	Proportion of Turnover, year N (4)	Climate Change Mitigation (5)	Climate Change Adaptation (6)	Water (7)	Pollution (8)	Circular Economy (9)	Biodiversity (10)	Climate Change Mitigation (11)	Climate Change Adaptation (12)	Water (13)	Pollution (14)	Circular Economy (15)				
	Text		Currency	%	N; N/EL (b) (c)	N; N/EL (b) (c)	N; N/EL (b) (c)	N; N/EL (b) (c)	N; N/EL (b) (c)	N; N/EL (b) (c)	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	%	E	T
A. TAXONOMY-ELIGIBLE ACTIVITIES																			
A.1. Environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned)																			
	ACTIVITY 1		0,0	0,0%													%		
	ACTIVITY 1 (d)			%													%		
	ACTIVITY 2			%													%		
	Turnover of environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned) (A.1)			%	%	%	%	%	%	%							%		
	Of which Enabling			%	%	%	%	%	%	%							%	E	
	Of which Transitional			%	%												%		T
A.2 Taxonomy-Eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities) (g)																			
	ACTIVITY 1 € Broadcasting of radio & television programs			%	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)							%		
	Turnover of Taxonomy-eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities) (A.2)	s.a	4,9	1,5%	%	%	%	%	%	%							%		
	A. Turnover of Taxonomy eligible activities (A1+A2)		4,9	1,5%	%	%	%	%	%	%							%		
B. TAXONOMY-NON-ELIGIBLE ACTIVITIES																			
	Turnover of Taxonomy- non-eligible activities		318,6	98,5%															
	TOTAL		323,5	100,0%															

	Proportion of turnover/Total turnover	
	Taxonomy-aligned per objective	Taxonomy-eligible per objective
CCM	%	%
CCA	%	%
WTR	%	%
CE	%	%
PPC	%	%
BIO	%	%

(a) The Code constitutes the abbreviation of the relevant objective to which the economic activity is eligible to make a substantial contribution, as well as the Section number of the activity in the relevant Annex covering the objective, i.e.:

- Climate Change Mitigation: CCM
- Climate Change Adaptation: CCA
- Water and Marine Resources: WTR
- Circular Economy: CE
- Pollution Prevention and Control: PPC
- Biodiversity and ecosystems: BIO

For example, the Activity "Afforestation" would have the Code: CCM 1.1

Where activities are eligible to make a substantial contribution to more than one objective, the codes for all objectives should be indicated.
For example, if the operator reports that the activity "Construction of new buildings" makes a substantial contribution to climate change mitigation and circular economy, the code would be: CCM 7.1. / CE 3.1.

The same codes should be used in Sections A.1 and A.2 of this template.

(b) Y - Yes, Taxonomy-eligible and Taxonomy-aligned activity with the relevant environmental objective
N - No, Taxonomy-eligible but not Taxonomy-aligned activity with the relevant environmental objective
N/EL - not eligible, Taxonomy non-eligible activity for the relevant environmental objective

(c) Where an economic activity contributes substantially to multiple environmental objectives, non-financial undertakings shall indicate, in bold, the most relevant environmental objective for the purpose of computing the KPIs of financial undertakings while avoiding double counting. In their respective KPIs, where the use of proceeds from the financing is not known, financial undertakings shall compute the financing of economic activities contributing to multiple environmental objectives under the most relevant environmental objective that is reported in bold in this template by non-financial undertakings. An environmental objective may only be reported in bold once in one row to avoid double counting of economic activities in the KPIs of financial undertakings. This shall not apply to the computation of Taxonomy-alignment of economic activities for financial

products defined in point (12) of Article 2 of Regulation (EU) 2019/2088. Non-financial undertakings shall also report the extent of eligibility and alignment per environmental objective, that includes alignment with each of environmental objectives for activities contributing substantially to several objectives, by using the template below:

	Proportion of turnover/Total turnover	
	Taxonomy-aligned per objective	Taxonomy-eligible per objective
CCM	%	%
CCA	%	%
WTR	%	%
CE	%	%
PPC	%	%
BIO	%	%

(d) The same activity may align with only one or more environmental objectives for which it is eligible.

(e) The same activity may be eligible and not aligned with the relevant environmental objectives.

(f) EL - Taxonomy eligible activity for the relevant objective
N/EL - Taxonomy non-eligible activity for the relevant objective.

(g) Activities shall be reported in Section A.2 of this template only if they are not aligning to any environmental objective for which they are eligible. Activities that align to at least one environmental objective shall be reported in Section A.1 of this template.

(h) For an activity to be reported in Section A.1 all DNSH criteria and minimum safeguards shall be met. For activities listed under A2, columns (5) to (17) may be filled in on a voluntary basis by non-financial undertakings. Non-financial undertakings may indicate the substantial contribution and DNSH criteria that they meet or do not meet in Section A.2 by using: (a) for substantial contribution - Y/N and N/EL codes instead of EL and N/EL and (b) for DNSH - Y/N codes.

ICP Capex

Financial year N	Economic Activities (1)	Code (a) (2)	2023		Substantial Contribution Criteria						DNSH criteria ('Does Not Significantly Harm')(h)					Minimum Safeguards (17)	Proportion of Taxonomy aligned (A.1.) or eligible (A.2.) CapEx, year N-1 (18)	Category enabling activity (19)	Category transitional activity (20)
			CapEx (3)	Proportion of CapEx, year N (4)	Climate Change Mitigation (5)	Climate Change Adaptation (6)	Water (7)	Pollution (8)	Circular Economy (9)	Biodiversity (10)	Climate Change Mitigation (11)	Climate Change Adaptation (12)	Water (13)	Pollution (14)	Circular Economy (15)				
Text		Currency	%		N; N/EL (d) (c)	N; N/EL (d) (c)	N; N/EL (d) (c)	N; N/EL (d) (c)	N; N/EL (d) (c)	N; N/EL (d) (c)	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	%	E	T
A. TAXONOMY-ELIGIBLE ACTIVITIES																			
A.1. Environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned)																			
ACTIVITY 1			0,00	0,0%													%		
ACTIVITY 1 (d)				%													%		
ACTIVITY 2				%													%		
CapEx of environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned) (A.1)				%	%	%	%	%	%	%							%		
Of which Enabling				%	%	%	%	%	%	%							%	E	
Of which Transitional				%	%												%		T
A.2 Taxonomy-Eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities) (g)																			
ACTIVITY 1 € Broadcasting of radio & television programs				%	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)							%		
CapEx of Taxonomy- eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities) (A.2)				%	%	%	%	%	%	%							%		
Manufacture of low-carbon technologies for transportation		2.2	2,0	9,0%															
Installation, maintenance, and repair of energy-efficient equipment		2.3	4,2	18,3%															
Installation, maintenance, and repair of electric vehicle charging stations in buildings (and parking lots attached to buildings)		2.4	0,1	0,6%															
A. CapEx of Taxonomy eligible activities (A1+A2)			6,4	27,9%	%	%	%	%	%	%									
B. TAXONOMY-NON-ELIGIBLE ACTIVITIES																			
CapEx of Taxonomy- non-eligible activities			16,4	72,1%															
TOTAL			22,8	100,0%															

	Proportion of CapEx/Total CapEx	
	Taxonomy-aligned per objective	Taxonomy-eligible per objective
CCM	%	%
CCA	%	%
WTR	%	%
CE	%	%
PPC	%	%
BIO	%	%

(a) The Code constitutes the abbreviation of the relevant objective to which the economic activity is eligible to make a substantial contribution, as well as the Section number of the activity in the relevant Annex covering the objective, i.e.:

- Climate Change Mitigation: CCM
- Climate Change Adaptation: CCA
- Water and Marine Resources: WTR
- Circular Economy: CE
- Pollution Prevention and Control: PPC
- Biodiversity and ecosystems: BIO

For example, the Activity "Afforestation" would have the Code: CCM 1.1

Where activities are eligible to make a substantial contribution to more than one objective, the codes for all objectives should be indicated.

For example, if the operator reports that the activity "Construction of new buildings" makes a substantial contribution to climate change mitigation and circular economy, the code would be: CCM 7.1. / CE 3.1.

The same codes should be used in Sections A.1 and A.2 of this template.

- (b) Y - Yes, Taxonomy eligible and Taxonomy-aligned activity with the relevant environmental objective
 N - No, Taxonomy eligible but not Taxonomy-aligned activity with the relevant environmental objective
 N/EL - not eligible, Taxonomy non-eligible activity for the relevant environmental objective

(c) Where an economic activity contributes substantially to multiple environmental objectives, non-financial undertakings shall indicate, in bold, the most relevant environmental objective for the purpose of computing the KPIs of financial undertakings while avoiding double counting. In their respective KPIs, where the use of proceeds from the financing is not known, financial undertakings shall compute the financing of economic activities contributing to multiple environmental objectives under the most relevant environmental objective that is reported in bold in this template by non-financial undertakings. An environmental objective may only be reported in bold once in one row to avoid double counting of economic activities in the KPIs of financial undertakings. This shall not apply to the computation of Taxonomy-alignment of economic activities for financial products defined in point (12) of Article 2 of Regulation (EU) 2019/2088. Non-financial undertakings shall also report the extent of eligibility and alignment per environmental objective, that includes alignment with each of environmental objectives for activities contributing substantially to several objectives, by using the template below:

	Proportion of CapEx/Total CapEx	
	Taxonomy-aligned per objective	Taxonomy-eligible per objective
CCM	%	%
CCA	%	%
WTR	%	%
CE	%	%
PPC	%	%
BIO	%	%

(d) The same activity may align with only one or more environmental objectives for which it is eligible.

(e) The same activity may be eligible and not aligned with the relevant environmental objectives.

- (f) EL - Taxonomy eligible activity for the relevant objective
 N/EL - Taxonomy non-eligible activity for the relevant objective

(g) Activities shall be reported in Section A.2 of this template only if they are not aligning to any environmental objective for which they are eligible. Activities that align to at least one environmental objective shall be reported in Section A.1 of this template.

(h) For an activity to be reported in Section A.1 all DNSH criteria and minimum safeguards shall be met. For activities listed under A.2, columns (5) to (17) may be filled in on a voluntary basis by non-financial undertakings. Non-financial undertakings may indicate the substantial contribution and DNSH criteria that they meet or do not meet in Section A.2 by using: (a) for substantial contribution - Y/N and N/EL codes instead of EL and N/EL and (b) for DNSH - Y/N codes.

ICP Opex

Financial year N	Economic Activities (1)	Code (a) (2)	2023		Substantial Contribution Criteria						DNSH criteria ('Does Not Significantly Harm')(h)						Minimum Safeguards (17)	Proportion of Taxonomy aligned (A.1.) or eligible (A.2.) OpEx, year N-1 (18)	Category enabling activity (19)	Category transitional activity (20)
			OpEx (3)	Proportion of OpEx, year N (4)	Climate Change Mitigation (5)	Climate Change Adaptation (6)	Water (7)	Pollution (8)	Circular Economy (9)	Biodiversity (10)	Climate Change Mitigation (11)	Climate Change Adaptation (12)	Water (13)	Pollution (14)	Circular Economy (15)	Biodiversity (16)				
	Text		Currency	%	N; N/EL (b) (c)	N; N/EL (b) (c)	N; N/EL (b) (c)	N; N/EL (b) (c)	N; N/EL (b) (c)	N; N/EL (b) (c)	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	%	E	T
A. TAXONOMY-ELIGIBLE ACTIVITIES																				
A.1. Environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned)																				
	ACTIVITY 1		0,0	0,0%														%		
	ACTIVITY 1 (d)			%														%		
	ACTIVITY 2			%														%		
	OpEx of environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned) (A.1)			%	%	%	%	%	%	%								%		
	Of which Enabling			%	%	%	%	%	%	%								%	E	
	Of which Transitional			%	%													%		T
A.2 Taxonomy-Eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities) (g)																				
	ACTIVITY 1 € Broadcasting of radio & television programs			%	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)	EL; N/EL (f)								%		
	OpEx of Taxonomy-eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities) (A.2)			%	%	%	%	%	%	%								%		
	Installation, maintenance, and repair of renewable energy technologies	7.6	0,1	0,8%																
	A. OpEx of Taxonomy eligible activities (A1+A2)		0,0	0,0%	%	%	%	%	%	%										
B. TAXONOMY-NON-ELIGIBLE ACTIVITIES																				
	OpEx of Taxonomy- non-eligible activities		9,2	99,2%																
	TOTAL		9,3	100,0%																

	Proportion of OpEx/Total OpEx	
	Taxonomy-aligned per objective	Taxonomy-eligible per objective
CCM	%	%
CCA	%	%
WTR	%	%
CE	%	%
PPC	%	%
BIO	%	%

(a) The Code constitutes the abbreviation of the relevant objective to which the economic activity is eligible to make a substantial contribution, as well as the Section number of the activity in the relevant Annex covering the objective, i.e.:

- Climate Change Mitigation: CCM
- Climate Change Adaptation: CCA
- Water and Marine Resources: WTR
- Circular Economy: CE
- Pollution Prevention and Control: PPC
- Biodiversity and ecosystems: BIO

For example, the Activity "Afforestation" would have the Code: CCM 1.1

Where activities are eligible to make a substantial contribution to more than one objective, the codes for all objectives should be indicated.
For example, if the operator reports that the activity "Construction of new buildings" makes a substantial contribution to climate change mitigation and circular economy, the code would be: CCM 7.1. / CE 3.1.

The same codes should be used in Sections A.1 and A2 of this template.

(b) Y - Yes, Taxonomy eligible and Taxonomy-aligned activity with the relevant environmental objective
N - No, Taxonomy eligible but not Taxonomy-aligned activity with the relevant environmental objective
N/EL - not eligible, Taxonomy non-eligible activity for the relevant environmental objective

(c) Where an economic activity contributes substantially to multiple environmental objectives, non-financial undertakings shall indicate, in bold, the most relevant environmental objective for the purpose of computing the KPIs of financial undertakings while avoiding double counting. In their respective KPIs, where the use of proceeds from the financing is not known, financial undertakings shall compute the financing of economic activities contributing to multiple environmental objectives under the most relevant environmental objective that is reported in bold in this template by non-financial undertakings. An environmental objective may only be reported in bold once in one row to avoid double counting of economic activities in the KPIs of financial undertakings. This shall not apply to the computation of Taxonomy-alignment of economic activities for financial products defined in point (12) of Article 2 of Regulation (EU) 2019/2088. Non-financial undertakings shall also report the extent of eligibility and alignment per environmental objective, that includes alignment with each of environmental objectives for activities contributing substantially to several objectives, by using the template below:

	Proportion of OpEx/Total OpEx	
	Taxonomy-aligned per objective	Taxonomy-eligible per objective
CCM	%	%
CCA	%	%
WTR	%	%
CE	%	%
PPC	%	%
BIO	%	%

(d) The same activity may align with only one or more environmental objectives for which it is eligible.

(e) The same activity may be eligible and not aligned with the relevant environmental objectives.

(f) EL - Taxonomy eligible activity for the relevant objective
N/EL - Taxonomy non-eligible activity for the relevant objective

(g) Activities shall be reported in Section A.2 of this template only if they are not aligning to any environmental objective for which they are eligible. Activities that align to at least one environmental objective shall be reported in Section A.1 of this template.

(h) For an activity to be reported in Section A.1 all DNSH criteria and minimum safeguards shall be met. For activities listed under A2, columns (5) to (17) may be filled in on a voluntary basis by non-financial undertakings. Non-financial undertakings may indicate the substantial contribution and DNSH criteria that they meet or do not meet in Section A.2 by using: (a) for substantial contribution - Y/N and N/EL codes instead of EL and N/EL and (b) for DNSH - Y/N codes.;

Définitions ICP

Les définitions suivantes ont été utilisées pour calculer les ICP relatifs au chiffre d'affaires, aux dépenses d'investissement et aux dépenses d'exploitation pour les rapports 2022 et 2023.

ICP « Chiffre d'affaires » : la part des activités économiques éligibles à la taxinomie dans l'ensemble de notre chiffre d'affaires est calculée comme la partie du chiffre d'affaires générée par des activités économiques éligibles à la taxinomie (numérateur), divisée par le chiffre d'affaires consolidé (dénominateur). Le dénominateur correspond au chiffre d'affaires dont il a été fait état dans nos comptes annuels consolidés (Annexe 4 du Rapport annuel consolidé).

ICP « Dépenses d'investissement (CAPEX) » : la part des dépenses d'investissement associée à des actifs ou à des processus liés à des activités économiques éligibles à la taxinomie est calculée comme la partie des dépenses d'investissement associée à des actifs ou à des processus liés à des activités économiques éligibles à la taxinomie (numérateur), divisée par les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, y compris les acquisitions résultant de regroupements d'entreprises, telles qu'elles figurent dans les comptes annuels consolidés (Annexes 14 et 15 du Rapport annuel consolidé).

ICP « Dépenses d'exploitation (OPEX) » : la part des dépenses d'exploitation associée à des actifs ou à des processus liés à des activités éligibles à la taxinomie est calculée comme la partie des dépenses d'exploitation associée à des actifs ou à des processus liés à des activités éligibles à la taxinomie, divisée par les dépenses d'exploitation consolidées définies comme suit : la somme de coûts non capitalisés pour la recherche & le développement, les contrats de leasing (pour autant qu'ils n'aient pas été repris dans les dépenses d'investissement), et des coûts pour l'entretien et la réparation ainsi que les autres coûts directs liés à l'entretien quotidien des immobilisations corporelles.



roularta.be